

# Archives de la guerre de Vendée conservées aux Archives nationales

par J. Hussenet, Th. Heckmann, J. Grison, T. Roger

Archives départementales de la Vendée La Roche-sur-Yon 2017

Date de création : lundi 27 février 2017

Présentation du fondAuteurs

par J. Hussenet, Th. Heckmann, J. Roger

Description

GROUPES DE FONDS D' ARCHIV

Cotes extrêmes

; AN art. 472 ; AN 220 AP ; AN AD X  
AF II ; AN AF II 143A ; AN AF II 146  
265A ; AN AF II 265B ; AN AF II 270  
270B ; AN AF II 293D ; AN B II art. 1  
BB3 art. 8-15 ; AN F 1a art. 551 ; AN  
Vendée 1 ; AN F19 art. 1011-1017 ;  
438-550 ; AN F1b II Vendée 1 art. 1  
art. 3289-4634 ; AN F7 3682 art. 1 ;  
art. 1 ; AN F7 3695 art. 1 ; AN M ; A  
7-493 ; AN W 294b art. 1-5 ; AN W 3

Importance matérielle (ml)

2,36 ml

Dates extrêmes

1778-1828

Année de publication

2017

## • Contenu ou introduction :

Ce présent inventaire (janvier 2017) constitue la première tranche d'un programme de numérisation des archives de la guerre de Vendée conservées aux Archives nationales. A partir du guide des sources établi par Jacques Hussenet et disponible en ligne sur le site des Archives de la Vendée (onglet "Clefs pour la recherche", menu "Guides de recherche"), 86 articles ou parties d'articles ont été retenus pour être analysés et numérisés. Il s'agit d'archives des organes centraux de l'Etat : comité de salut public, tribunal révolutionnaire, police générale... La première tranche correspond à 47 articles ou parties d'articles numérisés en 10029 vues. Une introduction sera proposée lorsque la seconde tranche du programme sera achevée dans le courant de l'année 2017. Celle-ci contiendra pour l'essentiel des archives du comité de salut public (série AF II).

## • Mots-clés :

### • Matière(s)

Guerre de Vendée

## • Voir les instruments de recherche :

-Archives militaires de la guerre de Vendée conservées au Service historique de la Défense (Vincennes) et disponibles en ligne sur le site des Archives de la Vendée

-Sélection Gallica sur le thème de la guerre de Vendée

---

- **Modalités de reproduction :**

L'exploitation des images n'est autorisée que dans le cadre d'un usage privé (usage strictement personnel dans le cercle de la famille) ou dans le cadre d'analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve que soient indiqués clairement le nom de l'auteur et la source. Toute autre réutilisation des images (publication, exposition...) de quelque manière que ce soit, dans le cadre d'activités commerciales ou non, est expressément réservée. Elle devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès des Archives nationales.

- **Sources complémentaires :**

- **En dehors des Archives de la Vendée**

-Guide des sources des archives de la guerre de Vendée conservées aux Archives nationales

-Guide des sources des archives de la guerre de Vendée conservées au Service historique de la Défense (Vincennes)

-Guide des sources des archives de la guerre de Vendée conservées dans les petits fonds d'Ile-de-France

- Série B II. Votes plébiscitaires

- Procès-verbaux d'approbation de la Constitution de 1793

- B II 15. Loire-Inférieure

**Présentation Du Contenu :**

L'article B II 15 contient les procès-verbaux de quatre départements. Seuls ceux de la Loire-Inférieure sont analysés et numérisés, juillet 1793 ( pièces numérotées 217 à 294, 235bis et 260bis ; à partir de la pièce 249, il a été tenu compte de la numérotation inscrite au crayon papier).

- **AN B II 15-1** - District de Machecoul, 22-24 juillet 1793 : procès-verbaux d'approbation des cantons de Machecoul, Legé, Saint-Philbert, La Limouzinière et Sainte-Pazanne réunis et réfugiés à Nantes, ainsi que du canton de Bourgneuf (pièces 217-220).
- **AN B II 15-2** - District de Paimboeuf, 21 juillet 1793 : cantons de Paimboeuf, Frossay, Le Pellerin, Arthon et Pornic (pièces 221-226, cachet du district de Paimboeuf).
- **AN B II 15-3** - District de Guérande, 21-28 juillet 1793 : cantons de Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Montoir, Saint-Nazaire, Mesquer et du Croisic (pièces 227-235, 235bis). Manque le canton de Batz.
- **AN B II 15-4** - District de Clisson, 18 juillet 1793 : cantons de Clisson, Vallet, du Loroux-Bottereau, Vertou, Vieillevigne, Aigrefeuille et Monnières réunis et réfugiés à Nantes (pièces 236-237, cachet du district de Clisson).
- **AN B II 15-5** - District de Savenay, 28 juillet 1793 : cantons de Savenay, Couëron, du Temple, de Guenrouet (ex-Saint-Gildas) et Campbon (pièces 238-243, cinq cachets du district de Savenay). Manquent les votes des communes de Malville et Quilly.
- **AN B II 15-6** - District de Blain, 24 juillet 1793 : cantons de Blain, Redon, Guéméné-Penfao et Nozay (pièces 244-248).
- **AN B II 15-7** - District d'Ancenis, 21 juillet 1793 : cantons d'Ancenis, Riaillé, Vritz, Varades et Ligné (pièces 249-254, numérotation au crayon papier, cachet du district d'Ancenis). Manque le canton de La Rouxière.
- **AN B II 15-8** - District de Nantes, 18-23 juillet 1793 : dix-huit sections de Nantes et cantons de Nort, Thouaré, Saint-Sébastien, Bouguenais, Bouaye et Chantenay (pièces 255-280). Manque le canton de La Chapelle-sur-Erdre.
- **AN B II 15-9** - 18-29 juillet 1793 : correspondance des districts liée aux votes d'acceptation de la Constitution (pièces 281-294).

- B II 17. Maine-et-Loire

**Présentation Du Contenu :**

L'article B II 17 contient les procès-verbaux de trois départements. Seuls ceux du Maine-et-Loire sont analysés et numérisés, juillet-août 1793 (pièces numérotées 192 à 290).

- **AN B II 17-1** - District de Cholet : dossier vide (pièce 193).

- **AN B II 17-2** - District de Vihiers, 28-30 juillet 1793 : cantons de Nueil, Brissac (cachet), Martigné-Briand et Thouarcé (pièces 194-198). Manquent les cantons de Vihiers, Chanzeaux, Coron et des communes.
- **AN B II 17-3** - District de Saint-Florent-le-Vieil, 18-23 juillet 1793 : dossier vide (pièce 199).
- **AN B II 17-4** - District de Segré, 28 juillet 1793 : cantons de Segré, Pouancé, Bouillé-Ménard, Saint-Martin-du-Bois et des communes du Lion-d'Angers et de Candé (pièces 200-206, cinq cachets du district de Segré ). Manquent les communes de Challain, Combrée, La Ferrière et Vern.
- **AN B II 17-5** - District de Châteauneuf, 21 juillet 1793 : cantons de Châteauneuf, Contigné, Morannes, Durtal, Champigné, Tiercé et Feneu (pièces 207-214, deux cachets). Manquent les communes de Baracé, Cheffes et Querré.
- **AN B II 17-6** - District de Baugé, 21-28 juillet 1793 : cantons de Baugé, Fougeré, Noyant, Vernoil, Longué, Beaufort, Mazé, Seiches, Jarzé et Mouliherne (pièces 215-228). Manquent les communes de Bauné, Clefs, Fontaine-Guérin, Genneteil, Jumelles, Lasse, Montigné et Parçay.
- **AN B II 17-7** - District de Saumur, 14-28 juillet 1793 : cantons de Saumur-ville (4 sections) et Saumur-campagne, des Rozières, du Coudray-Macouard, d'Ambillou, de Brain (Allones), Fontevraud, Montreuil-Bellay (cachet), du Puy-Notre-Dame, de Doué, Brezé, Gennes et Saint-Georges-des-sept-Voies (pièces 229-245). Manquent les communes de Chacé, Courchamps, Denezée, Distré, Saint-Lambert et Villebernier.
- **AN B II 17-8** - District d'Angers, 21 juillet-5 août 1793 : cantons d'Angers-ville (9 sections), Louroux-Béconnais, Saint-Clément-de-la-Place (section du Louroux), Avrillé, Saint-Samson, La Trinité, Pellouailles, Trélazé, Saint-Mathurin, Blaison-sur-Loire, Les Ponts-de-Cé, Mozé (section de Rochefort), Rochefort-sur-Loire, Chalonnnes, Champtocé (Ingrandes), Saint-Georges-sur-Loire, Bouchemaine (Savennières), Saint-Laud et cantons des districts de Cholet, Saint-Florent et Vihiers réunis et réfugiés à Angers (pièces 246-271, 11 cachets du département de Maine-et-Loire).
- **AN B II 17-9** - 2 juillet-6 août 1793 : correspondance des districts liée aux votes d'acceptation de la Constitution (pièces 272-290, un cachet de la municipalité d'Angers).
  - B II 30. Deux-Sèvres

### **Présentation Du Contenu :**

L'article B II 30 contient les procès-verbaux de trois départements. Seuls ceux des Deux-Sèvres sont analysés et numérisés, juillet 1793-février 1794 ( 79 pièces).

- **AN B II 30-1** - District de Bressuire, 15 juillet 1793-19 frimaire an II (9 déc. 1793) : cantons de Bressuire (3 communes), des Echaubrognes, des Aubiers, Chiché, Cerizay, La Forêt-sur-Sèvre et Moncoutant (pièces 1-11). Manquent les cantons de Châtillon-sur-Sèvre, La Chapelle-Saint-Laurent et plusieurs communes.
- **AN B II 30-2** - District de Melle, 14 juillet 1793 : cantons de Melle, Celles-sur-Belle, Lezay, Sauzé-Vaussais, Brioux-Boutonne, Chef-Boutonne, Couture-d'Argenson et Ensigné (pièces 12-20, cachet du district de Melle).
- **AN B II 30-3** - District de Thouars, 28 juillet-1er septembre 1793 : cantons de

Thouars (1 commune), Argenton-Eglise et Brion (pièces 21-24). Manquent les cantons d'Airvault, Argenton-Château, Oiron, Saint-Varent et plusieurs communes.

- **AN B II 30-4** - District de Parthenay, 13 juillet 1793-22 brumaire an II (12 nov. 1793) : cantons de Parthenay (réfugiés à Poitiers et à Niort), Saint-Loup-sur-Thouet, La Ferrière, Saint-Pardoux, La Chapelle-Thireuil, et Secondigny (1 commune) (pièces 25-33). Manquent les cantons d'Amailloux, de Thénezay et plusieurs communes.
- **AN B II 30-5** - District de Saint-Maixent, 14-21 juillet 1793 : cantons de Saint-Maixent-ville (2 sections), Saint-Maixent-campagne (2 sections), Champdeniers, Verruyes (cachet), Ménigoute, La Mothe-Saint-Héray (cachet), Chenay, Mougou, Sainte-Néomaye et Cherveux (pièces 34-46).
- **AN B II 30-6** - District de Niort, 14-28 juillet 1793 : cantons de Niort-ville (4 sections), Niort-campagne, Coulonges-sur-l'Autize, Echiré, Prahecq, Chizé, Beauvoir, Mauzé, Magné, des cantons du district de Fontenay réfugiés à Coulon et du canton de Frontenay (Rohan-Rohan) (pièces 47-61). Manquent plusieurs communes.
- **AN B II 30-7** - 16 juillet 1793-25 pluviôse an II (13 fév. 1794) : correspondance des districts liée aux votes d'acceptation de la Constitution (pièces 62-79, cachet de la municipalité de Verruyes). 1793-1794
  - B II 31. Vendée

#### **Présentation Du Contenu :**

L'article B II 31 contient les procès-verbaux de trois départements. Seuls ceux de la Vendée sont analysés et numérisés, juillet-déc. 1793 (pièces numérotées 109 à 175).

- **AN B II 31-1** - District de Fontenay, 21 juillet-18 août 1793 : cantons de Fontenay, Luçon (deux sections), Sainte-Hermine, Foussais et Loge-Fougereuse (réfugiés à Saint-Hilaire-sur-l'Autize), Saint-Hilaire-sur-l'Autize, Benet, Maillezais, du Gué-de-Velluire, de Chaillé-les-Marais, Saint-Michel-en-L'Herm (cachet), du Langon, de Fontaines et les réfugiés votant à Maillezais (pièces 109-123). Manquent le canton de L'Hermenault et plusieurs communes.
- **AN B II 31-2** - District de La Châtaigneraie, 29 juillet 1793-18 frimaire an II (8 déc. 1793) : cantons de La Châtaigneraie, La Flocellière, Pouzauges, Loge-Fougereuse et Moulleron-en-Pareds (pièces 124-130). Manquent les cantons de Chantonay, La Caillère, La Jaudonnière et plusieurs communes.
- **AN B II 31-3** - District de Montaigu, 22 juillet 1793 : cantons de Montaigu, Rocheservière, La Bruffière et des Brouzils réunis et réfugiés à Nantes (pièces 131-136, cinq exemplaires du même procès-verbal). Manquent les cantons des Herbiers, de Mortagne, Mouchamps, Saint-Fulgent, Tiffauges et plusieurs communes.
- **AN B II 31-4** - District de Challans, 28 juillet 1793 : cantons de Saint-Gilles-sur-Vie et Noirmoutier (pièces 137-139, un cachet du district de Challans). Manquent les cantons de Challans, Apremont, Beauvoir, Bouin, La Garnache, Palluau et Saint-Jean-de-Monts.
- **AN B II 31-5** - District des Sables-d'Olonne, 21-28 juillet 1793 : cantons des Sables-d'Olonne (2 sections), de Landevieille, La Mothe-Achard, Moutiers-les-Mauxfaits, d'Angles, de Talmont, d'Olonne et de l'île-d'Yeu (pièces 140-150, trois cachets du district des Sables-d'Olonne). Manquent les cantons

de Beaulieu-sous-la-Roche et du Poiroux.

- **AN B II 31-6** - District de La Roche-sur-Yon, 21 juillet 1793 : cantons de Bournezeau et Mareuil-sur-Lay (pièces 151-153). Manquent les cantons de La Roche-sur-Yon, Aizenay, Belleville-sur-Vie, La Chaize-le-Vicomte, des Essarts, du Poiré-sur-Vie et du Tablier.
- **AN B II 31-7** - 14 juillet 1793-25 frimaire an II (15 déc. 1793) : correspondance des districts liée aux votes d'acceptation de la Constitution (pièces 154-175).
  - Procès-verbaux d'approbation de la Constitution de l'an III

■ B II 65. Vendée

**Présentation Du Contenu :**

L'article B II 65 contient les procès-verbaux de trois départements. Seuls ceux de la Vendée sont analysés et numérisés, septembre 1795 ( 53 pièces, pièces numérotées 1 à 50, 3bis, 5bis et 31bis).

- **AN B II 65-1** - District de Fontenay, 20 fructidor an III (6 sept. 1795) : cantons de Fontenay (deux sections), Benet, Chaillé-les-Marais, Foussais, Fontaines, du Gué-de-Velluire, du Langon, de L'Herminaut, Luçon-ville, Luçon-campagne, Maillezais, Saint-Hilaire-sur-l'Autize, Saint-Michel-en-l'Herm et Sainte-Hermine (pièces 2-18).
- **AN B II 65-2** - District de Challans, 20 fructidor an III (6 sept. 1795) : cantons de Challans, Beauvoir, Bouin, La Garnache et Saint-Jean-de-Monts (pièces 18-23). Manquent les cantons d'Apremont, de Noirmoutier et de Palluau. Le canton de Saint-Gilles a été rattaché par erreur au district de La Châtaigneraie.
- **AN B II 65-3** - District de La Châtaigneraie, 20-21 fructidor an III (6-7 sept. 1795) : cantons de La Châtaigneraie, La Caillère (une commune), La Jaudonnière, Loge-Fougereuse, Pouzauges (cachet) et Saint-Gilles-sur-Vie (pièces 24-31). Manquent les cantons de Chantonay, La Flocellière, Mouilleron-en-Pareds et plusieurs communes.
- **AN B II 65-4** - District des Sables-d'Olonne, 20 fructidor an III (6 sept. 1795) : cantons des Sables-d'Olonne (deux sections), d'Angles, d'Olonne, de Noirmoutier, Talmont et de l'Île-d'Yeu (pièces 32-40). Manquent les cantons de Beaulieu-sous-la-Roche, Landevieille, La Mothe-Achard, Moutiers-les-Mauxfaits et du Poiroux.
- **AN B II 65-5** - District de La Roche-sur-Yon, 20 fructidor an III (6 sept. 1795) : cantons de Bournezeau et Mareuil-sur-Lay (pièces 41-43). Manquent les cantons de La Roche-sur-Yon, d'Aizenay, de Belleville-sur-Vie, des Essarts, de La Chaize-le-Vicomte, du Poiré-sur-Vie et du Tablier.
- **AN B II 65-6** - 20 fructidor an III-8 vendémiaire an IV (6-30 sept. 1795) : correspondance des districts liée aux votes d'acceptation de la Constitution (pièces 44-50).

• Série F1. Ministère de l'Intérieur : administration générale

◦ F1a. Objets généraux

- F1a 438. Collection de documents concernant l'administration départementale

## Présentation Du Contenu :

L'article F1a 438 rassemble des pièces sur l'administration générale de plusieurs départements. Seules celles du département de la Vendée sont analysées et numérisées ( 99 pièces, 1790-1828).

- **AN F1a 438-1** - Fontenay et Paris, 22 février-16 mars 1790 : la municipalité de Montaigu rencontre des difficultés pour transcrire dans ses registres les décrets de l'Assemblée nationale (pièces 1-4).
- **AN F1a 438-2** - Fontenay-le-Comte, 31 mars-6 avril 1790 : le comte de Saint-Sulpice refuse de siéger au sein des nouveaux administrateurs du département, malgré diverses sollicitations (pièces 5-12).
- **AN F1a 438-3** - Fontenay et Paris, 2-4 mars 1791 : transfert des pouvoirs entre les anciens tribunaux d'amirauté et les nouveaux tribunaux de district (pièces 13-15).
- **AN F1a 438-4** - Fontenay et Paris, 4 décembre 1791-23 août 1792 : correspondance au sujet des notaires de la Vendée avec un tableau détaillant, canton par canton, le nombre d'habitants, le nombre de notaires, soit 96, leur lieu de résidence et leur distance au chef-lieu de district (pièces 16-18, 22, 19). 1791-1792
- **AN F1a 438-5** - Fontenay, 25 janvier-6 août 1792 : correspondance au sujet de la vente des biens nationaux et de la recommandation faite aux maires vendéens de saisir dans les bureaux de poste " les papiers-nouvelles, reconnus pour anticiviques ", dont une dizaine de journaux royalistes ou feuillants (pièces 20-21, 23-26).
- **AN F1a 438-6** - Olonne-sur-Mer, 17 janvier 1793 : l'instauration de l'état civil à Olonne pose des problèmes en raison de dissensions religieuses (pièces 27-28).
- **AN F1a 438-7** - La Roche-sur-Yon et Paris, 15 fructidor an II-7 vendémiaire an III (1er-28 sept. 1794) : le district de La Roche-sur-Yon se plaint de ne pas recevoir le Bulletin de la Convention (pièces 29-30).
- **AN F1a 438-8** - Saint-Gilles-sur-Vie et Paris, 28 frimaire-4 nivôse an IV (19-25 déc. 1795) : Jacques Nolleau, officier municipal de l'île d'Yeu, débarque à Saint-Gilles pour annoncer l'évacuation de l'île par les Anglais du général Doyle ; il a dénombré plus de 6 000 Anglais, 1 500 à 1 600 émigrés, une cinquantaine de canons, vu le comte d'Artois ; des chefs chouans sont venus chercher des armes ; la flotte anglaise semble se diriger vers Quiberon (pièces 31-33).
- **AN F1a 438-9** - Noirmoutier et Fontenay, 21 pluviôse-3 ventôse an IV (10-22 février 1796) : l'adjutant-général Chapuis vient appliquer la mise en état de siège de l'île de Noirmoutier et se heurte à la municipalité cantonale qui met en cause la légitimité du décret, conteste la désignation d'une liste d'otages, la réquisition de toutes les armes et des prélèvements de grains ; l'administration départementale décide d'en référer au Directoire exécutif (pièces 34-43).
- **AN F1a 438-10** - Aizenay et Fontenay, 9 germinal-17 floréal an IV (28 mars-5 avril 1796) : l'administration du canton d'Aizenay se plaint de ne pas recevoir le Bulletin des lois et refuse d'exécuter la remise d'armes et la réquisition de grains ordonnées par le quartier général de La Roche-sur-Yon (pièces 44-48).
- **AN F1a 438-11** - Paris et Fontenay, 24 ventôse-14 germinal an IV (14 mars-3 avril 1796) : le Directoire exécutif veut mettre fin à l'administration militaire de la

rive gauche de la Loire et y réinstaller des autorités civiles républicaines (pièces 49-53).

- **AN F1a 438-12** - Sans lieu, 18 germinal-6 floréal an IV (7-25 avril 1796) : le général Hédouville annonce au ministre de l'Intérieur que la mort de Charette a mis fin aux hostilités en Vendée et que l'état de siège va être levé (pièces 54-59).
- **AN F1a 438-13** - Palluau et Fontenay, 12-26 fructidor an IV (29 août-12 sept. 1796) : le commissaire exécutif de Palluau écrit au département de la Vendée que, faute de forces à sa disposition, il ne peut faire appliquer les lois dans son canton (pièces 60-61).
- **AN F1a 438-14** - Fontenay, 7 prairial an IV-7 vendémiaire an V (26 mai-28 sept. 1796) : une commission a été donnée au citoyen Le Tellier pour parcourir la rive gauche de la Loire et faire un rapport sur l'esprit public ; au terme de sa mission, il constate que l'état d'esprit général n'est pas bon, que " les intrigants, les mécontents et les insoucians forment malheureusement aujourd'hui la majeure partie des habitants de la France " et avance des solutions (pièces 62-75, pièce 75 : rapport imprimé).
- **AN F1a 438-15** - Beaulieu-sous-La-Roche, 6 germinal an VIII (27 mars 1800) : courrier du juge de paix du canton de Beaulieu sur les problèmes posés par la pacification en Vendée (pièces 76-77).
- **AN F1a 438-16** - Fontenay, 5 prairial-1er messidor an VIII (25 mai-20 juin 1800) : projet du préfet de la Vendée pour réduire les frais de correspondance des municipalités du département (pièces 78-83).
- **AN F1a 438-17** - Paris, 3 frimaire an X (24 nov. 1801) : les trois Consuls font lever l'état de siège des 12e et 22e régions militaires incluant la Vendée (pièces 84-85).
- **AN F1a 438-18** - La Roche-sur-Yon et Paris, 12 déc. 1806-4 févr. 1810 : courriers administratifs et correspondance au sujet des affrontements de 1806, 1808 et 1810 entre des marins vendéens et des vaisseaux de guerre anglais dans la baie de Bourgneuf et au large de Saint-Gilles-sur-Vie (pièces 86-94). 1806-1810
- **AN F1a 438-19** - Paris, 17 déc. 1815 : le ministre de l'Intérieur demande au préfet de la Vendée de faire preuve de plus de fermeté (pièce 95).
- **AN F1a 438-20** - La Roche-sur-Yon, 16 sept. 1826-8 déc. 1828 : le préfet déplore des problèmes d'acheminement de courrier et annonce la mise en service du fanal de l'Île-d'Yeu (pièces 96-99). 1826-1828
- F1a 550-551. Commissaires observateurs envoyés par le Comité de Salut public
- F1a 550. Commissaire Bodson en Loire-Inférieure et Vendée

#### **Présentation Du Contenu :**

L'article F1a 550 contient le dossier du commissaire Bodson envoyé en Loire-Inférieure et en Vendée, en vertu d'une commission du 10 juillet 1793 ( 19 juillet-14 août 1793, 8 pièces).

- **AN F1a 550-1** - Paris, Angers, Nantes et Tours, 19 juillet-14 août 1793 : le commissaire distribue le texte de la Constitution de 1793 à son passage, il doit évacuer Saumur en catastrophe face à l'avancée vendéenne, se replie à Tours, émet des doutes sur les généraux de l'armée des Côtes de La



Rochelle, critique leurs équipages et préconise une levée en masse des patriotes ; les patriotes de Nantes pensent que l'on peut finir rapidement la guerre de Vendée ; comme il le constate, " une très grande partie des citoyens des départements environnant la Vendée sont fatigués de la Révolution " ; il joint des détails peu originaux sur les massacres de Machecoul et la défaite des Ponts-de-Cé (pièces 1-8).

- F1a 551. Commissaire Petiot en Vendée, Charente-Inférieure et Deux-Sèvres

#### **Présentation Du Contenu :**

L'article F1a 551 contient le dossier du commissaire Pierre Petiot envoyé en Vendée, en Charente-Inférieure et dans les Deux-Sèvres ; toutefois le rapport ne contient pas d'informations sur les Deux-Sèvres ( 28 juin-29 sept. 1793, 16 pièces).

- **AN F 1a 551-1** - Meung-sur-Loire, 28-30 juin 1793 : en traversant les départements du Loiret, Loir-et-Cher et Indre-et-Loire, le commissaire leur trouve " un air oisieux, égoïste et presque ennemi " (pièces 1-4).
- **AN F 1a 551-2** - La Rochelle et l'île de Ré, 5-10 août 1793 : la ville a bon esprit et ses habitants font confiance à ses fortifications ; la Constitution de 1793 est bien acceptée ; l'île de Ré n'a droit qu'à des remarques insignifiantes (pièces 5-7).
- **AN F 1a 551-3** - Les Sables-d'Olonne, 21 août-29 sept. 1793 : originaire des Sables-d'Olonne, le commissaire retrouve sa ville natale avec plaisir et s'y attarde longuement ; il décrit les insurgés comme " la tourbe des garde-chasses, des contrebandiers et des maltôtiers de la gabelle " ; les patriotes attendent avec impatience les armées de Valenciennes et de Mayence pour pratiquer la politique de la terre brûlée ; néanmoins, il faut " éclairer les forêts et ménager les champs du pauvre et sa cabane " (pièces 8-16).
- F1b II. Personnel administratif (série départementale)

- F1b II Vendée 1. Département de la Vendée

#### **Présentation Du Contenu :**

L'article F1b II Vendée 1 a été intégralement numérisé, il est consacré au personnel administratif du département de la Vendée ( mars 1791-août 1800, 478 pièces).

- 1791

- **AN F1b II Vendée 1/1** - Fontenay-le-Comte et Paris, mars-novembre 1791 : correspondance sur le fonctionnement de l'assemblée départementale, deux lettres émanant des membres du directoire départemental de Vendée, l'une adressée au ministre de l'Intérieur, au sujet de la transmission d'une loi, et l'autre adressée au Président de l'Assemblée nationale, signalant une difficulté de fonctionnement de l'administration vendéenne et des frictions dans l'attribution des pouvoirs (pièces 1-2).

- 1792

- **AN F1b II Vendée 1/2** - Paris, 4 octobre 1792 : rapport au ministre de l'Intérieur du commissaire Bailly sur la situation de la Vendée, après le soulèvement du Bressuirais ; parti de Paris le 5 septembre, le commissaire a traversé des départements patriotes qui arment des volontaires pour la défense des frontières, le summum étant atteint à Angers ; Nantes lui apparaît au contraire comme une ville infectée de royalistes et de feuillants ; à l'exception de Fontenay, la Vendée est travaillée par le " fanatisme " et " l'habitant des campagnes plongé dans une ignorance crasse " (pièce 3, pas de page numérotée 3/3).
- **AN F1b II Vendée 1/3** - Paris et Fontenay, octobre-décembre 1792 : correspondance sur la démission du procureur-général-syndic Pervinquière, dénoncé par les administrateurs de la Vendée pour avoir refusé de promulguer l'acte de suspension du chef du pouvoir exécutif, son remplacement par le citoyen Bouron et le problème posé par le curé constitutionnel de Mouchamps, refusant de choisir entre sa place de curé et celle de procureur de la commune, jugées incompatibles (pièces 4-12, un cachet).
- 1793-an II
- **AN F1b II Vendée 1/4** - Paris et Fontenay, janvier 1793 : correspondance sur les problèmes et lenteurs de l'administration du département et des districts, adressée à Durand, chef du bureau des émigrés du district de Fontenay, et dénonciation de l'incompatibilité des fonctions exercées par les citoyens Merson et Pillaud (pièces 13-17, un cachet).
- **AN F1b II Vendée 1/5** - Paris et Fontenay, décembre 1791-février 1793 : correspondance relative aux difficultés posées par la réorganisation des municipalités, et débat au sujet de la possible inéligibilité du citoyen Durand pour mendicité, ainsi que de l'incompatibilité entre ses fonctions de procureur-syndic du district des Sables-d'Olonne et de défenseur auprès du tribunal de district (pièces 18-27). 1791-1793
- **AN F1b II Vendée 1/6** - Paris et Fontenay, ventôse an II (mars 1794) : échange entre les administrateurs du département de la Vendée et le ministre de l'Intérieur, dans lequel il est demandé au comité d'aliénation de la Convention d'arbitrer entre le département et les districts pour la surveillance des biens nationaux (pièces 28-31).
- An III
- **AN F1b II Vendée 1/7** - Fontenay et La Châtaigneraie, 17-24 vendémiaire an III (8-15 oct. 1794) : dossier de correspondance sur la répartition des juges de paix du district de Fontenay et des élus patriotes du district de La Châtaigneraie (pièces 32-37).
- **AN F1b II Vendée 1/8** - Fontenay, La Châtaigneraie et Les Sables-d'Olonne, ventôse-fructidor an III (février-septembre 1795) : dossiers de correspondance entre les membres du comité de législation et les administrateurs du département de la Vendée sur l'épuration des administrateurs des départements et des conflits au sujet de la réaffirmation du pouvoir de l'administration départementale par rapport aux districts, notamment dans celui de La Châtaigneraie (pièces 38-46, un cachet).
- An IV

- **AN F1b II Vendée 1/9** - Fontenay, 12 frimaire-4 nivôse an IV (3-25 décembre 1795) : correspondance entre le ministre de l'Intérieur et le commissaire du pouvoir exécutif présidant l'administration départementale de la Vendée au sujet des commissaires du pouvoir exécutif nommés en Vendée par le Directoire, avec deux tableaux (pièces 47-53).
- **AN F1b II Vendée 1/10** - Fontenay, frimaire-pluviôse an IV (décembre 1795-février 1796) : correspondance entre le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Guerre ainsi qu'entre le ministre de l'Intérieur et l'administration départementale, à propos des réquisitions de fourrages et des restrictions de crédit (pièces 54-58). 1795-1796
- **AN F1b II Vendée 1/11** - Fontenay, frimaire-floréal an IV (décembre 1795-mars 1796) : correspondance avec le ministre de la Guerre et le ministre de l'Intérieur au sujet de la réquisition des fourrages nécessaires aux charrois de l'armée, arrêté du Commissaire exécutif du directoire de la Vendée à propos de l'établissement d'un entrepôt à Avrillé pour pallier aux inconvénients du transport du fourrage de Luçon aux Sables-d'Olonne, et conflit avec le chef d'état-major-général, le général Grigny (suite des pièces précédentes) (pièces 59-64, n° 63 écrit au verso de la pièce). 1795-1796
- **AN F1b II Vendée 1/12** - Fontenay, frimaire-floréal an IV (déc. 1795-mai 1796) : résidus de pièces sur les changements survenus depuis la nomination des commissaires du pouvoir exécutif (pièces 65-69). 1795-1796
- **AN F1b II Vendée 1/13** - Fontenay, 11 floréal an IV (30 avril 1796) : pièce isolée sur la mission du commissaire Le Tellier, chargé d'apprécier l'esprit public de la rive gauche de la Loire, émanant du citoyen Coyaud, commissaire du pouvoir exécutif de la Vendée (pièce 70). Voir l'article F1a 438, pièces 62-75.
- **AN F1b II Vendée 1/14** - Fontenay, 15 germinal-21 floréal an IV (4 avril-10 mai 1796) : le département rencontre des difficultés pour rétablir son autorité dans les cantons insurgés officiellement soumis, correspondances diverses dont refus du citoyen Dubois, chef de brigade, de correspondre avec le commissaire provisoire du pouvoir exécutif près Challans et correspondance entre le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances et le département au sujet de la nécessité d'organiser l'administration des cantons pour permettre d'affermir les domaines nationaux (pièces 71-79).
- **AN F1b II Vendée 1/15** - Fontenay, 17 messidor-3 fructidor an IV (5 juillet-20 août 1796) : rapports divers sur la " formation des autorités constituées " dans les cantons de Montaigu, Rocheservière, La Bruffière, des Brouzils et de Saint-Fulgent, correspondance du ministre de l'Intérieur avec le citoyen Le Tellier, commissaire spécial du pouvoir exécutif de la Vendée et de la Loire-Inférieure, principal responsable de l'organisation de ces autorités, et avec le citoyen Coyaud, commissaire du pouvoir exécutif de la Vendée, ainsi qu'un tableau détaillant les membres des différentes administrations départementales, daté du 18 messidor an IV (6 juillet 1796) (pièces 80-92).
- **AN F1b II Vendée 1/16** - Fontenay, 20 messidor-5 thermidor an IV (8-23 juillet 1796) : suite des opérations pour les cantons de Pouzauges, Montaigu et de La Flocellière, correspondance entre le citoyen Coyaud,

commissaire du pouvoir exécutif en Vendée et le ministre de l'Intérieur dont un tableau détaillant les membres des différentes administrations départementales, daté du 22 messidor an IV (10 juillet 1796) (pièces 93-97).

- **AN F1b II Vendée 1/17** - Paris, 29 messidor-6 thermidor an IV (16-24 juillet 1796) : observations du ministre des Finances sur les problèmes posés par la vente des biens nationaux dans les anciens cantons insurgés de la Vendée (pièces 98-100).
- **AN F1b II Vendée 1/18** - Fontenay, 19 thermidor-10 fructidor an IV (6-27 août 1796) : formation des administrations municipales dans les cantons de Belleville-sur-Vie, du Poiré-sur-Vie, de Palluau, Apremont et Aizenay par le citoyen Coyaud, commissaire du pouvoir exécutif en Vendée, dont un tableau détaillant les membres des différentes administrations départementales, daté du 26 thermidor an IV (13 août 1796) (pièces 101-107).
- **AN F1b II Vendée 1/19** - Fontenay : demandes de nominations en Vendée soumises à l'appréciation du Directoire exécutif (pièces 108-110).
- An V
- **AN F1b II Vendée 1/20** - Fontenay, 2-13 brumaire an V (23 octobre-3 novembre 1796) : le commissaire exécutif Coyaud expose au ministre de l'Intérieur les difficultés rencontrées en Vendée pour disposer d'administrations compétentes, et propose la création d'indemnités pour pallier à la désertion des séances des cantons ; rapports sur l'administration municipale du canton d'Aizenay par le commissaire de l'administration municipale d'Aizenay et extrait du registre des délibérations de l'administration en question (pièces 111-113).
- **AN F1b II Vendée 1/21** - Fontenay, 1er-19 nivôse an V (21 décembre 1796-8 janvier 1797) : réflexions menées au sein des instances départementales de la Vendée, notamment par le commissaire exécutif Coyaud, sur la réintégration des anciens insurgés dans l'administration des cantons qui leur étaient acquis, ainsi que sur les risques de désorganisation des autorités constituées par Le Tellier (pièces 114-120). 1796-1797
- **AN F1b II Vendée 1/22** - Fontenay, 12 nivôse-27 pluviôse an V (1er janvier-15 février 1797) : le commissaire exécutif Coyaud est surchargé de travail et s'attache à trouver des commissaires du pouvoir exécutif pour le soulager ; l'administration centrale de la Vendée accuse réception des nominations de six citoyens au grade de commissaires du pouvoir exécutif près les administrations municipales des cantons de L'Hermenault, La Châtaigneraie, Mortagne, Foussais, Maillezais et Mareuil (pièces 121-122).
- **AN F1b II Vendée 1/23** - Saint-Fulgent, 6 nivôse-6 floréal an V (26 décembre 1796-25 avril 1797) : lettres du commissaire du pouvoir exécutif de Saint-Fulgent au commissaire du Directoire exécutif de la Vendée (pièces 476-478). 1796-1797
- **AN F1b II Vendée 1/24** - Fontenay, 24 germinal-18 floréal an V (13 avril-7 mai 1797) : la situation s'améliore dans les anciens cantons insurgés de la Vendée, mais l'inorganisation des anciens territoires insurgés des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire peut tout remettre en question, et les administrations constituées ne sont pas en exercice. (pièces 124-126, n°124 attribué deux fois).

- **AN F1b II Vendée 1/25** - Fontenay, 22-30 floréal an V (11-19 mai 1797), le commissaire exécutif Coyaud expose au ministre de l'Intérieur les problèmes posés dans le canton de Tiffauges par l'exclusion du juge de paix Forestier compétent mais refusé comme ex-insurgé (pièces 127-130).
- **AN F1b II Vendée 1/26** - Fontenay, 1er prairial an V (20 mai 1797) : grand tableau présentant l'organisation des administrations municipales de la Vendée avec mention du nombre de communes par canton, le détail des administrations incomplètes et des observations sur l'état passé et présent de chaque canton (pièce 123).
- **AN F1b II Vendée 1/27** - Fontenay, 13 messidor an V (1er juillet 1797) : demande de remplacement du citoyen Orceau, commissaire exécutif du canton de La Chaize pour incompétence (pièce 131).
- **AN F1b II Vendée 1/28** - Paris, 27 prairial-18 messidor an V (14 juin-6 juillet 1797) : réception des noms et signatures des membres de l'administration départementale de la Vendée (pièces 132-135).
- AN VI
- **AN F1b II Vendée 1/29** - Paris, 22 fructidor an V-5 vendémiaire an VI (13-26 septembre 1797) : le ministre de l'Intérieur félicite l'administration départementale de la Vendée pour avoir diffusé à ses municipalités des documents du Directoire exécutif sur une " conspiration royaliste " (pièces 136-140).
- **AN F1b II Vendée 1/30** - Fontenay, 2 vendémiaire-19 brumaire an VI (23 septembre-9 novembre 1797) : l'épuration imposée de nombreuses administrations municipales est en train de désorganiser les territoires anciennement insurgés, lettre du ministre de la Police au ministre de l'Intérieur signalant des plaintes envoyées par le commissaire de l'administration départementale de la Vendée (pièces 141-148).
- **AN F1b II Vendée 1/31** - Fontenay, 23 pluviôse-9 ventôse an VI (11-27 février 1798) : nomination de nouveaux administrateurs et juges de paix en Vendée (pièces 149-150).
- **AN F1b II Vendée 1/32** - Fontenay, 15 germinal et 5 prairial an VI (4 avril et 24 mai 1798) : deux tableaux détaillant les commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales de la Vendée avec des appréciations sur leurs compétences et leurs professions (pièces 151-154).
- **AN F1b II Vendée 1/33** - Fontenay, 21 germinal an VI (10 avril 1798) : le commissaire exécutif Coyaud éprouve des difficultés pour nommer un percepteur dans le canton de Mortagne-sur-Sèvre (pièce 155).
- **AN F1b II Vendée 1/34** - Fontenay, 8 et 17 thermidor an VI (26 juillet et 4 août 1798) : 3e tableau sur les commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales de la Vendée avec les mêmes précisions que ci-dessus (pièces 156-157).
- **AN F1b II Vendée 1/35** - Fontenay et Paris, 21 thermidor an VI-1er frimaire an VII (8 août-21 novembre 1798) : dossier constitué suite aux réclamations de Jean-Michel Bertin, greffier du Tribunal civil de la Vendée ; il demande au ministre de l'Intérieur de faire retrancher d'un arrêté du 7 floréal an V, pris par le Département, " les expressions défavorables tendant à altérer son honneur " ; à cause d'un trop-perçu de 111 livres, le Département lui avait enjoint de rembourser la somme sur un ton comminatoire ; nombreuses pièces jointes dont certaines sont datées de

l'an V (début de l'affaire) et d'autres sont antérieures (notamment des pièces de 1793 montrant la nomination de Bertin au poste de commissaire et les missions qu'il accomplit en conséquence, pour illustrer son patriotisme - les pièces du dossier, prises dans leur totalité sont ainsi datées du 10 août 1793 au 1er frimaire an VII) (pièces 158-211 ; n°170-171, 206 écrits au verso ; 7 cachets).

- **AN F1b II Vendée 1/36** - Vallet, 15-25 messidor an VI (3-13 juillet 1798) : lettre au président du Directoire exécutif écrite par le citoyen dit " Alexandre " pour se plaindre des abus de pouvoir de Dammien, marchand de Vallet, par ailleurs commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale, pièce jointe par l'auteur de la lettre, titrée " Etat et bilan que moi Dammien l'aîné, marchand en cette ville présente à Messieurs mes créanciers, sans que ces présentes puissent préjudicier aux droits d'un chacun, ... ", censée prouver la mauvaise foi de Dammien et ses dettes (pièces 212-213). Concerne surtout la Loire-Inférieure.
- **AN F1b II Vendée 1/37** - Fontenay, 9 fructidor an VI (26 août 1798) : deux " tableaux politiques " (dont l'un est daté du 23 pluviôse an VI, soit le 11 février 1798 et l'autre du 6 fructidor an VI, soit le 23 août 1798) des commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales de la Vendée avec les mêmes détails qu'en prairial an VI (pièces 214-216, page 215/1 vierge non numérisée).
- **AN F1b II Vendée 1/38** - Fontenay, 7-26 fructidor an VI (24 août-12 septembre 1798) : suite de la série des " tableaux politiques ", ayant pour objectif de compléter la composition de l'administration de certains cantons, néanmoins toujours jugée peu satisfaisante par Coyaud, qui évoque " le défaut de sujets capables, patriotes et de bonne volonté ", avec des renseignements complémentaires pour La Chaize, La Châtaigneraie, Challans, Mouilleron (1ère série de tableaux datés du 7 au 10 fructidor), Pouzauges, Tiffauges, Saint-Fulgent, Sainte-Hermine, Les Herbiers, Saint-Gilles-sur-Vie, Olonne, Les Sables-d'Olonne, Aizenay (2e série de tableaux datés du 8 au 11 fructidor), Palluau, Saint-Jean-de-Monts, Apremont, Le Poiroux, L'Hermenault (3e série de tableaux datés du 10 au 12 fructidor), La Mothe-Achard, Bournezeau, Saint-Michel-en l'Herm, La Bruffière, Le Langon, La Garnache, l'Île d'Yeu, Saint-Hilaire-sur-l'Autize, Beaulieu et Mortagne-sur-Sèvre (4e série de tableaux datés du 8 au 15 fructidor) (pièces 217-249, n°225-246 écrits au verso).
- **AN F1b II Vendée 1/39** - Fontenay, 19 ventôse an V-21 frimaire an VI (9 mars-11 décembre 1798): dossier de correspondance regroupant notamment des lettres du commissaire exécutif Coyaud au ministre de l'Intérieur, dénonçant la fréquente vacance des postes de commissaire des cantons, la réduction des appointements, et de manière plus générale la désorganisation de l'administration des cantons, et indiquant les démissions (présence dans le dossier des lettres de démission des commissaires correspondants), nominations, destitutions et remplacements des commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales de la Vendée, avec des courriers échangés de frimaire an V à fructidor an VI, lettres sur l'administration du canton de Belleville, laissé sans commissaire exécutif pendant tout l'été de l'an V (choix entre le citoyen Caraduc, ex-abbé et soupçonné d'avoir participé aux activités des rebelles et le citoyen Gouin, qui n'a pas l'âge requis) (pièces 250-300, n°252 écrit au verso ; pièce 294

attachée à la pièce 286). 1796-1798

- AN VII
- **AN F1b II Vendée 1/40** - Fontenay, 10 fructidor an VI-10 brumaire an VII (27 août-31 octobre 1798) : suite de la série des " tableaux politiques " de l'an VI avec des renseignements complémentaires sur Fontenay, le Gué-de-Velluire, Les Moutiers, Le Poiré-sur-Vie, Benet, Chantonay, Mareuil, Loge-Fougereuse, Noirmoutier, La Jaudonnière, Montaigu, La Flocellière, Les Essarts, La Caillère, Talmont, Landevieille, Rocheservière, Fontaines, Angles, Bouin et Beauvoir, le commissaire exécutif Coyaud déplore la rareté des individus propres à exercer des charges administratives, mais la situation semble meilleure que celle décrite par les lettres accompagnant les tableaux précédents (pièces 301-331, n°307 et 325 écrits au verso).
- **AN F1b II Vendée 1/41** - Fontenay, 30 vendémiaire-8 brumaire an VII (21-29 octobre 1798) : tableau politique des commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales ou de canton, et lettre de Coyaud suggérant au ministre de l'Intérieur un changement de commissaire exécutif du Directoire dans les cantons du Gué, du Tablier et de Saint-Michel-en-l'Herm (pièces 332-333).
- **AN F1b II Vendée 1/42** - Fontenay, 21 brumaire-23 pluviôse an VII (19 novembre 1798-11 février 1799) : congés accordés aux commissaires du Directoire exécutif de la Vendée pour vaquer à leurs affaires privées, dont un imprimé titré " Département de la Vendée, extrait du registre des délibérations de l'Administration centrale de la Vendée ", précisant les conditions légales d'obtention de ces congés ; série de lettres du commissaire exécutif Coyaud signalant au ministre de l'Intérieur l'absence depuis plus de trois mois du citoyen Saurin, alors que son congé, octroyé par l'administration centrale était limité à neuf décades, lettre certifiant le congé de deux semaines accordé au citoyen Piet, commissaire exécutif près du canton du Gué (pièces 334-348, trois imprimés). 1798-1799
- **AN F1b II Vendée 1/43** - Fontenay, 9 floréal-6 prairial an VII (29 avril-25 mai 1799) : les postes de commissaires du Directoire exécutif n'intéressent pas certains hommes compétents, parce qu'ils sont trop prenants et contrarient leur activité professionnelle (pièces 349-352).
- **AN F1b II Vendée 1/44** - Paris et Fontenay, 7 messidor-5 thermidor an VII (25 juin-23 juillet 1799) : correspondance entre le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Police, et entre le ministre de l'Intérieur et le commissaire exécutif Coyaud, sur le non-respect des lois dans les anciens cantons insurgés, qui pénalise la rentrée des impôts en Vendée et dans les trois départements périphériques (pièces 353-359).
- **AN F1b II Vendée 1/45** - Paris, 1er fructidor an VII (18 août 1799) : le ministre de la Police craint un nouveau soulèvement de l'Ouest, et dénonce les administrations municipales des cantons ruraux, composées selon lui d' " individus fanatiques " qui pourraient favoriser ce soulèvement (pièces 360-362).
- **AN F1b II Vendée 1/46** - Fontenay, dates multiples : tableau indiquant le nom des commissaires du Directoire exécutif de la Vendée avec les dates des arrêtés de nomination (pièces 363-364).
- **AN F1b II Vendée 1/47** - Fontenay, 12 frimaire an IV-5e jour

complémentaire an VII (3 décembre 1795-21 septembre 1799) : dossier de correspondance en rapport avec les nominations, destitutions et remplacements des commissaires du Directoire exécutif de la Vendée : remplacement d'Auguste Piet, commissaire exécutif du canton du Gué ; nominations dans les cantons de Saint-Hilaire-sur-l'Autize, La Garnache, Fontenay, Beaulieu, La Jaudonnière ; remplacement du commissaire exécutif de la Vendée, Coyaud, par le citoyen Poupeau, secrétaire de l'administration municipale de Fontenay, après le refus de Godet, ex-commissaire du tribunal correctionnel de Fontenay ; dénonciation de Poupeau comme parent de rebelles et royaliste par Quichet, président de l'administration municipale du canton de Loge-Fougereuse (pièces 365-392).

- AN VIII
  - **AN F1b II Vendée 1/48** - Fontenay, 15 vendémiaire-24 floréal an VIII (7 octobre 1799-14 mai 1800) : nomination des citoyens Congneau et Laval comme membres du conseil de la Préfecture de la Vendée, d'Alexis Bernard au poste de maire de Fontenay et du citoyen Brisson au poste d'adjoint du précédent ; tableau non daté présentant les citoyens Boutolleau et Friconneau au poste de commissaires du pouvoir exécutif respectivement dans les communes de Chantonay et d'Olonne ; propositions des membres de l'administration de la Vendée au ministre de l'Intérieur pour les nominations d'un lieutenant de justice et police et d'un lieutenant de finances (pièces 393-397). 1799-1800
  - **AN F1b II Vendée 1/49** - Fontenay, 11 frimaire an VIII (2 décembre 1799) : courrier de l'administration centrale de la Vendée, signé Pervinquière, signalant la proclamation par le général Travot de la mise en état de siège de la Vendée (pièce 398).
  - **AN F1b II Vendée 1/50** - Paris et Fontenay, 27 frimaire-7 germinal an VIII (18-28 mars 1800) : brouillon d'une lettre accusant réception de l'arrêté de l'administration centrale de la Vendée signalant la mise en état de siège de la Vendée ; brouillon d'une lettre dans laquelle le ministre de l'Intérieur précise les modalités de prestation de serment des préfets au préfet de Vendée, Lefaucheux, suite à la lettre de ce dernier (pièces 399-402).
  - **AN F1b II Vendée 1/51** - Paris et Fontenay, 12 germinal-25 floréal an VIII (2 avril-15 mai 1800) : Bonaparte nomme deux sous-préfets, trois conseillers de préfecture, le maire de Fontenay et deux adjoints ; Lefaucheux, préfet de la Vendée, accuse réception de l'acte de nomination correspondant, et invite à accélérer la nomination du Conseil de Préfecture pour empêcher une éventuelle perte de confiance dans la nouvelle administration ; propositions concernant le choix des membres du Conseil de la Préfecture ; nominations diverses (pièces 403-409).
  - **AN F1b II Vendée 1/52** - Paris et Fontenay, 2 germinal-8 prairial an VIII (23 mars-28 mai 1800) : correspondance sur des nominations de conseillers de préfecture : refus du poste de membre du Conseil de la Préfecture par les citoyens La Motte et Ferry ; lettres de Laval (notamment à Bonaparte) accompagnées d'un certificat pour favoriser sa nomination au poste de membre du Conseil de Préfecture ; lettre du préfet relative au costume des sous-préfets et à la nécessaire nomination de maires et adjoints dans toutes les communes de Vendée (pièces 410-422).



- **AN F1b II Vendée 1/53** - Paris et Fontenay, 22 germinal an VIII-25 germinal an IX (12 avril 1800-15 avril 1801), des pièces non datées : correspondance entre le ministre de l'Intérieur et le préfet de la Vendée, Merlet ; arrêtés et actes sur la nomination des conseillers d'arrondissement de Fontenay, de Montaigu, des Sables-d'Olonne et des membres du Conseil général de la Vendée (pièces 423-456).
- **AN F1b II Vendée 1/54** - Paris, 1er messidor-2 thermidor an VIII (20 juin-21 juillet 1800) : correspondance du ministre de l'Intérieur avec le préfet de la Vendée, Lefauchaux, et correspondance entre ce dernier et le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel de Vendée, Mercier-Vergerie, pour l'envoi au ministre d'une " situation politique du département " (pièces 457-461).
- **AN F1b II Vendée 1/55** - Fontenay, 12 fructidor an VIII-3 vendémiaire an IX (30 août-25 septembre 1800) : le préfet de la Vendée, Lefauchaux, envoie au ministre de l'Intérieur un tableau nominatif des maires et adjoints de son département (pièces 462-466).
- **AN F1b II Vendée 1/56** - Pièces isolées concernant l'administration du district de Montaigu dans le Puy-de-Dôme en vendémiaire an III (pièces 467-470). 1794
- **AN F1b II Vendée 1/57** - Pièces isolées concernant la Charente-Inférieure et le Pas-de-Calais en messidor an VIII (pièces 471-475). 1800

- Série F7. Police générale

- Série départementale

- F7 3289. Loire-Inférieure (1794-1811)

- **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article F 7/3289, seules les pièces relatives au département de la Loire-Atlantique sont analysées et numérisées (dossier 5 : 44 pièces).

- **AN F7/3289-1** - Nantes, 19 floréal-3 messidor an II (8 mai-21 juin 1794) : suppliques d'un apothicaire de l'hôpital militaire de Nantes, Pierre Philippe dit Alyon, emprisonné depuis quatre mois au Bouffet ; le prévenu a été arrêté parce qu'une lettre de lui avait été retrouvée dans les papiers de Camille Desmoulins (pièces 1-10, un cachet).
- **AN F7/3289-2** - Nantes, 1er nivôse-17 pluviôse an III (20 déc. 1794-5 février 1795) : procédures du Tribunal révolutionnaire de Paris contre deux membres du Comité révolutionnaire de Nantes, Proust et Joly, et un repris de justice, Dumancy (pièces 11-16). 1794-1795
- **AN F7/3289-3** - Châteaubriant, 2-6 thermidor an II (20-24 juill. 1794) : le Comité de surveillance fait libérer sept prisonniers (pièces 17-20).
- **AN F7/3289-4** - Paimboeuf, 19 thermidor-21 fructidor an II (6 août-7 sept. 1794) : le Comité révolutionnaire de Paimboeuf fait libérer " provisoirement " près de deux cents femmes d'Arthon, Chauvé, Corsept, Frossay, Port-Saint-Père, Rouans et Vue, " prises par la force armée dans des pays révoltés " ; deux listes jointes (pièces 21-24).

- **AN F7/3289-5** - Guérande, 11 floréal an II (30 avril 1794) : le Comité de surveillance signale le renvoi à Blois ou dans les environs de 17 particuliers emprisonnés à Guérande, dont 11 femmes (pièce 25).
- **AN F7/3289-6** - Nantes, 9 sept. 1807-29 déc. 1811 : correspondance sur des détenus du régime impérial, documents ne concernant pas directement la guerre de Vendée (pièces 26-44). 1807-1811
  - F7 3682 1. Maine-et-Loire (1790-1799)

### Présentation Du Contenu :

L'article F 7/3682/1 est exclusivement consacré au Maine-et-Loire de 1790 à l'an XII. Seules les pièces de 1790 à l'an VII ont été analysées et numérisées (sept. 1790-août 1799, 438 pièces).

- 1790
  - **AN F7 3682/1-1** - Angers, 4-22 septembre 1790 : révolte des ouvriers des carrières d'Angers et des environs, du 4 au 6 septembre 1790, à cause de la vie chère ; les affrontements entre la garde nationale, le régiment de Royal-Picardie et les manifestants provoquent un nombre indéterminé de victimes ; la municipalité rétablit l'ordre en décidant une baisse du prix du pain et en faisant condamner à mort trois meneurs ; la loi martiale est levée le 14 septembre (pièces 1-4).
- 1791
  - **AN F7 3682/1-2** - Angers, 6 mars et 24 mai 1791 : la Constitution civile du clergé provoque des soulèvements à Cholet et dans les environs ; des insurgés ont pris des canons qu'ils ont enterrés à Maulévrier ; on y dépêche 300 gardes nationaux d'Angers (pièces 5-6).
  - **AN F7 3682/1-3** - Angers, 18-25 juin 1791 : les cavaliers du 10<sup>e</sup> régiment de cavalerie (ex-Royal-Cravattes) doivent partir à la frontière ; des tensions se font jour avec son chef de corps ; la ville d'Angers critique le commandant et demande le maintien de l'unité sur place (pièces 7-8).
  - **AN F7 3682/1-4** - Angers, 27 août-2 septembre 1791 : des rassemblements nocturnes d'environ 10 000 personnes sont signalés autour de la chapelle de la Vierge de Bellefontaine, dans les Mauges ; les gardes nationaux et les gendarmes sont dans l'incapacité d'affronter la foule ; ils profitent d'une accalmie pour détruire la chapelle (pièces 9-13).
  - **AN F7 3682/1-5** - Angers et Landemont, 24-30 novembre 1791 : l'église de Saint-Sauveur, écart de Landemont, est supprimée au profit de celle du bourg ; violente insurrection populaire ; des hommes armés s'emparent du maire ; le district de Saint-Florent-le-Vieil fait appel au département pour rétablir l'ordre (pièces 14-16).
  - **AN F7 3682/1-6** - Angers et Paris, 4 décembre 1791-16 janvier 1792 : la recrudescence des troubles et les meurtres commis dans diverses campagnes conduisent le département à imposer un passeport à tous ceux qui se déplacent, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée nationale ; sont jointes une copie de l'arrêté et des pièces de correspondance (pièces 17-27). 1791-1792
- 1792

- **AN F7 3682/1-7** - Angers et Saumur, 19-27 avril 1792 : remous à Varennes-sous-Montsoreau où le district de Saumur doit statuer sur des concessions de bancs dans l'église ; des manifestants viennent briser ces bancs ; le district envoie des gardes nationaux, des gendarmes et des militaires pour ramener le calme (pièces 28-31).
- **AN F7 3682/1-8** - Angers et Paris, 4-11 mai 1792 : le directoire du département dénonce au ministre de l'Intérieur le maire de Marigné, dans le district de Châteauneuf ; ce dernier essaierait d'enrôler 1 500 hommes pour " égorger dans une nuit tous les patriotes des environs " (pièces 32-35).
- **AN F7 3682/1-9** - Angers et Cholet, 8 mai-22 juin 1792 : suite à des dénonciations, le directoire du département dépêche un détachement de gendarmerie et de militaires à La Poitevinière, district de Cholet, le 8 mai ; le procureur de la commune réunit dans son auberge une vingtaine d'élus des municipalités de La Poitevinière, Neuvy, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Saint-André-de-la-Marche, Jallais, La Jumellière et Chemillé ; les patriotes locaux y voient la préparation d'un soulèvement pour chasser les curés constitutionnels et rétablir les prêtres réfractaires ; le département fait arrêter sept élus de La Poitevinière, Saint-Pierre-Montlimart, La Jubaudière, Beaupréau et de La Jumellière ; on demande à l'Assemblée nationale de se prononcer (pièces 36-45).
- **AN F7 3682/1-10** - Angers, 17-18 juin 1792 : la municipalité d'Angers veut faire un appel nominatif des prêtres assermentés le 17 juin ; plusieurs compagnies de la garde nationale la prennent de vitesse en internant, sans ordre, les prêtres dans l'ancien petit séminaire ; la municipalité et le département prennent des mesures pour leur protection et leurs subsistances (pièces 46-50).
- **AN F7 3682/1-11** - Angers, Cholet et Châtillon-sur-Sèvre, 21-27 août 1792 : un soulèvement éclate le 19 août dans le nord des Deux-Sèvres, entre Moncoutant et Bressuire, contre la levée de volontaires ; le département y envoie des gardes nationaux et des détachements de gendarmes pour assister les forces locales et éviter une contagion dans les districts de Cholet et Vihiers ; évalués de 2 000 à 10 000, les insurgés pillent les biens des patriotes, s'emparent de Châtillon, puis l'évacuent et attaquent Bressuire (pièces 51-64).
- **AN F7 3682/1-12** - Angers, Cholet, Saumur, Vihiers et Châtillon-sur-Sèvre, 24-29 août 1792 : la panique gagne les districts de Cholet, Vihiers et Thouars qui réclament des secours, dont des canons ; les insurgés échouent à prendre Bressuire et sont écrasés le 24 août par des forces venues de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire ; des observateurs notent que " les révoltés avaient des chapelets " et que parmi les morts figuraient " quatre ou cinq révoltés ayant des tonsures " ; des ordres sont donnés pour faire rétrograder les forces qui convergent vers Châtillon et Bressuire (pièces 65-76).
- **AN F7 3682/1-13** - Angers, Châtillon et Paris, 27 août-11 septembre 1792 : 8 000 à 10 000 gardes nationaux, gendarmes et militaires occupent la région de Bressuire et pourchassent les meneurs présumés de l'insurrection ; le directoire reçoit les félicitations du ministre de l'Intérieur ; le ministre de la guerre en fait autant, mais rappelle que les frontières doivent avoir la priorité (pièces 77-82).

- **AN F7 3682/1-14** - Angers, Baugé et Paris, 1er septembre-4 novembre 1792 : le directoire du département apprend le pillage et l'incendie du château de Maulne, commune de Broc, dans le district de Baugé ; de fausses alarmes ont fait converger des milliers de gardes nationaux sur le château inoccupé, mais suspecté d'abriter des brigands et des émigrés ; les informations recueillies mettent en cause un greffier de la commune de Meigné et le curé constitutionnel de la paroisse (pièces 83-88).
- **AN F7 3682/1-15** - Angers et Paris, 30 août-24 octobre 1792 : le directoire du département envoie au ministre de l'Intérieur un procès-verbal très détaillé (pièce 94) sur la mise à sac et la destruction du château de Maulne, le 28 août ; les appels à la raison ont été repoussés par les assaillants, dont beaucoup étaient ivres ; les autorités arrêtent 14 meneurs qu'ils font transférer à Tours par mesure de précaution (pièces 89-95, une affiche).
- **AN F7 3682/1-16** - Angers, Cholet et Saumur, 7 janvier-27 juillet 1792 : correspondance sur le clergé réfractaire (pièces 96-97, 104), un percepteur de Saint-Barthélemy-d'Anjou (98-99), la libre entrée des gendarmes dans les salles de spectacles (100-103) et la levée de volontaires dans le district de Saumur (105).
- **AN F7 3682/1-17** - Angers et Saumur, 11 octobre-2 novembre 1792 : le département de Maine-et-Loire demande des explications au ministre de l'Intérieur sur la suppression des droits féodaux, quint, requint et champarts (pièces 106-108).
- **AN F7 3682/1-18** - Angers et Paris, 7 septembre-19 novembre 1792 : correspondance sibylline à propos d'un détenu du Bicêtre signalant qu'il aurait enterré un trésor dans les environs d'Angers (pièces 109-114).
- **AN F7 3682/1-19** - Angers, Baugé, Segré et Paris, 26 novembre-31 décembre 1792 : correspondance sur des remous liés au prix des grains dans la région de La Flèche (pièce 115-116), l'évasion de quatre prisonniers de la maison d'arrêt de Baugé (117-118) et le pillage du village Armaillé par des gardes nationaux du district de Segré (119-121).
- 1793 et an II
- **AN F7 3682/1-20** - Angers, 4-6 janvier 1793 : le juge de paix du canton de Pouancé a fait élargir quatre meneurs du pillage d'Armaillé en prétextant que les coupables " avaient réparé leurs torts " ; l'un d'entre eux lui est apparenté (pièces 122-123).
- **AN F7 3682/1-21** - Angers, 12-27 mars 1793 : débuts de l'insurrection vendéenne dans les districts de Vihiers, Saint-Florent-le-Vieil et Cholet (pièces 124-126) ; le directoire appelle à une mobilisation générale (127-128) ; à Saumur on a massacré cinq prisonniers (129-132).
- **AN F7 3682/1-22** - Angers et Paris, 19 mars-22 mai 1793 : pour faire face aux dépenses nécessitées par les circonstances, le département demande un secours de 300 000 livres ; le ministre de l'Intérieur signale qu'il a mandaté précédemment 500 000 livres et autorise un nouvel acompte de 100 000 livres (pièces 133-145).
- **AN F7 3682/1-23** - Angers, 24 avril-1er août 1793 : correspondance sur la poursuite de la guerre de Vendée, des menaces pesant sur Chemillé (pièces 146-149), l'usage de la poudre de guerre (150-152), l'attitude du district d'Angers avant et après la prise d'Angers par les insurgés (153-154) et le transport d'une guillotine à Saumur pour la commission militaire

(155-157).

- **AN F7 3682/1-24** - Angers et Paris, 10 pluviôse-6 ventôse an II (29 janv.-24 fév. 1794) : le conventionnel Viger a été condamné à mort en octobre 1793 comme député girondin ; ses biens ont été confisqués, mais sa veuve demande un dédommagement en se fondant sur des clauses de donation entre vifs ; le ministère de l'Intérieur doit statuer (pièces 158-166, un cachet).
- An III
- **AN F7 3682/1-25** - Angers, Saumur et Noyant, 1<sup>er</sup> brumaire-7 ventôse an II (22 oct. 1794-25 février 1795) : mélanges sur des arrêtés et décisions du tribunal de district de Saumur, un juge de paix d'Angers et un juge de paix de Noyant, district de Baugé (pièces 167-171). 1794-1795
- An IV
- **AN F7 3682/1-26** - Angers et Paris, 2 vendémiaire-13 brumaire an IV (24 sept.-4 nov. 1795) : mélanges sur le renouvellement des passeports après l'affaire de Quiberon et les attaques de diligences par des chouans (pièces 172-182).
- **AN F7 3682/1-27** - Angers, 3-6 frimaire an IV (24-27 nov. 1795) : correspondance sur la résidence de la mère d'un émigré (pièces 183-185), la fouille des courriers destinés aux régions insurgées (186-189) et les contrecoups du 13 vendémiaire (190-191).
- **AN F7 3682/1-28** - Angers, 12-29 frimaire an IV (3-20 déc. 1795) : correspondance sur une attaque de chouans entre Le Mans et Angers (pièces 192-195), l'arrêt provisoire des échanges postaux avec Candé (196-198) et une levée de séquestre (199-205).
- **AN F7 3682/1-29** - Angers et Paris, 21 nivôse-17 pluviôse an IV (11 janvier-6 février 1796) : correspondance sur les agissements de l'abbé Bernier dans l'ancien district de Saint-Florent-le-Vieil (pièces 209-211), les attaques des chouans contre les diligences (212-216), l'ancien évêque d'Angers Couët Duvivier de Lori (217-220) et la surveillance des parents d'émigrés (221-223). Les pièces 206 à 208 sont des sous-chemises de dossiers qui ne contiennent aucune pièce.
- **AN F7 3682/1-30** - Angers, 29 germinal an III-17 pluviôse an IV (18 avril 1795-6 février 1796) : correspondance et arrêtés sur la police des spectacles à Angers (pièces 224-229 dont certaines sont fragmentaires, deux affiches). 1795-1796
- **AN F7 3682/1-31** - Angers, 16 pluviôse-14 ventôse an IV (5 février-4 mars 1796) : correspondance sur la surveillance du courrier (pièces 230-236), les menées des chouans (237-240) et la prise de Stofflet avec le récit original de l'arrivée du chef vendéen à Angers et les conditions de son exécution par le commissaire exécutif de la municipalité (241-243).
- **AN F7 3682/1-32** - Angers et Saumur, 27 pluviôse-21 ventôse an IV (16 février-11 mars 1796) : correspondance sur l'enseignement suspect des instituteurs de Saumur (pièces 244-248), le courrier d'un prêtre réfractaire (249-251) et des certificats de résidence (252-253).
- **AN F7 3682/1-33** - Angers et Paris, 26 germinal-26 prairial an IV (15 avril-14 juin 1796) : le général Hédouville fait arrêter des suspects à Angers (pièces 254-255) et le général Hoche annonce l'effondrement de

l'insurrection chouanne en Bretagne et dans le Maine (256-260).

- **AN F7 3682/1-34** - Angers et Paris, 9-29 fructidor an IV (26 août-15 sept. 1796) : correspondance sur l'arrestation d'un charlatan à Angers (pièces 261-263) et les problèmes liés à la pacification (264-267).
- An IV-an V
  
- **AN F7 3682/1-35** - Angers, 9 floréal an IV-26 brumaire an V (28 avril-16 nov. 1796) : arrêtés sur la police rurale et la chasse aux loups dans le département (pièces 268-274, imprimés).
- **AN F7 3682/1-36** - Angers, 28 brumaire-6 pluviôse an V (18 nov. 1796-25 janv. 1797) : circulaires et arrêtés du département sur la répression des vols et les assassinats dans les campagnes (pièces 275-279, pièce 278 incomplète). 1796-1797
- **AN F7 3682/1-37** - Paris et Angers, 19 ventôse-3 floréal an V (9 mars-22 avril 1797) : pièces sur la régie des biens des émigrés (pièces 280-284) et l'interdiction du port d'armes (285-288).
- An VI
  
- **AN F7 3682/1-38** - Angers, 15 vendémiaire an VI (6 oct. 1797) : circulaire de l'administration centrale de Maine-et-Loire sur la perception de la contribution foncière (pièce 289).
- **AN F7 3682/1-39** - Angers et Paris, 16 vendémiaire-8 frimaire an VI (7 oct. -28 nov. 1797) : un agent royaliste est arrêté dans le canton de Noyant ; il placardait des affiches appelant à la révolte ; lors de son interrogatoire, il met en cause divers royalistes déjà connus ainsi que le général Dusirat ; ce dernier est suspendu par le ministre de la guerre pour en savoir plus (pièces 290-299, pièce 299 : n° écrit au verso).
- **AN F7 3682/1-40** - Angers, 6 brumaire-25 frimaire an VI (27 oct.-15 déc. 1797) : ouverture d'une lettre venant d'Espagne (pièces 300-305) et surveillance d'un chef chouan du canton de Candé (306-307).
- **AN F7 3682/1-41** - Angers, 20 brumaire an VI (10 nov. 1797) : le commissaire exécutif de Maine-et-Loire interroge le ministre de l'Intérieur au sujet de deux juges de paix de Saumur qui siégèrent en juin 1793 dans le conseil provisoire créé par les Vendéens lors de l'occupation de la ville ; ils n'ont pas été condamnés, mais lui semblent suspects (pièces 308-315).
- **AN F7 3682/1-42** - Angers, 25 brumaire-4 frimaire an VI (15-24 nov. 1797) : le commissaire exécutif de Maine-et-Loire signale un vol à main armée commis chez deux percepteurs du canton de Contigné (pièces 316-318) et apprend un vol de courrier perpétré vers Rambouillet sur la diligence reliant Paris à Nantes (319-327).
- **AN F7 3682/1-43** - Angers, 24 nivôse-26 pluviôse an VI (13 janvier-14 février 1798) : correspondance sur la répression des suspects (pièce 328), sur un imprimé royaliste "Avis aux honnêtes gens" diffusé dans le département (329-330) et les déplacements d'une veuve d'émigré (pièces 331-333).
- **AN F7 3682/1-44** - Angers et Saumur, 14 floréal-28 thermidor an VI (3 mai-15 août 1798) : correspondance au sujet du chef chouan Turpault de Châtillon (pièce 334), des rassemblements de Chouans au nord d'Angers (335-337, un cachet) et la délivrance des passeports (338-340).
- An VII-An IX

- **AN F7 3682/1-45** - Angers, 1er vendémiaire-19 ventôse an VII (22 sept. 1798-9 mars 1799) : dossier de correspondance intégrant onze tableaux de police générale du département adressés au ministre de l'Intérieur ; chaque tableau relève, au besoin par canton, l'esprit public, l'attitude des commissaires exécutifs, les agissements des suspects, les faits divers, les vols, violences et meurtres attribués aux Chouans (pièces 341-383). 1798-1799
- **AN F7 3682/1-46** - Angers et Paris, 2-27 brumaire an VII (23 oct.-17 nov. 1798) : le canton de Candé est parcouru par des Chouans qui menacent les gérants des propriétés des émigrés ; le commissaire exécutif du département demande au ministre de la police d'accélérer l'installation d'une brigade de gendarmerie, dans le cadre des " brigades de gendarmerie d'augmentation " (pièces 384-392).
- **AN F7 3682/1-47** - Angers, 7-29 brumaire an VII (28 oct.-19 nov. 1798) : un prêtre réfractaire, Charles Menet, a été emprisonné à Angers ; comme il refuse de se soumettre aux lois de la République, il est condamné à la déportation et conduit à la citadelle de l'île de Ré (pièces 393-399).
- **AN F7 3682/1-48** - Nivôse an VII (février 1799) : deux pièces de comptabilité sur un versement de 1 000 francs et un autre de 2 000 au commissaire exécutif de Maine-et-Loire (pièces 400-401).
- **AN F7 3682/1-49** - Angers, 5-21 ventôse an IX (24 février-12 mars 1801) : on signale au ministre de la police les agissements d'un certain Koch qui s'est fait passer pour un agent du gouvernement dans la commune de Saint-Clément (pièces 402-404).
- **AN F7 3682/1-50** - Angers, 29 brumaire-21 ventôse an VII (19 nov. 1798-11 mars 1799) : correspondance sur une arrestation dans le canton de Beaufort (pièce 405), les menées supposées d'un agent de l'Angleterre (406), l'arrestation intempestive d'un chef chouan amnistié (407-410, pièce 409 découpée), des négociations secrètes avec d'Autichamp (411), une attaque de chouans à Ballée en Mayenne (413, 415), l'assassinat d'un garde national d'Angers (414), l'impopularité de deux régiments stationnés dans le département et suspectés par les patriotes (416-418, pièce 418 découpée) et le recouvrement difficile des impositions dans les campagnes (419). 1798-1799
- **AN F7 3682/1-51** - Angers, 27 nivôse-22 ventôse an VII (16 janv.-12 mars 1799) : pièces sur l'interdiction de la chasse dans les anciens districts de Châteauneuf et Segré (pièce 420, affiche), des versements de fonds au département (421-423) et l'armement des colonnes mobiles (pièce 424).
- **AN F7 3682/1-52** - Rennes, 3 germinal an VII (23 mars 1799) : le général Moulin, général en chef de l'armée d'Angleterre, signale au ministre de la police la situation inquiétante des cantons voisins de la Sarthe, la Mayenne et l'Ille-et-Vilaine ; il y envoie deux bataillons (pièce 425).
- **AN F7 3682/1-53** - Angers et Paris, 28 floréal-21 prairial an VII (17 mai-9 juin 1799) : le commissaire exécutif du département déplore l'assassinat par les chouans du citoyen Millaire, commissaire dans le canton de Morannes ; il demande au gouvernement d'accorder une pension à sa veuve (pièces 426-430).
- **AN F7 3682/1-54** - Angers et Paris, 15 messidor-15 thermidor an VII (3 juillet-2 août 1799) : affiche sur la répression de la mendicité (pièce 431) et

correspondance sur les ravages des chouans (432-435), des projets de débarquements anglais (436) et la moralité des juges des tribunaux du département (437-438).

- F7 3690 1. Deux-Sèvres (1791-1799)

### Présentation Du Contenu :

Dans l'article F 7/3690/1, seules les pièces de 1791 à l'an VII du dossier relatif au département des Deux-Sèvres sont analysées et numérisées (156 pièces).

- 1791

- **AN F7 3690/1-1** - Niort, Châtillon-sur-Sèvre et Paris, 26 janvier-3 février 1791 : les élus du district de Châtillon ont été menacés et agressés le 24 janvier par 80 habitants de Saint-Aubin armés de bâtons qui protestaient contre la suspension de leur curé ; parallèlement, la ville de Bressuire ne parvient pas à faire acquitter les droits d'entrée ; on demande des troupes pour rétablir l'ordre (pièces 1-6, un cachet).
- **AN F7 3690/1-2** - Niort et Paris, 30 août-30 septembre 1791 : le département demande un régiment de cavalerie pour réprimer les troubles, notamment dans le district de Châtillon ; le ministre de la guerre refuse et suggère d'utiliser un bataillon des Sables-d'Olonne et un escadron de cavalerie installé à La Rochelle (pièces 7-12).
- **AN F7 3690/1-3** - Niort et Paris, 29 janvier-29 mars 1791 : le directoire insiste auprès du ministère de la guerre pour installer un bataillon d'infanterie à Châtillon-sur-Sèvre ou alors des détachements pris à Nantes ou à La Rochelle ; un détachement du Royal-Lorraine y séjourne, mais le calme n'est qu'apparent (pièces 13-26, un cachet).

- 1792

- **AN F7 3690/1-4** - Niort et Paris, 1er-7 septembre 1792 : suite à la révolte du Bressuirais, les prisons de Niort accueillent 52 prisonniers, dont des meneurs ; le directoire demande qu'ils soient jugés par le tribunal criminel de Niort et non par le tribunal de district de Châtillon-sur-Sèvre (pièces 27-31).
- **AN F7 3690/1-5** - Niort et Paris, 28 août-14 septembre 1792 : le directoire informe le ministre de la guerre sur l'insurrection qui a eu lieu dans la région de Bressuire du 19 au 24 août 1792 : prise de Châtillon-sur-Sèvre, saccage des bureaux du district, abandon de la ville, pillage des maisons patriotes, puis attaque de Bressuire ; les insurgés auraient perdu 220 hommes et une centaine de prisonniers ; 8 000 à 10 000 hommes contrôlent actuellement les districts de Châtillon, Cholet et Vihiers (pièces 32-36).
- **AN F7 3690/1-6** - Niort et Paris, 21 août-15 décembre 1792 : le directoire informe le ministre de l'Intérieur sur l'insurrection du nord du département ; on craint un moment une attaque contre Thouars ; il signale aussi, lettres à l'appui, la mobilisation exceptionnelle du district de Parthenay au service de la République (pièces 37-48).
- **AN F7 3690/1-7** - Niort, 21-24 août 1792 : copies de documents envoyées au ministre de l'Intérieur, dont un arrêté du département du 21 août sur la mobilisation des gardes nationaux (pièce 49), un arrêté du département de



la Vendée du 22 août réquisitionnant gendarmes et gardes nationaux (pièce 50) et un récit de la première bataille de Bressuire, le 22 août (pièces 49-55).

- **AN F7 3690/1-8** - Niort, 22-30 août 1792 : copies de documents adressées au ministre de l'Intérieur, dont les récits de la prise d'assaut de Châtillon-sur-Sèvre, de la mise à sac des locaux du district et de l'appui donné par le district de Parthenay (pièces 56-60).
- **AN F7 3690/1-9** - Niort et Paris, 28 août-22 décembre 1792 : correspondance avec le ministre de l'Intérieur sur les suites de l'insurrection du Bressuirais, dont un projet d'amnistie des insurgés emprisonnés, la chasse aux prêtres réfractaires, une mise en garde du conventionnel Richou sur un excès de rigueur ; est jointe une liste des victimes républicaines des affrontements (pièce 72) : 10 morts dont quatre de Bressuire, et 15 blessés et mutilés dont huit de Bressuire et trois de Cholet (pièces 61-73).
- **AN F7 3690/1-10** - Niort et Paris, 5 juillet-8 novembre 1792 : correspondance au sujet des biens nationaux, de l'organisation de la police municipale et des certificats de résidence (pièces 74-94, un cachet).
- 1793-an II
- **AN F7 3690/1-11** - Niort et Paris, 16 mars-28 mai 1793 : débuts de l'insurrection vendéenne, dont repli des habitants de Châtillon-sur-Sèvre à Bressuire, prises successives de Thouars et Parthenay, défaite du général Chalbos à La Châtaigneraie et chute inattendue de Fontenay-le-Comte (pièces 95-99, un cachet).
- **AN F7 3690/1-12** - Paris, Niort, Parthenay et Thouars, 7 germinal-15 thermidor an II (27 mars-2 août 1794) : le directoire du département signale au Comité de salut public que les administrations des districts de Bressuire, Parthenay et Thouars se rétablissent difficilement, que leurs bureaux ont été pillés et dévastés et que des bandes d'insurgés sévissent encore ; il faut leur fournir du papier et des copies des lois adoptées depuis l'été 1793 (pièces 100-108).
- An III-an V
- **AN F7 3690/1-13** - Paris, 18 brumaire an III (8 nov. 1794) : des brigandages sont signalés dans les cantons de Thénézay et Saint-Pardoux (pièce 109).
- **AN F7 3690/1-14** - Niort, 17 nivôse an IV (7 janv. 1796) : correspondance sur la surveillance des émigrés (pièce 110).
- **AN F7 3690/1-15** - Paris, 21 prairial an V (9 juin 1797) : le citoyen Bonnifait, résidant à Saint-Maixent, réclame l'acte officialisant la condamnation de son frère par le Tribunal révolutionnaire de Paris (pièce 111-112).
- An VI
- **AN F7 3690/1-16** - Paris et Niort, 5-18 vendémiaire an VI (26 sept.-9 oct. 1797) : le ministre de la police est sollicité à propos des femmes et des vieillards des Deux-Sèvres rayés provisoirement de la liste des émigrés (pièces 113-115).
- **AN F7 3690/1-17** - Niort et Paris, 19 pluviôse-9 ventôse an VI (7-27 février

1798) : le commissaire exécutif Lecointe-Puyraveau craint des troubles dans le nord du département, évoque une action des émigrés, l'intervention de l'Angleterre et signale un renforcement des mesures de sécurité ; il joint un rapport (incomplet, pièces 121-122) sur une trentaine d'insurgés amnistiés qu'il estime dangereux (pièces 116-122).

- **AN F7 3690/1-18** - Niort, Châtillon et Cholet, 25 ventôse-11 prairial an VI (15 mars-30 mai 1798) : Huard, un officier de santé de Cholet, a été arrêté brièvement à Châtillon-sur-Sèvre pour avoir provoqué en duel le président de l'administration municipale ; il se présente comme un savant incompris ; l'administration du département voit en lui un charlatan mégalomane (pièces 123-131).
- **AN F7 3690/1-19** - Paris et Thouars, 29 germinal et 24 floréal an VI (18 avril et 13 mai 1798) : correspondance sur la délivrance des passeports (pièces 132-134).
- **AN F7 3690/1-20** - Niort et Paris, 5-8 messidor an VI (23-26 juin 1798) : correspondance avec le ministre de la police au sujet de deux anciens insurgés emprisonnés à Niort et dont on ne peut faire le procès car les témoins sollicités sont terrorisés (pièces 135-138).
- **AN F7 3690/1-21** - Niort, 29 thermidor-14 fructidor an VI (16-31 août 1798) : le commissaire exécutif signale au ministre de la police qu'aucun détenu de son département n'est " prévenu de complicité avec les chefs égorgeurs de Lyon " (pièces 139-140).
- AN VII
- **AN F7 3690/1-22** - Niort et Paris, 5 frimaire-30 fructidor an VII (25 nov. 1798-16 sept. 1799) : rapports et bulletins du département des Deux-Sèvres sur les troubles politiques de toute nature ; les bandes d'insurgés qui réapparaissent en germinal dans le nord du département sont contrées par l'intervention des colonnes mobiles du général Beaufort ; leur épice se situe dans le canton de Secondigny ; une escarmouche du 21 fructidor fait trois morts du côté de l'armée et sept morts du côté des insurgés (pièces 141-156). 1798-1799
  - F7 3695 1. Vendée (1791-1799)

### **Présentation Du Contenu :**

L'article F 7/3695/1 consacré à la Vendée a été intégralement analysé et numérisé (1791-1799, 455 pièces, les numéros 46-48, 247, 266-267, 301, 360 et 384 ont été attribués deux fois). L'ordre des pièces a été modifié.

- Juin 1791 : affaire de Saint-Laurent-sur-Sèvre
  - **AN F7 3695/1-1** - Fontenay, Montaigu, Saint-Laurent-sur-Sèvre, Cholet et Angers, 2-6 juin 1791 : suite aux troubles religieux des districts de Cholet, Vihiers et Saint-Florent-le-Vieil, un détachement de gardes nationaux d'Angers posté à Cholet perquisitionne les 1er et 2 juin chez les Montfortains de Saint-Laurent-sur-Sèvre, en Vendée, et arrête deux religieux ; les pères Dauchet et Digné sont emprisonnés à Cholet, avant leur transfert à Montaigu (Vendée) ; surprise des administrateurs de la Vendée, violentes protestations d'un groupe d'habitants de Saint-Laurent,

des filles de la Sagesse et des missionnaires du Saint-Esprit de Saint-Laurent, du district de Montaigu, explications péremptoires du district de Cholet et argumentaire embarrassé du département de Maine-et-Loire ; la liste de 35 lettres, notes et imprimés saisis à Saint-Laurent (pièce 9) est jointe (pièces 1-11).

- **AN F7 3695/1-2** - Fontenay, 14-15 juin 1791 : arrêté du département de la Vendée ordonnant la remise en liberté des deux pères de Saint-Laurent-sur-Sèvre et invitant le district de Montaigu à les surveiller avec " la plus scrupuleuse attention " (pièces 12-13).
- **AN F7 3695/1-3** - Fontenay, 21-22 juin 1791 : le département de la Vendée prend un arrêté pour faire rayer des registres de délibérations du district de Montaigu un arrêté du 15 juin " injurieux pour l'administration supérieure " et même " attentatoire à tous les principes de la Constitution " (pièce 14).
- **AN F7 3695/1-4** - Paris, 24 juin 1791 : brouillon d'une lettre en rapport avec l'affaire de Saint-Laurent-sur-Sèvre (pièce 15).
- 1791-1792 : attroupements et violence (premier dossier)
  
- **AN F7 3695/1-5** - Challans, Fontenay, Nantes et Paris, 28 avril-15 mai 1791 : violents troubles religieux à Saint-Christophe-du-Ligneron, dans le district de Challans, le 1er mai 1791 ; des gardes nationaux des districts de Challans et de Machecoul procèdent à des arrestations le 2 mai et se heurtent à des villageois insurgés ; deux dragons sont blessés et quatre villageois tués ; les administrateurs de la Loire-Inférieure envoient 125 gardes nationaux en renfort ; le directoire du district de Challans justifie sa politique de force (pièces 16-27).
- **AN F7 3695/1-6** - Fontenay, Nantes et Paris, 28 avril-19 mai 1791 : le département de la Vendée s'adresse au Comité des recherches de l'Assemblée nationale et au ministre de la guerre pour attirer leur attention sur les troubles survenus dans le district de Challans et réclamer un régiment d'infanterie (pièces 28-33, un cachet).
- **AN F7 3695/1-7** - Paris, 21 mai-10 août 1791 : échange de correspondance entre les ministres de la guerre, de la justice et des contributions au sujet des frais occasionnés par l'affaire du district de Challans ; on constate aussi qu'il est impossible d'y envoyer un régiment (pièces 34-40).
- **AN F7 3695/1-8** - Paris, 22-25 mai 1791 : le ministre de la justice ordonne de faire rechercher Constance Brun, condamné à 15 ans de fers et qui s'est évadé de la prison de La Châtaigneraie, en Vendée (pièces 41-43).
- **AN F7 3695/1-9** - Paris, 23-26 août 1792 : correspondance entre le député Goupilleau de Montaigu et le ministre Roland au sujet de l'élection des députés de la Convention en Vendée (pièces 44-48 ; n° 46 et 48 attribués deux fois).
- **AN F7 3695/1-10** - Fontenay et Paris, 22 août-4 septembre 1791 : près de 4 000 hommes, " portant pour la plupart des cocardes blanches ", se soulèvent dans les Deux-Sèvres autour du château de Pugny ; le département de la Vendée envoie des gardes nationaux à La Châtaigneraie et offre des secours aux Deux-Sèvres (pièces 46, 53, 51-52). 1792
- **AN F7 3695/1-11** - Fontenay et Paris, 31 août-31 octobre 1792 : le département de la Vendée adresse au ministre de l'Intérieur un état des

dépenses occasionnées par l'insurrection du Bressuirais ; l'envoi de gardes nationaux, de gendarmes et de compagnies franches a nécessité 15 580 livres de frais dont il demande le remboursement (pièces 47-50).

- 1791-1792 : attroupements et violence (second dossier)
- **AN F7 3695/1-12** - Fontenay et Paris, 25 avril-6 juin 1791 : agitation dans le district de Challans décrite par les procès-verbaux des gardes nationaux d'Aprémont, de Saint-Christophe-du-Ligneron, du district de Challans et de deux commissaires extraordinaires du département, une douzaine de suspects sont emprisonnés à Challans ; le procès-verbal d'intervention des gendarmes de La Roche-sur-Yon au Poiré-sur-Vie (pièce 61) est joint (pièces 54-62 dont l'ordre a été modifié : 54, 56, 59, 55, 58, 57, 60, 62, 61).
- **AN F7 3695/1-13** - Ile d'Yeu, Fontenay et Paris, 2-30 janvier 1792 : les 2, 5, 10, 11 et 12 janvier 1792, les autorités de l'île d'Yeu sont débordées par des groupes de manifestants, des femmes surtout, récusant les nouvelles administrations, un garde-champêtre et le juge de paix ; une pétition de 137 femmes demandant de " rester à l'ancienne coutume ", le maintien de deux vicaires et la suppression des droits de succession, d'enregistrement et de papier timbré ; le département reçoit des lettres et témoignages du juge de paix, du maire, du secrétaire-greffier de la municipalité, d'un particulier et du district des Sables-d'Olonne ; il décide d'envoyer un bataillon d'infanterie de marine sur l'île, avec deux canons, et de faire poursuivre les manifestants (pièces 63-77 dont l'ordre a été modifié : 63, 76-77, 66, 65, 69, 67, 70, 71-72, 74, 73, 64, 68, 75).
- **AN F7 3695/1-14** - Fontenay, 21 août-28 novembre 1792 : arrêtés du département de la Vendée des 21-22 août et 8 octobre 1792 sur le séquestre des biens des émigrés, les modalités des ventes de leurs meubles, la surveillance et la saisie de neuf journaux " anticiviques " (pièces 78-84 dont l'ordre a été modifié : 78, 82-84, 80-81, 79 ; pièces 83 et 84 identiques).
- **AN F7 3695/1-15** - Paris, 30 septembre 1792 : rapport au Comité exécutif des commissaires Audoin et Loiseau-Grandmaison sur leur mission en Vendée et dans les Deux-Sèvres, après l'insurrection du Bressuirais ; ils affirment avoir présidé à une réconciliation générale des patriotes et des anciens insurgés (pièce 85, imprimé de 14 p.).
- An II - an III (mélanges)
- **AN F7 3695/1-16** - Fontenay et Paris, 1er germinal an II-17 vendémiaire an III (21 mars-28 septembre 1794) : succession de l'abbé Maunoury, ancien bénédictin de Cluny, bénéficiant de droits sur l'ancienne abbaye de Talmont et la cure de Mesmy (pièces 86-103 dont l'ordre a été modifié : 86, 102-103, 101, 97, 99-100, 98, 96, 92, 95, 88, 94, 91, 93, 90, 89, 87).
- **AN F7 3695/1-17** - Les Sables-d'Olonne, 23 germinal an II (12 avril 1794) : cinq prisonniers condamnés à la déportation sont conduits à Lorient (pièces 211-212).
- **AN F7 3695/1-18** - Les Sables-d'Olonne, 5-19 fructidor an II (22 août-5 septembre 1794) : le district des Sables-d'Olonne fait arrêter Jean-Gabriel Gallet pour " s'être introduit furtivement dans les maisons d'arrêt " de la ville ; le prévenu proteste de son patriotisme (pièces 104-107).
- **AN F7 3695/1-19** - Fontenay et Paris, 7 messidor an II-25 frimaire an III

(25 juin-15 déc. 1794) : attribution des passeports pour l'étranger (pièces 108-113, un cachet).

- **AN F7 3695/1-20** - Fontenay, 10 brumaire an III (31 oct. 1794) : supplique d'une femme de Fontenay-le-Comte adressée au Comité de sûreté générale (pièce 115).
- An III - an V (mélanges)
  
- **AN F7 3695/1-21** - La Châtaigneraie et Fontenay, 13 vendémiaire-28 brumaire an IV (5 octobre-19 novembre 1795) : pièces sur le discrédit des assignats et la perception de la patente (pièces 114, 116).
- **AN F7 3695/1-22** - Fontenay et Paris, 27 brumaire-3 pluviôse an IV (18 novembre 1795-23 janvier 1796) : correspondance entre le Directoire exécutif, le ministre des finances et le département de la Vendée sur la contribution en nature que doivent payer les communes " infectées et occupées par les Vendéens et les Chouans " (pièces 117-126). 1795-1796
- **AN F7 3695/1-23** - Fontenay et Montaigu, 22 brumaire-30 frimaire an IV (13 novembre-21 décembre 1795) : rapport du procureur syndic du district de Montaigu sur la timide pacification des cantons insurgés et rapport du commissaire exécutif Coyaud sur la situation du département ; les soldats continuent à piller, les autorités civiles sont insuffisantes et les anciens réfugiés posent problème (pièces 127-131).
- **AN F7 3695/1-24** - Paris et Fontenay, 5-24 nivôse an IV (26 décembre 1795-14 janvier 1796) : correspondance sur la liquidation des biens des émigrés et la perception des patentes (pièces 132-135). Le dossier suivant intitulé " bandes de scélérats qui pillent et égorgent " est vide (pièce 136). 1795-1796
- **AN F7 3695/1-25** - Paris et Fontenay, 1er frimaire-7 pluviôse an IV (22 novembre 1795-27 janvier 1796) : Marie-Claire Bouron, veuve Bourdeau, assignée à résidence à Chaix, demande à retourner à Fontenay ; sa requête est rejetée (pièces 137-142 ; n° 140-141 écrits au verso). 1795-1796
- **AN F7 3695/1-26** - Fontenay, 24 pluviôse an IV (13 février 1796) : correspondance sur la police des spectacles (pièce 143).
- **AN F7 3695/1-27** - Les Sables-d'Olonne, 19 ventôse an III (9 mars 1795) : correspondance sur la réorganisation des autorités civiles dans le district des Sables (pièces 144-147).
- **AN F7 3695/1-28** - Fontenay, 23 messidor an IV (11 juillet 1796) : correspondance sur la police des communes (pièce 148).
- **AN F7 3695/1-29** - Fontenay et Paris, 11-26 thermidor an III (28 juillet-13 août 1796) : correspondance sur la liquidation des biens des émigrés (pièces 149-152).
- **AN F7 3695/1-30** - Paris, Les Herbiers et Fontenay, 22 thermidor an III-25 thermidor an IV (9 août 1795-12 août 1796) : correspondance avec le ministre de la police à propos d'un agent du chef chouan Cormatin sévissant dans la région de Mortagne-sur-Sèvre et d'un chef vendéen arrêté dans la région des Herbiers (pièces 153-156, pièce 155 fragmentaire). 1795-1796
- **AN F7 3695/1-31** - Fontenay, Les Sables-d'Olonne et Paris, 1er-6 fructidor an IV (18-23 août 1796) : pièces sur un agitateur sans-culotte dans les Deux-Sèvres, les déboires financiers d'un chirurgien des Sables-d'Olonne et les lenteurs de la pacification en Vendée (pièces

157-161 ; n° 160 écrit au verso).

- **AN F7 3695/1-32** - Paris et lieux divers, 13 fructidor an IV-23 brumaire an V (30 août-13 novembre 1796) : circulaire (pièce 176) du Directoire exécutif adressée à 14 départements de l'Ouest, dont la Vendée, et rappelant à ses commissaires qu'aucune action civile ne peut être intentée contre les insurgés amnistiés à propos des dommages causés par les guerres de l'Ouest (pièces 162-177 dont l'ordre a été modifié : 177, 176, 162-175 ; un cachet).
- **AN F7 3695/1-33** - Fontenay et Paris, 23 vendémiaire an IV-15 nivôse an V (14 octobre 1796-4 janvier 1797) : divergences d'interprétation entre le ministre de la police et le commissaire exécutif Coyaud sur le statut des prêtres amnistiés ; sont visés notamment Brumauld de Beauregard et Charette de la Colinière (pièces 178-182). 1796-1797
- An V (mélanges)
- **AN F7 3695/1-34** - Fontenay et Paris, 6 vendémiaire-5 nivôse an V (27 septembre-24 décembre 1796) : correspondance sur la police des communes, les prêtres réfractaires, la surveillance des émigrés, la perception de la patente et le retour des réfugiés (pièces 183-188).
- **AN F7 3695/1-35** - Fontenay, Tiffauges et Le Poiré-sur-Vie, 1er germinal-12 floréal an V (21 mars-1er mai 1797) : observations du commissaire exécutif Coyaud sur la réintégration des amnistiés pour les élections, notamment dans les cantons de Tiffauges et du Poiré-sur-Vie, avec une remarque incidente sur le curé Barbedette (pièces 189-194).
- An VI (mélanges)
- **AN F7 3695/1-36** - Paris, 12-14 vendémiaire an VI (3-5 octobre 1797) : pièces isolées sur l'arrestation d'émigrés et des dénonciations (pièces 195-198).
- **AN F7 3695/1-37** - Paris et Saint-Fulgent, 28 fructidor an V-22 vendémiaire an VI (14 septembre-13 octobre 1797) : suite au coup d'Etat du 18 Fructidor, " des républicains du canton de Saint-Fulgent " demandent l'épuration des autorités constituées et notamment l'exclusion des anciens amnistiés (pièces 199-203).
- **AN F7 3695/1-38** - Paris et Fontenay, 11 frimaire-12 nivôse an VI (1er décembre 1797-1er janvier 1798) : correspondance sur l'assassinat commis dans un moulin à Sainte-Gemme (canton de Mouilleron) dans la nuit du 10 au 11 frimaire (pièces 204-208). 1797-1798
- **AN F7 3695/1-39** - Fontenay, 7 nivôse an VI (27 décembre 1797) : rapport sur la sûreté générale dans le département (pièces 209-210).
- **AN F7 3695/1-40** - Paris et Fontenay, 24 floréal-29 prairial an VI (13 mai-17 juin 1798) : la rumeur annonce un rassemblement de 3000 brigands en Vendée ; le commissaire exécutif Coyaud en doute, mais fait pression sur les généraux Travot et Perrin (pièces 327-331 dont l'ordre a été modifié : 327, 329-331, 328).
- **AN F7 3695/1-41** - Paris, Fontenay, Challans et Palluau, 15 prairial-3 thermidor an VI (2 juin-21 juillet 1798) : le ministre de la police croit savoir que les juges de paix et les commissaires exécutifs des cantons de Challans et Palluau ne font pas respecter les lois de la République pour éviter des conflits ; protestation polie du département et beaucoup plus

véhémement des autorités des deux cantons visés (pièces 213-228).

- An VII : situation politique du département
- **AN F7 3695/1-42** - Fontenay et île d'Yeu, 4-29 vendémiaire an VII (25 septembre-20 octobre 1798) : l'île d'Yeu est sans véritable défense ; le commissaire exécutif du département reconnaît que l'île peut riposter aux émigrés, mais qu'elle doit composer avec les vaisseaux de guerre anglais (pièces 229-232 et une pièce non numérotée).
- **AN F7 3695/1-43** - Fontenay, 29 brumaire-9 frimaire an VII (19-29 novembre 1798) : le général Travot fait des battues dans les cantons de Challans, Saint-Jean-de-Monts et La Garnache, foyers initiaux de la guerre de Vendée ; le commissaire exécutif Coyaud signale que les prêtres amnistiés n'étaient pas vraiment soumis aux lois de la République, le coup d'Etat du 18 Fructidor les a fait replonger dans la clandestinité, on les poursuit (pièces 233-238).
- **AN F7 3695/1-44** - Fontenay, Niort et Paris, 10-13 frimaire an VII (30 novembre-3 décembre 1798) : le général Travot continue à parcourir le nord-ouest de la Vendée ; le commissaire exécutif Coyaud estime que la défaite navale d'Aboukir et l'échec de l'expédition d'Irlande encouragent les insurgés potentiels (pièces 239-248 dont l'ordre a été modifié : 239-243, 245-246, 248, 244, 247 (deux fois) ; un cachet).
- **AN F7 3695/1-45** - Fontenay et Paris, 8-21 frimaire an VII (28 novembre-11 décembre 1798) : la situation politique s'améliore progressivement dans le département, mais le commissaire exécutif craint toujours une insurrection dans l'ancien district de Challans (pièces 249-253 dont l'ordre a été modifié : 251-252, 253/2, 253/1, 253/4, 253/3, 250, 249).
- **AN F7 3695/1-46** - Fontenay et Paris, 13 frimaire-1er nivôse an VII (3-21 décembre 1798) : les contributions militaires forcées dans les anciennes zones insurgées contribuent à ramener le calme (pièces 254-262 dont l'ordre a été modifié : 259, 254-255, 258, 256-257, 260-262 suivies de deux pièces (263-264) du 6 messidor an IV ; un cachet).
- **AN F7 3695/1-47** - Fontenay, 24 frimaire-6 nivôse an VII (14-26 décembre 1798) : correspondance sur l'agitation clandestine des prêtres réfractaires, les dangers de la forêt de Princé et des agents anglais soi-disant infiltrés dans le Morbihan (pièces 265-266, 286, 267, 285).
- **AN F7 3695/1-48** - Fontenay, Niort et Paris, 21 frimaire-14 nivôse an VII (11 décembre 1798 - 3 janvier 1799) : échanges sur les mesures prises contre la " fermentation sourde " des cantons de La Garnache et Saint-Jean-de-Monts ; un tableau (pièce 273) signale que 461 hommes de troupe séjournent en Vendée, dont 240 à Noirmoutier, 35 aux Sables-d'Olonne, 100 entre La Roche-sur-Yon et Rocheservière, 30 à Montaigu, 20 à Luçon et 36 à Fontenay (pièces 266-276 dont l'ordre a été modifié : 266, 275-276, 274, 270-273, 267-269). 1798-1799
- **AN F7 3695/1-49** - Fontenay et Paris, 29 frimaire-29 nivôse an VII (19 décembre 1798-18 janvier 1799) : 14 brigades de gendarmeries supplémentaires vont venir renforcer les 14 brigades implantées en Vendée ; le commissaire Coyaud estime que " le peuple de ces contrées est travaillé par des agents secrets des émigrés, par les prêtres déportés ennemis irréconciliables du gouvernement républicain " (pièces 287, puis 277-284 dont l'ordre a été modifié : 277-282, 284, 283 suivies de trois

pièces (288-290) du 16 messidor an IV sur les anciens réfugiés). 1798-1799

- **AN F7 3695/1-50** - Fontenay et Paris, 26 frimaire-27 nivôse an VII (17 décembre 1798-16 janvier 1799) : correspondance sur la sécurité intérieure, le Directoire exécutif veut renforcer la présence militaire en Vendée et plus généralement dans 16 départements de l'Ouest (pièces 291-297 dont l'ordre a été modifié : 297, 292-294, 296, 295, 291 ; n° 296 écrit au verso). 1798-1799
- **AN F7 3695/1-51** - Fontenay, 6 pluviôse an VII (25 janvier 1799) : rapport politique du commissaire exécutif Coyaud sur la situation politique de la Vendée depuis le 30 nivôse an VII ; il décèle un mauvais état d'esprit dans les cantons de La Flocellière, La Garnache et Challans ; le reste est calme, mais la plupart des cantons insurgés en 1793 sont mal ou très mal administrés (pièce 298).
- **AN F7 3695/1-52** - Paris et Fontenay, 21 pluviôse-15 ventôse an VII (9 février-5 mars 1799) : on craint des troubles dans le canton des Herbiers ; la perception des impôts fournit un prétexte pour relancer l'agitation dans le département (pièces 299-309 dont l'ordre a été modifié : 304, 307, 306, 308-309, 305, 299-303, 301 ; deux pièces numérotées 301).
- **AN F7 3695/1-53** - Paris et Fontenay, 4 pluviôse-29 ventôse an VII (23 janvier-19 mars 1799) : la situation politique s'améliore dans le département, mais les administrateurs du canton d'Aizenay prennent peur et réclament des " forces " pour les protéger (pièces 310-317 ; n° 317 écrit au verso).
- **AN F7 3695/1-54** - Paris et Fontenay, 30 ventôse-26 germinal an VII (20 mars-15 avril 1799) : des assassinats ont été commis en Vendée ; le commissaire exécutif Coyaud craint le développement de bandes de criminels et fait rechercher dans chaque canton les jeunes gens disparus sans motif valable (pièces 318-324 dont l'ordre a été modifié : 320, 319, 321, 318, 322-324).
- **AN F7 3695/1-55** - Paris et Fontenay, 8 floréal-19 messidor an VII (27 avril-7 juillet 1799) : correspondance sur l'équipement des brigades de gendarmerie, le renforcement du contrôle des passeports et la nécessité d'accroître les troupes à Cholet et Mortagne-sur-Sèvre, au cœur de l'ancienne zone insurgée (pièces 325-326, 332-336 ; une affiche).
- **AN F7 3695/1-56** - Les Sables-d'Olonne, Fontenay, 27-29 prairial an VII (15-17 juin 1799) : le général Travot a vu neuf navires anglais au large des Sables-d'Olonne (pièces 346-348).
- **AN F7 3695/1-57** - Fontenay et Paris, 25 prairial-28 messidor an VII (13 juin-16 juillet 1799) : les mauvaises nouvelles s'accumulent ; le notaire Blaizot et sa femme ont été tués et dévalisés à Saint-Sulpice-le-Verdon ; l'arbre de la Liberté a été abattu à Longève (pièces 337-345 dont l'ordre a été modifié : 340-341, 343-344, 342, 345, 337, 339, 338 ; une affiche et un cachet).
- **AN F7 3695/1-58** - Paris et Fontenay, 19 germinal-11 thermidor an VII (8 avril-29 juillet 1799) : " des hordes de scélérats " parcourent les cantons vendéens proches des Deux-Sèvres, du Maine-et-Loire et de la Loire-Inférieure ; les décadis ne sont plus respectés, une insurrection se préparerait avec l'appui des Anglais ; on subodore " un complot tendant à renverser le gouvernement et à faire égorguer tous les républicains à un jour



déterminé " ; les ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Guerre se renvoient les responsabilités (pièces 349-363 dont l'ordre a été modifié : 358, 363, 360 (deux fois), 359, 362, 361, 349-351, 357, 356, 355, 353-354, 352).

- **AN F7 3695/1-59** - Fontenay et Montaigu, 21-27 messidor an VII (9-15 juillet 1799) : les administrateurs de la Vendée et le commissaire exécutif Coyaud appellent à une mobilisation général des patriotes vendéens, dénoncent les menées des Anglais et rappellent les ravages causés par la guerre de Vendée (pièces 364-368 dont l'ordre a été modifié : 365-366, 364, 367-368 ; une affiche).
- **AN F7 3695/1-60** - Fontenay et Paris, 5 messidor-5 thermidor an VII (23 juin-23 juillet 1799) : des bandes de " brigands " non armées ont été signalées venant de Legé (Loire-Inférieure) et des Mauges ; elles n'ont pas fait tache d'huile en Vendée (pièces 369-377 dont l'ordre a été modifié : 373, 375, 370, 369, 371-372, 374, 376-377).
- **AN F7 3695/1-61** - Fontenay et Paris, 15 messidor-16 thermidor an VII (3 juillet-3 août 1799) : des bandes d'insurgés sont battues le 12 messidor à Beaupréau et le 14 à Jallais, mais un raid dévastateur est mené sur Tiffauges le 17, puis sur Les Herbiers ; le général Travot les pourchasse ; on soupçonne le chef insurgé Forestier ; le ministre de la Guerre envoie des troupes en renfort (pièces 378-391 dont l'ordre a été modifié : 388, 390-391, 389, 380-385, 387, 386, 378-379 ; deux pièces numérotées 384).
- **AN F7 3695/1-62** - Fontenay et Paris, 7 thermidor-1er fructidor an VII (25 juillet-18 août 1799) : les administrations se décomposent dans les anciens cantons insurgés ; la population est dans l'expectative ; le 12 thermidor, six militaires désarmés sont tués à La Bruffière par une bande de 60 à 80 hommes, des vols sont commis dans les environs ; le général Travot se déguise en chouan et obtient des renseignements ; une insurrection pourrait éclater après les moissons (pièces 392-399 dont l'ordre a été modifié : 392-393, 395, 394, 396-399).
- **AN F7 3695/1-63** - Fontenay et Paris, 19 thermidor-14 fructidor an VII (6-31 août 1799) : les troubles se poursuivent en Vendée ; le département prend un arrêté le 19 thermidor contre les vagabonds suspectés de servir " d'espions aux brigands " (pièce 408) ; Paris envoie deux bataillons et annonce un renfort de 10.000 hommes (pièces 400-408, une affiche).
- **AN F7 3695/1-64** - Fontenay et Paris, 29 thermidor-22 fructidor an VII (16 août-8 septembre 1799) : plusieurs centaines de " brigands " parcourent le département, enlèvent des chevaux, des armes et pillent les maisons des patriotes ; les administrations locales s'effondrent ; celles des cantons de Saint-Fulgent, des Essarts, de Montaigu et Pouzauges réclament des secours (pièces 409-420 dont l'ordre a été modifié : 409-411, 413, 412, 415, 414, 418, 420, 419, 417, 416).
- **AN F7 3695/1-65** - Fontenay et Paris, 24 thermidor an VII-29 vendémiaire an VIII (11 août-21 octobre 1799) : le soulèvement a pris de l'ampleur en Vendée et s'élargit à d'autres départements de l'Ouest, ce qui contraint le ministre de la Guerre à jongler avec les troupes en place, en attendant l'arrivée de renforts ; les anciens districts de Montaigu, Challans, La Roche-sur-Yon et La Châtaigneraie sont les plus touchés ; les " brigands " pillent les maisons des patriotes, enlèvent des armes, des chevaux, abattent les arbres de la liberté ; Paris demande une surveillance accrue du

littoral pour éviter des contacts avec l'Angleterre (pièces 421-436 dont l'ordre a été modifié : 424, 421-423, 425-429, 431-432, 434-435, 433, 430, 436).

- Notes du représentant du peuple Chapelain
- **AN F7 3695/1-66** - 5-26 brumaire an VII (26 octobre-16 novembre 1798) : rapport, notes et lettres sur la Vendée, dont rapport de 20 pages (deux exemplaires : pièces 438 et 454) explicitant la situation politique, économique et sociale de la Vendée à l'automne 1798, après une tournée effectuée à la fin de l'été ; Chapelain demande d'encourager les manufactures, comme à Cholet, sollicite des " ménagements " pour les contributions des métayers, recommande de renforcer la gendarmerie et les troupes, de " garder strictement la rive de la Sèvre qui coupe tout le pays rebelle " et " surtout organiser l'espionnage pour atteindre les chefs de rébellion " ; réactions de plusieurs ministres à ce rapport (pièces 437-455).
- Comité de sûreté générale

■ F7 4422. Comité révolutionnaire de Nantes et Phélippe-Tronjolly

**Présentation Du Contenu :**

Dans l'article F7/4422, les pièces relatives au comité révolutionnaire de Nantes sont analysées et numérisées (215 pièces). L'ordre des pièces a été modifié.

- Dossier 1 : affaires du Comité révolutionnaire de Nantes et Phélippe-Tronjolly
  - Affrontements entre le Comité révolutionnaire de Nantes et Phélippe-Tronjolly avant leur arrestation
    - **AN F7/4422-1** - Nantes, 12 juin 1793 : délibérations des dix-huit sections de la ville de Nantes et condamnation du coup de force opéré contre la Convention les 31 mai, 2 et 3 juin 1793 (pièces 1-5).
    - **AN F7/4422-2** - Nantes, 2 nivôse an II (22 décembre 1793) : épuration du district de Paimboeuf par le représentant du peuple Carrier (pièces 6-7). 1793-1794
    - **AN F7/4422-3** - Nantes, 7-27 nivôse an II (27 décembre 1793-16 janvier 1794) : affrontement entre l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire de Nantes, Phélippe-Tronjolly, et le Comité révolutionnaire de Nantes au sujet de 110 Nantais emprisonnés (pièces 8-11, affiche en 2 exemplaires).
    - **AN F7/4422-4** - Nantes, 7 pluviôse an II (26 janvier 1794) : réponse du district de Nantes aux 26 questions posées par le Comité de sûreté générale sur le fonctionnement des comités de surveillance, les sociétés populaires, les suspects, le respect des lois, la garde nationale, la levée des volontaires, le " fanatisme ", la vente des biens nationaux, le cours des assignats, les accapareurs et le fédéralisme (pièces 12-14).
    - **AN F7/4422-5** - Nantes et Paimboeuf, 20 nivôse-7 prairial an II (9 janvier-26 mai 1794) : compte rendu du Comité révolutionnaire de Basse-Goulaine et de l'agent national de Paimboeuf sur leurs

conduites respectives, leur lutte contre les insurgés et l'état moral de la population (pièces 19-21, 26-30).

- **AN F7/4422-6** - Nantes, 30 pluviôse-6 floréal an II (18 février-25 avril 1794) : dénonciation de Phélices-Tronjolly à propos de 129 prisonniers du Bouffay condamnés à la réclusion ou à l'emprisonnement ; il accuse le Comité révolutionnaire de Nantes de les avoir fait noyer le 24 frimaire précédent (pièces 15-18, 22-25, 39-41, 2 listes nominatives).
- **AN F7/4422-7** - Nantes, 13 germinal II (2 avril 1794) : " Mémoire du Sans-Culotte Phélices précédemment connu sous le nom de Tronjolly ", Phélices-Tronjolly y dénonce sa destitution du tribunal révolutionnaire de Nantes : (pièces 31-35, imprimé en 2 exemplaires).
- **AN F7/4422-8** - Nantes, 30 germinal an II (19 avril 1794) : le Comité de sûreté générale fait libérer six membres du Comité révolutionnaire de Nantes et réinvestit les citoyens Chauv et Goullin (pièces 36-38).
- **AN F7/4422-9** - Paris, 7 prairial an II (26 mai 1794) : pétition d'une cinquantaine de Nantais emprisonnés à Belhomme (Paris) et demandant leur libération, avec un mémoire imprimé de 16 pages des " Observations sur le prétendu fédéralisme du département de la Loire Inférieure " (pièces 42-44).
- **AN F7/4422-10** - Nantes, 13-25 prairial an II (1er-13 juin 1794) : arrêté des représentants du peuple Bo et Bourbotte demandant aux habitants de Nantes de témoigner sur les membres du Comité révolutionnaire mis en arrestation (pièces 45-46, 2 affiches).
- **AN F7/4422-11** - Nantes, 15-27 prairial an II (3-15 juin 1794) : Phélices-Tronjolly accuse le Comité révolutionnaire de Nantes de crimes et prévarication (pièces 47-55).
  - Protestation et défense des membres du Comité révolutionnaire de Nantes après leur arrestation
- **AN F7/4422-12** - Nantes, fin prairial an II (mi-juin 1794) : Chauv, membre du Comité révolutionnaire de Nantes, proteste contre son arrestation, celle de ses collègues et réfute les accusations de Phélices-Tronjolly (pièces 56-57).
- **AN F7/4422-13** - Paris, 26 prairial an II (14 juin 1794) : le Comité de sûreté générale demande au Comité révolutionnaire de Nantes de rendre des comptes sur les sommes et taxes qu'il a perçues (pièces 66-67).
- **AN F7/4422-14** - Nantes, 30 prairial an II (18 juin 1794) : l'agent national près le district de Nantes expose son activité lors de la dernière décade de prairial à propos des détenus, des nominations, de la police générale, des arrestations et des libérations (pièces 87-89 et 68).
- **AN F7/4422-15** - Nantes, 2 messidor an II (20 1794) : le nouveau Comité révolutionnaire de Nantes s'efforce de répondre au Comité de sûreté générale à propos des sommes et taxes perçues par leurs collègues emprisonnés (pièce 78).
- **AN F7/4422-16** - Nantes, 4 messidor an II (22 juin 1794) : le citoyen Chauv proteste contre son arrestation, justifie toutes les actions du Comité révolutionnaire en se recommandant de Marat et Carrier (pièce

79-81).

- **AN F7/4422-17** - Nantes, 15 messidor an II (3 juillet 1794) : mémoire du Comité révolutionnaire de Nantes, signé Chaux, retraçant sa formation et justifiant son action, notamment à propos des sommes perçues ; Chaux invoque les mânes de Socrate, " condamné à boire la cigüe " et que " le peuple pleura sur sa tombe " (pièce 100-102).
- **AN F7/4422-18** - Nantes, 16 messidor an II (4 juillet 1794) : mémoire imprimé de Chaux justifiant le rôle du Comité révolutionnaire de Nantes, louant sa probité et demandant la libération de ses anciens membres, quelques variantes avec le mémoire manuscrit (pièces 103-107, imprimé de 17 pages).
- **AN F7/4422-19** - Paris, 25 messidor an II (13 juillet 1794) : le Comité de sûreté générale demande aux nouveaux membres du Comité révolutionnaire de Nantes de lui adresser des pièces justificatives de ses comptes et des éclaircissements sur Phélices-Tronjolly (pièces 108-110).
- **AN F7/4422-20** - Chartres et Paris, 10-24 thermidor an II (28 juillet-11 août 1794) : transfert de huit membres du Comité révolutionnaire de Nantes à la Conciergerie ; ils se plaignent des mauvais traitements reçus (pièces 72-77).
- **AN F7/4422-21** - Paris, 1er-10 fructidor an II (18-27 août 1794) : les membres du Comité révolutionnaire de Nantes emprisonnés à la Conciergerie et au Plessis se plaignent de leurs conditions d'incarcération, des injures qu'ils reçoivent et demandent à être jugés ou libérés (pièces 111-123).
- **AN F7/4422-22** - Paris, 6 fructidor an II-22 vendémiaire an III (23 août-3 octobre 1794) : Lévêque et Perrochaud, détenus à la Conciergerie, s'insurgent contre leur incarcération, protestent de leur innocence et demandent leur libération (pièces 124-130). 1793
  - Protestation et défense de Phélices-Tronjolly après son arrestation
- **AN F7/4422-23** - Nantes, 25-30 prairial an II (13-18 juin 1794) : Phélices-Tronjolly se fait remettre la liste de 129 prisonniers du Bouffay qui ont été livrés au Comité révolutionnaire de Nantes le 24 frimaire, proteste contre son incarcération et demande à être jugé par le Comité de sûreté générale (pièces 58-65).
- **AN F7/4422-24** - Nantes, 18 prairial-1er messidor an II (6-19 juin 1794) : Phélices-Tronjolly fournit le témoignage d'un gardien de la prison du Bouffay, le citoyen Bernard, à propos de la remise de 129 prisonniers au Comité révolutionnaire de Nantes, avec des détails sur le non-respect des procédures, la noyade de la plupart d'entre eux et sur deux rescapés reconduits en prison (pièces 69-71).
- **AN F7/4422-25** - Nantes, 29 prairial-2 messidor an II : lettres de protestation de Phélices-Tronjolly adressées à Nantes et au Comité de salut public (pièces 82-86, 96). 1794
- **AN F7/4422-26** - Conneré (Sarthe), 8 messidor-6 thermidor an II : lettres écrites par Phélices-Tronjolly au Comité de salut public lors de son transfert vers Paris (pièces 90-95, 97-99). 1794
- **AN F7/4422-27** - Sans lieu, ni date : rapport de Phélices-Tronjolly accusant Bernard, Goullin et Grandmaison, membres du Comité

révolutionnaire de Nantes, d'avoir fait noyer 129 détenus du Bouffay le 24 frimaire an II (pièces 131-133). 1794

- Dossier 2 : affaire Phélippe-Tronjolly (pièces pour sa défense)

- **AN F7/4422-28** - Nantes, 17 mai 1793-brumaire an II (novembre 1793) : pièces justificatives pour la défense de Phélippe-Tronjolly : demande de secours pour la ville de Nantes datée du 17 mai 1793 et création d'une section révolutionnaire au Tribunal criminel de la Loire-Inférieure, imprimé de 8 pages (pièces 134-137). 1793-1794
- **AN F7/4422-29** - Nantes, 9-15 germinal an II (29 mars-4 avril 1794) : Phélippe-Tronjolly adresse une attestation le lavant de l'accusation de fédéralisme et un mémoire imprimé de 12 pages justifiant sa conduite depuis mars 1793 " Mémoire du Sans-Culotte Phélippe précédemment connu sous le nom de Tronjolly " (pièces 138-144, les n° 140 et 141 sont inversés).
- **AN F7/4422-30** - Nantes, 9 floréal-25 prairial an II (28 avril-13 juin 1794) : courriers de Phélippe-Tronjolly aux administrations de Nantes et au Comité de sûreté générale accusant le Comité révolutionnaire de Nantes et demandant l'arrestation de ses membres pour crimes et malversations ; imprimé de 7 pages intitulé " Adresse de François-Anne-Louis Phélippe, présentée à l'Assemblée constituante et imprimée en 1791 " (pièces 145-162 réorganisées en une suite chronologique : 160-162, 152-159, 147-151, 145-146).
- **AN F7/4422-31** - Nantes et Paris, 12-30 prairial an II (31 mai-18 juin 1794) : Phélippe-Tronjolly accuse le Comité révolutionnaire de Nantes de malversations ; les représentants du peuple Bo et Bourbotte invitent la population à faire des dépositions (affiche, pièce 169) ; le Comité de sûreté générale demande des précisions à ce sujet (pièces 163-174).
- **AN F7/4422-32** - Nantes et Rennes, 1er-22 messidor an II (19 juin-10 juillet 1794) : mis en état d'arrestation, Phélippe-Tronjolly demande à être jugé par le Tribunal révolutionnaire de Paris ; il obtient des attestations de bonne conduite politique de Rennes, sa ville natale (pièces 175-179 réorganisées en une suite chronologique : 175, 178-179, 176-177).
- **AN F7/4422-33** - Nantes et Paris, 12 thermidor an II (30 juillet 1794) : emprisonné à la Maison de l'Egalité, à Paris, Phélippe-Tronjolly envoie au Tribunal révolutionnaire de Paris un tableau de sa vie privée et politique de 1773 au printemps 1794 ; il y joint un mémoire accusant méthodiquement le Comité révolutionnaire de Nantes d'arrestations arbitraires, de pillages, de détournements de biens, de noyades, d'inculpation des 132 Nantais et de la création d'une armée révolutionnaire sanguinaire, la compagnie Marat ; trois membres du Comité sont particulièrement mis en cause : Bachelier, Chaux et Goullin (pièces 180-187, plusieurs copies manuscrites du mémoire de Phélippe-Tronjolly).
- **AN F7/4422-34** - Nantes et Paris, 12 thermidor an II (30 juillet 1794) : doubles des pièces du dossier précédent, en version imprimée : " Tableau fidèle de la vie civique de François-Anne-Louis Phélippe dit Tronjolly, dans l'ancien régime et révolutionnaire depuis 1788, tant à Rennes qu'à Paimboeuf " (pièce 189, imprimé de 4 pages) ; " Phélippe dit Tronjolly, accusé et détenu, ex-Président des Tribunaux criminel et révolutionnaire, séants à Nantes, à la Convention nationale " (pièce 198, imprimé de 38

pages) (pièces 188-198 réorganisées : 188-189, 191, 190, 193-198).

- **AN F7/4422-35** - Nantes, Rennes et Paris, 7 floréal-27 fructidor an II (26 avril-13 sept. 1794) : lettres accompagnant les mémoires de Phélippe-Tronjolly ; à noter une liste énumérant des prévenus du Tribunal criminel de la Loire-Inférieure du 13 mars 1793 au 7 juin 1794, dont 263 condamnés à mort et 34 condamnés à la déportation (pièces 209-211) et une lettre de la femme de Phélippe-Tronjolly demandant la libération de son mari (pièce 201) (pièces 199-215 réorganisées en une suite chronologique : 208-212, 214, 201, 200, 204, 202-203, 205, 199, 213, 206-207, 215).
- F7 4563. Loire-Inférieure

### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article F7/4563, seules les pièces relatives au département de la Loire-Inférieure sont analysées et numérisées (74 pièces).

- **AN F7/4563-1** - Paris, 8 pluviôse-23 messidor an II (27 janv. -11 juillet 1794) : trois arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération ou l'incarcération de prévenus nantais ; un arrêté du Comité de salut public réorganisant le district de Savenay (pièces 1-6).
- **AN F7/4563-2** - Paris, 22 thermidor-4e jour complémentaire de l'an II (9 août-20 sept. 1794) : cinq arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des prévenus nantais ou mettant fin à une résidence surveillée (pièces 7-15).
- **AN F7/4563-3** - Nantes, sans date : pétition de la veuve La Bourdonnaye et de sa mère ; elles réclament des objets saisis chez elles, le 20 sept. 1793, par le Comité révolutionnaire de Nantes pour une valeur de 80 000 livres, dont des diamants et de l'orfèvrerie (pièce 16).
- **AN F7/4563-4** - Paris, 5-9 vendémiaire an III (26-30 sept. 1794) : trois des 132 Nantais, Dufour, Laville et Rousseau sont restés à Angers et Orléans pour raison de santé ; le Comité de sûreté générale les fait libérer (pièces 17-19).
- **AN F7/4563-5** - Paris, 6 vendémiaire-1er frimaire an III (27 sept.-21 nov. 1794) : 13 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération et la levée de scellés d'hommes et femmes détenus à Nantes ou de Nantais emprisonnés à Paris (pièces 20-32).
- **AN F7/4563-6** - Nantes, 7-16 frimaire an III (27 nov.-6 déc. 1794) : procès-verbal de l'agent national du district de Nantes, Leblois, inventoriant 115 pièces en rapport avec le procès Carrier et adressées au Comité de sûreté générale ; émanant de diverses administrations et juridictions nantaises, elles comprennent notamment des ordres d'arrestations, de saisies de biens, de noyades et fusillades (pièce 33).
- **AN F7/4563-7** - Paris, 12 frimaire-24 pluviôse an III (2 déc. 1794-12 févr. 1795) : 12 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de détenus à Nantes et un mandat d'arrêt contre deux habitants du district de Nantes (pièces 34-46). 1794-1795
- **AN F7/4563-8** - Paris, 8 ventôse an III (26 févr. 1795) : mémoire d'Yves Proust, ancien membre du Comité révolutionnaire de Nantes, adressé à la Convention nationale ; détenu depuis cinq mois, il proteste de son innocence, expose son action politique, signale qu'il a cinq enfants et en nourrit six autres ; il récuse le jugement du Tribunal révolutionnaire qui l'a reconnu coupable d'exercice de la

Terreur, mais l'a acquitté parce qu'il n'a pas "agi méchamment et avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires" (pièce 47, imprimé 36 p.).

- **AN F7/4563-9** - Paris, sans date : pétition du citoyen Chauv, ancien membre du Comité révolutionnaire de Nantes ; acquitté par le Tribunal révolutionnaire, le 26 frimaire précédent (16 déc. 1794), il a été réincarcéré le lendemain et demande à la Convention de le faire libérer (pièces 48-49).
- **AN F7/4563-10** - Paris, 3-11 floréal an III (22-30 avril 1795) : deux arrêtés du Comité de sûreté générale au sujet de l'internement d'un Nantais et de l'indemnisation d'un voiturier emprisonné arbitrairement (pièces 50-51).
- **AN F7/4563-11** - Paris, 21-22 messidor an III (9-10 juillet 1795) : François Perdreau, René Bénard et Joachim Marie, bateliers de Nantes, emprisonnés comme témoins des noyades, réclament leur jugement (pièces 52-53).
- **AN F7/4563-12** - Paris, 16 ventôse-24 messidor an III (6 mars-12 juillet 1795) : dossier de procédure concernant Antoine et Pierre Epivent, négociants de Nantes ; parti en Angleterre, le 8 avril 1792, avec un passeport, Pierre Epivent est mis sur la liste des émigrés ; son frère Antoine figure parmi les 132 Nantais, réduits à 94 ; Pierre rentre en France pour aider son frère et se fait arrêter à Paris, dans la nuit du 9-10 messidor (27-28 juin 1795) ; il est interrogé le 13 messidor (pièce 60) et demande sa libération (pièces 54-72, un cachet de la section Guillaume Tell).
- **AN F7/4563-13** - Paris, 5-10 brumaire an IV (27 oct. -1er nov. 1795) : deux arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la remise en liberté de deux citoyens nantais (pièces 73-74).

- F7 4564. Maine-et-Loire

#### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article F7/4564, seules les pièces relatives au département de Maine-et-Loire sont analysées et numérisées (63 pièces).

- **AN F7/4564-1** - Paris, 18 ventôse-15 thermidor an II (8 mars-2 août 1794) : ordre d'arrestation de deux femmes du département ; arrêté du Comité de sûreté générale renvoyant Victor Vial devant le Tribunal criminel d'Angers pour avoir attaqué des représentants du peuple dans une brochure (pièces 1-3, un cachet).
- **AN F7/4564-2** - Paris, 22 thermidor-5e jour complémentaire de l'an II (9 août-21 sept. 1794) : 10 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la remise en liberté de citoyens de Maine-et-Loire et des levées de scellés (pièces 4-13).
- **AN F7/4564-3** - Paris, 3-29 vendémiaire an III (24 sept.-20 oct. 1794) : 17 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération d'habitants de Maine-et-Loire détenus à Angers, Amboise, Chartres et Paris (pièces 14-30).
- **AN F7/4564-4** - Paris, 3-28 brumaire an III (24 oct. -18 nov. 1794) : 11 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération d'habitants de Maine-et-Loire détenus à Saumur, Chartres et Paris (pièces 31-41).
- **AN F7/4564-5** - Paris, 7-19 frimaire an III (27 nov. -9 déc. 1794) : 10 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de 80 femmes des Mauges incarcérées à Angers, Baugé, Montreuil-Bellay et Chartres (pièces 42-51).
- **AN F7/4564-6** - Paris, 26 nivôse-3 germinal an III (15 janv.-23 mars 1795) : 10 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération d'habitants de Maine-et-Loire détenus à Angers, Brest, Amboise et au Plessis (pièces 52-63).

- F7 4574. Deux-Sèvres

## Présentation Du Contenu :

Dans l'article F7/4574, seules les pièces relatives au département des Deux-Sèvres sont analysées et numérisées (171 pièces dont l'ordre a été modifié).

- **AN F7/4574-1** - Paris, 22 thermidor-11 fructidor an II (9-28 août 1794) : 4 arrêts du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus emprisonnés à Niort et Saint-Maixent (pièces 1-5).
- **AN F7/4574-2** - Paris, 3-6 vendémiaire an III (24-27 sept. 1794) : 7 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des habitants des Deux-Sèvres emprisonnés à Niort, Saint-Maixent et Paris (pièces 6-12).
- **AN F7/4574-3** - Paris, 10-23 vendémiaire an III (1er-14 oct. 1794) : 13 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus emprisonnés à Niort, Saint-Maixent, Celles-sur-Belle, Angoulême et Brouage (pièces 13-25).
- **AN F7/4574-4** - Paris, 3-15 brumaire an III (24 oct. - 5 nov. 1794) : 7 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des habitants des Deux-Sèvres incarcérés à Niort, Saint-Maixent et Brouage (pièces 26-33).
- **AN F7/4574-5** - Paris, 18-30 brumaire an III (8-20 nov. 1794) : 9 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des habitants des Deux-Sèvres emprisonnés à Niort, Saint-Maixent et Brouage (pièces 34-42).
- **AN F7/4574-6** - Paris, 4-24 frimaire an III (24 nov. - 14 déc. 1794) : 8 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus, dont une trentaine des Mauges, incarcérés à Niort, Saint-Maixent, Celles-sur-Belle, Saumur, Chartres et Paris (pièces 43-51).
- **AN F7/4574-7** - Paris, 2-19 nivôse an III (22 déc. 1794 - 8 janv. 1795) : 10 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des habitants des Deux-Sèvres emprisonnés à Niort, Saint-Maixent, Melle et Saumur (pièces 52-59, 67-69). 1794-1795
- **AN F7/4574-8** - Paris, 26-29 nivôse an III (15-18 janv. 1795) : 10 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus incarcérés à Niort et Saint-Maixent (pièces 70-79).
- **AN F7/4574-9** - Paris, 4-10 pluviôse an III (23-29 janv. 1795) : 10 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des habitants des Deux-Sèvres emprisonnés à Niort, Saint-Maixent, Melle, Celles-sur-Belle et Brouage (pièces 80-89).
- **AN F7/4574-10** - Paris, 18-23 pluviôse an III (6-11 février 1795) : 6 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus incarcérés à Niort et Angoulême (pièces 90-95).
- **AN F7/4574-11** - Paris, 24 pluviôse an III (12 février 1795) : 40 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant le même jour des habitants des Deux-Sèvres, dont une majorité de femmes emprisonnées à Niort, Angoulême, Brouage et Montauban (pièces 96-135).
- **AN F7/4574-12** - Paris, 28 pluviôse an III (16 février 1795) : 2 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus incarcérés à Niort et Angoulême (pièces 136-137).
- **AN F7/4574-13** - Paris, 3-22 ventôse an III (21 février - 12 mars 1795) : 7 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des habitants des Deux-Sèvres emprisonnés à Niort et Saint-Maixent (pièces 138-144).
- **AN F7/4574-14** - Paris, 12-24 germinal an III (1er-13 avril 1795) : 3 arrêtés du



Comité de sûreté générale ordonnant la libération de prévenus incarcérés à Niort et un arrêté ordonnant le transfert d'un détenu de Blaye à Saint-Maixent (pièces 145-147).

- **AN F7/4574-15** - Paris, 6-11 floréal an III (25-30 avril 1795) : le Comité de salut public adresse au Comité de sûreté générale le signalement d'un suspect de Niort (pièces 148-149, un cachet).
- **AN F7/4574-16** - Paris, 30 germinal-7 floréal an III (19-26 avril 1795) : pièces de procédure concernant Grimouard père et fils, anciens nobles de Coulon, émigrés avant sept. 1792 et arrêtés en France au terme de diverses péripéties ; le Comité de sûreté générale ordonne qu'ils soient transférés et traduits devant le Tribunal criminel des Deux-Sèvres (pièces 60-66, l'ordre des pièces a été modifié en une suite chronologique : 60-61, 65-66, 62-64).
- **AN F7/4574-17** - Paris et Niort, 1er floréal-21 prairial an III (20 avril-9 juin 1795) : suite des pièces de procédure concernant Grimouard père et fils, ex-nobles et ex-émigrés ; le père reste à Paris, parce blessé à une jambe, tandis que le fils est acheminé à Niort (pièces 150-170, l'ordre des pièces a été modifié en une suite chronologique : 154-155, 160, 151-153, 161, 170, 162-163, 157, 165, 164, 169, 167, 166, 168, 159, 158, 156, 150).
- **AN F7/4574-18** - Paris, 26 prairial an III (14 juin 1795) : mandat d'arrêt lancé contre René-Gilbert Pilaloum, dénoncé par le Comité révolutionnaire de Thouars (pièce 171).
  - F7 4575. Vendée

#### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article F7/4575, seules les pièces relatives au département de la Vendée sont analysées et numérisées (75 pièces dont l'ordre a été modifié).

- Début de l'insurrection (mars 1793)
  - Vendée
    - **AN F7/4575-1** - 12-14 mars 1793 : copies de lettres écrites depuis Challans, Chantonnay, Palluau Les Sables-d'Olonne et Sainte-Hermine ; les rédacteurs relatent les premiers jours du soulèvement, la progression brutale des insurgés, la riposte impuissante des gardes nationales et demandent des secours aux autorités de Niort et La Rochelle (pièces 1-11, n° écrit au verso de la pièce 10 ; 8 cachets).
      - District de Fontenay
    - **AN F7/4575-2** - Fontenay, Luçon et Maillezais, 11-15 mars 1793 : des patrouilles de gardes nationaux quadrillent la ville de Fontenay, constatent un calme presque général et rencontrent des groupes de campagnards désorientés qu'elles dispersent dans le calme ; des nouvelles inquiétantes proviennent des cantons de Luçon et Maillezais (pièces 12-21 dont l'ordre a été modifié en une suite chronologique : 12, 14-15, 17-19, 21, 20, 16, 13 ; les n° 18 et 19 ne constituent qu'une seule pièce ; 8 cachets).
      - District de Montaigu

- **AN F7/4575-3** - Montaigu, Chantonay et L'Oie, 11-13 mars 1793 : la levée de volontaires est interrompue dans le district ; les gardes nationales sont balayées par 2 000 à 3 000 insurgés venus du canton de Saint-Fulgent ; les autorités demandent des secours (pièces 22-27).
- District de La Roche-sur-Yon
- **AN F7/4575-4** - La Roche-sur-Yon, 12 mars 1793 : la ville serait menacée par des insurgés venant du sud de la Loire-Inférieurs ; les autorités demandent des secours au canton de Sainte-Hermine (pièce 28-29, un cachet).
- Maine-et-Loire
- **AN F7/4575-5** - Angers, 5-15 mars 1793 : 500 à 600 jeunes gens se rassemblent à Cholet le 5 mars contre le tirage au sort ; le 12 mars, la ville d'Angers est assaillie de courriers relatant un embrasement général, avec une plus grande intensité dans les Mauges ; les jours suivants, les autorités essaient de concentrer des forces au nord de la Loire pour rétablir l'ordre au sud (pièces 30-35).
- Bretagne
- **AN F7/4575-6** - Vannes et Nantes, 5-22 mars 1793 (pièces 36-42 dont l'ordre a été modifié : 41-42, 37, 39, 36, 38, 40) : on subodore une correspondance entre l'Angleterre et Granville, en vue d'un débarquement (pièces 41-42) ; le Morbihan est secoué par un soulèvement brutal, notamment dans les régions de Rochefort et La Roche-Bernard : " cette insurrection paraît savamment combinée, puisqu'elle a éclaté en même temps dans tous les points du département " (pièces 37, 39, 36, 38) ; la ville de Nantes se sent menacée de tous côtés (pièce 40).
- Emprisonnements en Vendée (1794-1795)
- **AN F7/4575-7** - Paris, 17 prairial an II (5 juin 1794) : mandat d'arrêt lancé par le Comité de sûreté générale contre Jean-Alexandre Cavoleau, " ex-prêtre et ci-devant vicaire épiscopal, et président du département de la Vendée " (pièce 45).
- **AN F7/4575-8** - Paris, 2-11 fructidor an II (19-28 août 1794) : 4 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de Vendéens incarcérés aux Sables-d'Olonne et à Brouage (pièces 43-44, 46-47).
- **AN F7/4575-9** - Paris, 3-19 vendémiaire an III (24 sept. -10 oct. 1794) : 7 arrêtés du Comité de sûreté générale libérant des prévenus emprisonnés à Fontenay, Brouage et au Mont-Saint-Michel, dont les citoyens Pervinquière et Pichard (pièces 48-54).
- **AN F7/4575-10** - Paris, 6-30 brumaire an III (27 oct. -20 nov. 1794) : 12 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de Vendéens incarcérés à Fontenay, aux Sables-d'Olonne, à Celles-sur-Belle, La Rochelle et Brouage, dont un Merlet de Talmont (pièces 55-65, deux pièces numérotées 63).
- **AN F7/4575-11** - Paris, 7-28 frimaire an III (27 nov. - 18 déc. 1794) : 6 arr

étés du Comité de sûreté générale libérant des prévenus emprisonnés à Fontenay, aux Sables-d'Olonne et à Celles-sur-Belle (pièces 66-71).

- **AN F7/4575-12** - Paris, 19 nivôse-5 ventôse an III (8 janv. - 23 février 1795) : 4 arrêtés du Comité de sûreté générale ordonnant la libération de Vendéens incarcérés à Celles-sur-Belle et à Paris (pièces 74, 72-73, 75).
- F7 4634. Carrier

### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article F7/4634, seuls les deux dossiers relatifs à Carrier sont analysés et numérisés (dossier 1 : pièces 1-28 ; dossier 2 : pièces 29-156). L'ordre des pièces a été modifié.

- Réception et envoi de pièces concernant Carrier
  - **AN F7/4634-1** - Nantes, 20 vendémiaire an III (11 oct. 1794) : le citoyen L'Ebaupin de Vertou, réfugié à Nantes, dénonce Carrier, le Comité révolutionnaire de Nantes et des membres de la société populaire (pièces 95-97).
  - **AN F7/4634-2** - Nantes, 24 vendémiaire an III (15 oct. 1794) : la citoyenne Romagnié de Nantes adresse au Comité de sûreté générale des renseignements sur Carrier et le Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 92-94).
  - **AN F7/4634-3** - Paris, 3 brumaire an III (24 oct. 1794) : le Comité de sûreté générale envoie au Tribunal révolutionnaire de nouvelles pièces concernant le représentant Carrier (pièces 79-81).
  - **AN F7/4634-4** - Paris, 9-10 brumaire an III (30-31 oct. 1794) : le Comité de sûreté générale charge le citoyen Reverchon de remettre à la commission dite des 21 des papiers concernant le représentant Carrier (pièces 75-78).
  - **AN F7/4634-5** - Paris, 10 brumaire an III (31 oct. 1794) : le Comité de sûreté générale fait passer à la commission des 21 un inventaire partiel des pièces relatives au représentant Carrier (pièces 102-104).
  - **AN F7/4634-6** - Paris, 12 brumaire an III (2 nov. 1794) : la commission dite des 21 réceptionne une lettre d'accusation contre Carrier provenant de Nantes (pièces 86-88).
  - **AN F7/4634-7** - Paris, 12 brumaire an III (2 nov. 1794) : la commission dite des 21 réceptionne des pièces sur le représentant Carrier émanant du Comité de salut public, du Comité de sûreté générale et du Comité de législation (pièces 89-91, 18 signatures).
  - **AN F7/4634-8** - Paris, 18 brumaire an III (8 nov. 1794) : le Comité de sûreté générale fait passer à la commission des 21 une lettre du 25 ventôse an II concernant le représentant Carrier (pièces 98-101).
  - **AN F7/4634-9** - Paris, 18-19 brumaire an III (8-9 nov. 1794) : le Comité de sûreté générale envoie à la commission dite des 21 des pièces concernant le représentant Carrier (pièces 82-85).
  - **AN F7/4634-10** - Nantes, 9 frimaire an III (29 nov. 1794) : la municipalité de Nantes fait passer au Comité de sûreté générale des pièces concernant le représentant Carrier et le Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 105-114).

- **AN F7/4634-11** - Paris, 23 frimaire an III (13 déc. 1794) : le Comité de sûreté générale réceptionne une lettre anonyme du 10 frimaire célébrant Carrier pour " avoir écrasé la tyrannie de la Vendée et des Anglais " (pièces 120-123, 2 cachets).
- Saisie de papiers à Nantes
- **AN F7/4634-12** - Paris, 30 vendémiaire-7 brumaire an III (21-28 oct. 1794) : le Tribunal révolutionnaire réceptionne diverses pièces émanant de Nantes et en rapport avec le procès Carrier (pièces 61-67).
- **AN F7/4634-13** - Paris et Nantes, 2-23 brumaire an III (23 oct. - 13 nov. 1794) : vérification des pièces collationnées à Nantes au sujet du représentant Carrier et dénonçant anonymement les représentants Carrier, Hentz, Francastel et le général Huché (pièces 115-119).
- **AN F7/4634-14** - Paris, 2 frimaire an III (22 nov. 1794) : le Comité de sûreté générale mandate le citoyen Lauchet pour aller saisir à Nantes toutes les pièces relatives au procès Carrier (pièces 35-37).
- **AN F7/4634-15** - Nantes, 7-11 frimaire an III (27 nov. -1er déc. 1794) : procès-verbal de l'inventaire des pièces relatives au procès Carrier et relevées à Nantes (pièces 71-74, un cachet). Un autre exemplaire figure dans le carton F/7/4 563, pièce 33.
- **AN F7/4634-16** - Paris et Nantes, 8 frimaire an III (28 nov. 1794) : le représentant du peuple Ruelle et le commissaire Lauchet s'activent pour faire relever à Nantes les pièces originales concernant l'action de Carrier (pièces 50-57, 4 cachets).
- **AN F7/4634-17** - Paris, 15 frimaire an III (5 déc. 1794) : le Comité de sûreté générale confirme la commission du citoyen Lauchet à Nantes (pièces 41-43).
- Surveillance de Carrier avant son incarcération
- **AN F7/4634-18** - Paris, 8-18 brumaire an III (29 oct. - 8 nov. 1794) : correspondance et rapports de police concernant la surveillance exercée sur le représentant Carrier, avec des signalements et le détail de ses fréquentations et déplacements (pièces 124 et 130-156 dont l'ordre a été modifié en une suite chronologique : 124, 154, 156, 153, 155, 137-138, 144, 148, 151, 145, 150, 134, 152, 139, 146-147, 143, 142, 130-131, 141, 140, 136, 135, 132-133, 149).
- **AN F7/4634-19** - Paris, 12 brumaire an III (2 nov. 1794) : arrêté du Comité de sûreté générale relatif à la surveillance du représentant Carrier (pièces 29-30).
- **AN F7/4634-20** - Paris, 22 brumaire an III (12 nov. 1794) : décret de la Convention sur la surveillance du représentant Carrier (pièces 47-49).
- Demande de comparution devant la Convention
- **AN F7/4634-21** - Paris, 30 brumaire an III (20 nov. 1794) : le Comité de sûreté générale ordonne d'amener le représentant Carrier à la Convention et sans armes (pièces 38-40).
- **AN F7/4634-22** - Paris, 3 frimaire an III (23 nov. 1794) : la Convention ordonne au représentant Carrier de comparaître devant elle sur-le-champ (pièces 68-70).
- Incarcération à la Conciergerie

- **AN F7/4634-23** - Paris, 4 frimaire an III (24 nov. 1794) : le représentant Carrier est transféré à la Conciergerie ; on lui retire un pistolet avec lequel il a tenté de se brûler la cervelle (pièces 58-60).
- **AN F7/4634-24** - Paris, 4 frimaire an III (24 nov. 1794) : procès-verbal d'apposition de scellés sur les portes de l'appartement de Carrier (pièces 44-46).
- **AN F7/4634-25** - Paris, 4-6 frimaire an III (24-26 nov. 1794) : incarcéré à la Conciergerie à partir du 4 frimaire, Carrier est surveillé en permanence par deux gendarmes (pièces 125-128 dont l'ordre a été modifié en une suite chronologique : 127, 125, 126, 128 ; un cachet).
- Procès du Comité révolutionnaire de Nantes et de Carrier
- **AN F7/4634-26** - Paris, sans date : acte d'accusation contre Carrier, liste des 237 témoins convoqués et liste des 12 jurés du Tribunal révolutionnaire à choisir parmi 16 noms (pièces 5-9).
- **AN F7/4634-27** - Paris, 22 fructidor an II (8 sept. 1794) : minutes de la confrontation de témoins, dont certains à charge, avec 24 des ex-132 Nantais, lors d'une séance du Tribunal révolutionnaire de Paris (pièce 16).
- **AN F7/4634-28** - Paris, 25 vendémiaire-26 frimaire an III (16 oct. - 16 déc. 1794) : minutes des séances du Tribunal révolutionnaire de Paris lors du procès du Comité révolutionnaire de Nantes, bientôt confondu avec celui de Carrier décrété d'accusation le 5 frimaire ; les pages des cahiers sont divisées en deux colonnes, celle de gauche pour les accusés, celle de droite pour les témoins (14 cahiers numérotés 17 à 28).
- **AN F7/4634-29** - Paris, vendémiaire-26 frimaire an III (oct. -16 déc. 1794) : dénonciations de Carrier et annonce du jugement du Tribunal révolutionnaire de Paris condamnant à mort Carrier, Grandmaison et Pinard (pièces 31-33).
- **AN F7/4634-30** - Paris, sans date : liste des 14 jurés du Tribunal révolutionnaire (dont 2 suppléants) et détail de leurs votes lors du jugement de Carrier et des 32 membres du Comité révolutionnaire de Nantes (pièce 34 numérotée 35 à partir du feuillet 6).
- **AN F7/4634-31** - Paris, sans date : pièces écrites par le citoyen Roussel, juré du Tribunal révolutionnaire de Paris (pièces 1-4).
- **AN F7/4634-32** - Paris et Nantes, brumaire à fructidor an II (oct. 1793 à sept. 1794) : pièces hétéroclites sur les 132 Nantais accusés par Carrier et la compagnie Marat de Nantes (pièces 11-15). 1793-1794
- **AN F7/4634-33** - Paris, 28 frimaire an III (18 déc. 1794) : minutes d'une séance du Tribunal révolutionnaire de Paris sans rapport avec le procès Carrier (pièce 10).
- Pamphlet
- **AN F7/4634-34** - Pamphlet imprimé "Bas la tête de Carrier et toutes celles qui lui ressemblent" (pièce 129). 1794

- Série F19. Cultes. Prêtres réfractaires (an IV-an V)

- F19 1011. Loire-Inférieure

## Présentation Du Contenu :

L'article F 19/1011 contient des pièces relatives aux prêtres réfractaires dans sept départements. Seules celles de la Loire-Inférieure sont analysées et numérisées, décembre 1795-août 1796 ( pièces numérotées 144 à 203 et 161bis).

- **AN F19/1011-1** - Ancenis, 16 floréal an IV (5 mai 1796) : les anciens insurgés continuent de rendre leurs armes et des prêtres réfractaires font allégeance à la République (pièces 144-145).
- **AN F19/1011-2** - Nantes, fructidor an IV (août 1796) : 27 prêtres emprisonnés à Nantes ou cachés dans les environs demandent au Conseil des Cinq-Cents leur libération et leur droit à vivre au grand jour (pièces 146-147).
- **AN F19/1011-3** - Paris, 6 germinal an IV (26 mars 1796) : le ministre de l'Intérieur envoie au ministre de la Police, Cochon de Lapparent, une dizaine de lettres saisies à la poste de Nantes ; huit d'entre elles émanent de prêtres réfractaires correspondant avec leur famille, dont trois adressées de l'Espagne ; ils espèrent le retour à la paix, tandis que l'un d'entre eux fait dans le prophétisme ; les deux dernières lettres proviennent de volontaires républicains qui livrent quelques détails sur la poursuite et la prise de Charette (pièces 148-160).
- **AN F19/1011-4** - Varades, 22 prairial an IV (10 juin 1796) : le juge de paix du canton relate une entrevue mouvementée qu'il a eue à Montrelais avec l'abbé Ferré, un prêtre réfractaire qui conteste la légitimité de la République ; il l'a laissé en liberté mais veut savoir si l'amnistie permet ce genre d'attitude (pièce 161).
- **AN F19/1011-5** - Nantes, 6-11 germinal an IV (26-31 mars 1796) : pétition et correspondance en faveur de Béranger fils (ou Berranger), originaire de Bouaye, ancien séminariste devenu clerc d'avoué à Nantes, puis emprisonné au Bon Pasteur (pièces 161bis-173).
- **AN F19/1011-6** - Nantes, Ancenis et Machecoul, 18-28 germinal an IV (7-17 avril 1796) : le département envoie au ministre de la police des lettres des commissaires exécutifs d'Ancenis et Machecoul qui contestent la pacification religieuse encouragée par le général Hoche et dénoncent des prêtres réfractaires de leur région (pièces 174-178).
- **AN F19/1011-7** - Nantes et Moisdon, 23 floréal-15 prairial an IV (12 mai-3 juin 1796) : l'ancien curé de Moisdon, Jean-Jacques Gauthier, est emprisonné au Bon Pasteur depuis le 19 floréal ; des habitants de Moisdon envoient une pétition en sa faveur avec une quarantaine de signatures (pièces 179-183).
- **AN F19/1011-8** - Nantes et Blain, 22 floréal-20 prairial an IV (11 mai-8 juin 1796) : conflit entre le commissaire exécutif de Blain et un commandant de la force armée au sujet de divers prêtres réfractaires (pièces 184-196).
- **AN F19/1011-9** - Nantes et Saint-Nazaire, 16 frimaire-1er fructidor an IV (7 déc. 1795-18 août 1796) : des habitants de Saint-Nazaire demandent la libération de leur curé, René-Marie Rouaud ; leur pétition est signée par près de 90 personnes (pièces 197-202). 1795-1796
- **AN F19/1011-10** - Canton de Bouguenais, fin frimaire an V (déc. 1795) : un citoyen anonyme qui craint " d'être égorgé " dénonce au ministre de la police les deux frères Léger ; ils exercent le culte dans sa région et rassemblent des foules (pièce 203).
  - F19 1012. Maine-et-Loire

## Présentation Du Contenu :

L'article F 19/1012 contient des pièces relatives aux prêtres réfractaires dans huit départements. Seules celles du Maine-et-Loire sont analysées et numérisées, janvier-août 1796 (pièces numérotées 1 à 87, 10bis et 10 ter ).

- **AN F19/1012-1** - Angers et Paris, 25 nivôse-1er fructidor an IV (15 janv.-18 août 1796) : correspondance entre le Tribunal criminel et le ministre de la justice à propos d'un prêtre réfractaire, l'abbé Grelier, emprisonné à Angers ; la question se pose de l'exécuter, le bannir ou simplement le libérer (pièces 1-9).
- **AN F19/1012-2** - Note anonyme et isolée sur le danger que font courir au département les prêtres " réfractaires et rétractaires " (pièces 10-10ter).
- **AN F19/1012-3** - Angers, 1er germinal an IV (21 mai 1796) : le commissaire du Directoire exécutif écrit au ministre de la police pour faire arrêter un prêtre réfractaire de Brain-sur-Allonnes réfugié à Orléans (pièces 11-13).
- **AN F19/1012-4** - Angers, 1er-7 germinal an IV (21-27 mars 1796) : arrêté ordonnant aux administrations municipales d'enquêter sur les prêtres de leur ressort et de faire arrêter tous ceux qui seraient en infraction avec la loi (pièces 14-19).
- **AN F19/1012-5** - Angers et Paris, 27 pluviôse-11 thermidor an IV (16 fév.-29 juill. 1796) : deux prêtres réfractaires de Bourgueil (Indre-et-Loire), les abbés Tallonneau et Château, écrivent à l'hôpital de Baugé (Maine-et-Loire) ; leur courrier est saisi et le commissaire exécutif local se démène pour les faire appréhender ; l'abbé Château demeure introuvable, tandis que l'abbé Tallonneau est arrêté, prête le serment requis et devient assesseur d'un juge de paix (pièces 20-39).
- **AN F19/1012-6** - Angers, 2 floréal-13 prairial an IV : le commissaire exécutif près la municipalité d'Angers dénonce au ministre de la police la conduite des " anarchistes " et des " amnistiés " dans la ville (pièces 41-48). 1796
- **AN F19/1012-7** - Angers et Paris, 27 prairial-7 thermidor an IV (15 juin-25 juill. 1796) : enquête et poursuites diligentées par le commissaire du Directoire exécutif d'Angers contre des " rassemblements fanatiques " qui ont lieu chroniquement en périphérie d'Angers, au Champ-Saint-Nicolas, que d'anciens insurgés appellent le " Champ-des-Martyrs " ; des exécutions de masse y ont eu lieu sous la Terreur ; sont joints le procès-verbal d'une inspection opérée le 27 prairial avec une soixantaine de gendarmes et l'interrogatoire, le 4 thermidor, d'une femme emprisonnée pour avoir fréquenté les lieux (pièces 40 et 49-66).
- **AN F19/1012-8** - Angers et Châteauneuf, 18 messidor-3 thermidor an IV (6-21 juill. 1796) : mesures prises par les commissaires exécutifs d'Angers et de Châteauneuf au sujet de l'exercice du culte (pièces 67-73).
- **AN F19/1012-9** - Paris et Angers, 11 nivôse-12 thermidor an IV (1er janv.-30 juill. 1796) : l'administration du département demande l'arrestation et la déportation de l'ancien évêque d'Angers, Couet du Vivier de Lory, âgé de 70 ans et vivant à Paris ; le ministre de la police le fait interroger, constate qu'il respecte la loi et le laisse libre de ses mouvements (pièces 74-79).
- **AN F19/1012-10** - Angers et Paris, 2 thermidor-8 fructidor an IV (20 juill.-25 août 1796) : correspondance du commissaire du Directoire exécutif avec le ministre de la police au sujet de l'application de la loi à l'égard du clergé, suite au traité de paix passé entre le général Hoche et les chefs chouans (pièces 80-87).
  - F19 1016. Deux-Sèvres

#### **Présentation Du Contenu :**

L'article F 19/1016 contient des pièces relatives aux prêtres réfractaires dans neuf

départements. Seul le dossier des Deux-Sèvres est analysé et numérisé, août-novembre 1796 ( pièces numérotées 199 à 226). A noter que seules les pièces 206 et 207 concernent les Deux-Sèvres, le reste est constitué de petits dossiers sur d'autres départements de l'Ouest intégrés à celui des Deux-Sèvres pour des raisons inconnues.

- **AN F19/1016-1** - Rennes, Nantes et Fontenay, 26 thermidor-28 fructidor an IV (13 août-14 sept. 1796) : le commissaire spécial du pouvoir exécutif, Le Tellier, affecté à la Vendée et à la Loire-Inférieure, signale au ministre de la police que la pacification en cours occasionne quelques malentendus à propos du serment que doivent prêter les anciens prêtres réfractaires, à cause surtout de l'intervention du général Hoche et de ses officiers ; il rappelle que cette question relève des seules autorités civiles (pièces 199-205).
- **AN F19/1016-2** - Angers, 30 fructidor an IV (16 sept. 1796) : le commissaire spécial du Directoire exécutif, Dumas, affecté en Maine-et-Loire et dans les Deux-Sèvres, rend compte au Directoire d'une tournée qu'il a effectué dans le nord des Deux-Sèvres ; de nombreux villages sont en ruines, de même que Bressuire et Châtillon-sur-Sèvre ; il demande des aides pour relancer l'agriculture et les manufactures et des troupes disciplinées pour tenir le pays ; il se méfie des anciens nobles, mais pense que l'on peut compter sur le clergé, y compris anciennement réfractaire ; les prêtres ne prêchent plus la révolte et s'attachent au culte et à des missions humanitaires (pièces 206-207).
- **AN F19/1016-3** - Caen, 10 brumaire an V (31 oct. 1796) : le commissaire exécutif près l'administration du Calvados, Lévêque, expose au ministre de la police les problèmes posés par des émigrés qui attisent la chouannerie dans son département ; il met également en cause des juges de paix qui ferment les yeux sur les violences et brigandages (pièces 208-209, lettre en double exemplaire).
- **AN F19/1016-4** - Guingamp, 2 frimaire an V (22 nov. 1796) : le commissaire exécutif Hello, en charge de Guingamp, dénonce au ministre de la police la présence à Lorient d'un émigré suspect, Bahuno Liscoët, et demande de le faire appréhender (pièces 210-211).
- **AN F19/1016-5** - Quimper, 28 brumaire an V (18 nov. 1796) : le commissaire exécutif près l'administration centrale du Finistère écrit au ministre de la police et lui déclare qu'il approuve la pacification en cours ; il pense toutefois que les anciens prêtres réfractaires sont irrécupérables et " qu'il sera très difficile, peut-être même impossible que ces hommes prêchent jamais la soumission aux lois de la République " (pièces 212-214).
- **AN F19/1016-6** - Rennes, 3e jour complémentaire de l'an IV (19 sept. 1796) : le commissaire exécutif Beaugeard, en charge de l'Ille-et-Vilaine, assure au ministre de la police qu'il appliquera avec humanité la législation en vigueur sur les prêtres réfractaires (pièce 215).
- **AN F19/1016-7** - Nantes, 28 fructidor an IV-9 brumaire an V (14 sept.-30 oct. 1796) : le commissaire exécutif Letourneux, affecté à la Loire-Inférieure, signale au ministre de la police qu'il a envoyé une circulaire à ses commissaires de canton pour enquêter sur la situation des prêtres réfractaires (pièces 216-219).
- **AN F19/1016-8** - Angers, 1er jour complémentaire de l'an IV (17 sept. 1796) : le commissaire exécutif Monnier, affecté au Maine-et-Loire, expose ses doutes au ministre de la police au sujet des prêtres réfractaires ; il craint des interprétations différentes de la loi entre les tribunaux et les administrations civiles (pièce 220).
- **AN F19/1016-9** - Saint-Lô, 12 brumaire an V (2 nov. 1796) : le commissaire exécutif



près l'administration centrale de la Manche signale au ministre de la police que la chouannerie persiste dans son département, surtout dans la moitié sud, malgré l'amnistie ; il en rend responsables " la présence et les manœuvres des prêtres fanatiques " (pièces 221-222, lettre en deux exemplaires).

- **AN F19/1016-10** - Laval, 13 brumaire an V (3 nov. 1796) : le commissaire exécutif près l'administration de la Mayenne signale son zèle au ministre de la police pour faire appliquer les lois en vigueur au sujet des émigrés et des prêtres réfractaires (pièces 223-226).
- F19 1017. Vendée

### **Présentation Du Contenu :**

L'article F 19/1017 contient des pièces relatives aux prêtres réfractaires dans cinq départements. Seules celles de la Vendée sont analysées et numérisées, mai-septembre 1796 ( pièces numérotées 1 à 43, 15bis et 15 ter).

- **AN F19/1017-1** - - Fontenay-le-Comte et Les Sables-d'Olonne, 28 floréal-12 messidor an IV (17 mai-30 juin 1796) : le commissaire exécutif de la Vendée, Coyaux, et le commissaire spécial, Le Tellier, protestent auprès du ministre de la police ; ils ont appris que le juge de paix du canton des Sables-d'Olonne, Sourouille, s'est fait marier par un prêtre réfractaire à Venansault ; ils demandent sa destitution (pièces 1-14, suite aux pièces 22-24).
- **AN F19/1017-2** - Fontenay, 13-19 floréal an IV (2-8 mai 1796) : le commissaire spécial Le Tellier demande au Directoire exécutif de statuer sur les prêtres réfractaires qui ont profité de la pacification de Hoche pour réapparaître au grand jour ; il joint une pétition d'habitants de La Ferrière en faveur d'un curé avec plus de 70 signatures (pièce 19): " on ne peut espérer qu'ils cessent de mettre à profit l'aveuglement et la crédulité du peuple pour entretenir le fanatisme et les préjugés dans son cœur " (pièces 15-21, une affiche imprimée).
- **AN F19/1017-3** - Fontenay, 5 prairial an IV (24 mai 1796) : le commissaire spécial Le Tellier demande au ministre de la police la destitution du juge de paix des Sables-d'Olonne (pièces 22-24, suite des pièces 1-14).
- **AN F19/1017-4** - Saint-Gilles-sur-Vie, 19 prairial-25 messidor an IV (7 juin-13 juill. 1796) : le commissaire exécutif près le canton de Saint-Gilles écrit au ministre de la police que la paix règne dans sa région, mais qu'il sent monter une fermentation populaire ; il en accuse des ex-émigrés et des prêtres réfractaires ; il déplore que les généraux commandant aux Sables-d'Olonne " fréquentent assidûment la ci-devant caste nobiliaire " (pièces 25-28).
- **AN F19/1017-5** - Paris et Fontenay, 1er messidor-1er thermidor an IV (19 juin -19 juill. 1796) : le commissaire exécutif Coyaux signale au ministre de la police que la situation de son département s'améliore chaque jour et qu'on met en place des " autorités constituées " ; néanmoins, il faut rester sur ses gardes et éviter de retirer trop de troupes de la rive gauche de la Loire ; le général Hoche estime que 14 000 hommes suffiront en Vendée (pièces 29-32).
- **AN F19/1017-6** - Fontenay, Angers et Rennes, 24 prairial an IV-2 vendémiaire an V (12 juin-23 sept. 1796) : échanges entre le commissaire exécutif Coyaux, le général Hoche et le ministre de la police sur l'attitude à adopter vis-à-vis des prêtres réfractaires ; Coyaux est partisan de la manière forte, Hoche prône la tolérance, sauf à mener une guerre de cent ans ; le général joint une pétition de seize curés vendéens et de onze " patriotes réfugiés de la Vendée " (pièces 33-43).

- Série BB3. Tribunaux militaires et criminels

- BB3 8. Granville, Nantes, Laval, Les Sables-d'Olonne et Fontenay-le-Comte

**Présentation Du Contenu :**

L'article BB 3/8 contient huit dossiers. Seuls quatre dossiers (Granville, Nantes, Laval, Les Sables-d'Olonne et Fontenay-le-Comte) sont analysés et numérisés ( avril 1793-juin 1794).

- Commission militaire de Granville

- **AN BB3/8-1** - Granville, 29 brumaire an II (19 nov. 1793) : condamnation à mort d'une douzaine d'accusés prévenus d'avoir participé à l'attaque de Granville par les insurgés vendéens ; le tribunal renvoie à plus tard le jugement de trois autres accusés (pièces manuscrites : 1-2, affiche imprimée : 5 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 3-4) non numérisés).
- **AN BB3/8-2** - Granville, 2 frimaire an II (22 nov. 1793) : condamnation à mort d'un ressortissant suisse, Antoine Acremann, et d'un ressortissant belge, Etienne Padher, prévenus d'avoir accompagné l'armée vendéenne (affiche imprimée : pièce 7 ; doubles exemplaires (pièces 6, 8-11) non numérisés).
- **AN BB3/8-3** - Granville, 2 et 26 frimaire, 14 pluviôse an II (22 nov., 16 déc. 1793 et 2 fév. 1794) : acquittement de Michel-Victor Brige, ancien capitaine de fédérés, accusé faussement d'espionnage ; renvoi comme suspect devant la Commission administrative de la Manche de Léonor-Marie Pouret, ex-noble ; condamnation à la réclusion perpétuelle de Pierre Le Toux, aliéné mental, pour avoir renseigné les rebelles vendéens (pièces manuscrites : 12-13 ; affiches imprimées : pièces 16, 18, 23 ; doubles exemplaires des trois affiches (pièces 14-15, 17, 19-20, 21-22, 24) non numérisés). 1793-1794
- **AN BB3/8-4** - Granville, 12 nivôse an II (1er janv. 1794) : condamnation à mort de Jacques Dugué, laboureur, sympathisant avéré des rebelles vendéens (affiche imprimée : pièce 28 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 25-27) non numérisés).
- **AN BB3/8-5** - Granville, 16 nivôse an II (5 janv. 1794) : condamnation à mort de René-Félix Tesson, ex-noble, pour avoir aidé les insurgés vendéens (affiche imprimée avec cachet : pièce 26 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 27-29) non numérisés). A noter que deux séries de pièces sont numérotées de 26 à 28 (voir l'article précédent).
- **AN BB3/8-6** - Granville, 25 nivôse an II (14 janv. 1794) : condamnation à deux ans de fers de François Molière, canonnier parisien convaincu de vols à Granville (affiche imprimée : pièce 33 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 30-32, 34) non numérisés).
- **AN BB3/8-7** - Granville, 27 nivôse an II (16 janv. 1791) : condamnation à un an de fers de François Delisle, volontaire, pour le vol d'un portefeuille (affiche imprimée : pièce 38 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 35-37, 39) non numérisés).
- **AN BB3/8-8** - Granville, 28-30 nivôse an II (17-19 janv. 1794) : acquittement de treize habitants de Marcilly (Manche), accusés sans preuve d'avoir pillé le presbytère ; condamnation à trois mois de prison du curé du lieu, Jean François

d'Aligant, pour dénonciation calomnieuse (affiche imprimée : pièce 41 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 40, 42-43) non numérisés). A noter : pas de pièce numérotée 44.

- **AN BB3/8-9** - Granville, sans date et 4 pluviôse an II (23 janv. 1794) : condamnation à cinq ans de fers de Victor Lambert, volontaire déserteur, et acquittement de six habitants de Marcilly (Manche), accusés sans preuve d'avoir pillé le presbytère du village (pièces manuscrites : 45-47 ; affiches imprimées : pièces 50, 56 ; doubles exemplaires des deux affiches (pièces 48-49, 51-53, 54-55, 57-59) non numérisés).
- **AN BB3/8-10** - Granville, 17 pluviôse an II (5 févr. 1794) : condamnation à mort de Jacques Blandin, habitant de Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), pour avoir fait partie de l'armée vendéenne (affiche imprimée avec cachet : pièce 60 ; doubles exemplaires de l'affiche (pièces 61-63) non numérisés).
- **AN BB3/8-11** - Granville, 22-29 ventôse an II (12-17 mars 1794) : condamnation à mort de deux hommes de la Manche, Gilles Goupil et François Gilbert, convaincus d'avoir aidé les rebelles vendéens ; acquittement de Michel Charpentier, ancien perruquier, victime de fausses accusations (pièces manuscrites : 64-66 ; affiches imprimées : pièces 69, 72, 76 ; doubles exemplaires des trois affiches (pièces 67-68, 70-71, 73-75, 77-78) non numérisés).
  - Tribunal criminel révolutionnaire de Nantes
- **AN BB3/8-12** - Nantes, 18 avril 1793-19 prairial an II (7 juin 1794) : constitution du Tribunal criminel de la Loire-Inférieure en Tribunal révolutionnaire, remplacement de Phélippe-Tronjolly et clôture de la section de Guérande (pièces 1-10).
  - Commission militaire de Laval
- **AN BB3/8-13** - Laval, 30 germinal-20 prairial an II (19 avril-8 juin 1794) : correspondance, extraits de jugements et listes de condamnés à mort ; les 31 chouans condamnés ont de 17 à 62 ans ; ce sont essentiellement des laboureurs et des artisans ; y figurent deux demoiselles Cottereau de Saint-Ouën-des-Toits, près de Laval (pièces 1-12).
- **AN BB3/8-14** - Laval, 3 germinal-11 prairial an II (23 mars-30 mai 1794) : correspondance et condamnation à mort de onze prévenus, considérés comme chouans ou membres de l'armée vendéenne (pièces 30-41, trois affiches imprimées).
  - Commissions militaires des Sables-d'Olonne et de Fontenay-le-Comte
- **AN BB3/8-15** - Les Sables-d'Olonne, 10 frimaire-23 ventôse an II (30 nov. 1793-13 mars 1794) : correspondance avec le ministère de la justice ; depuis mars 1793, la commission militaire a fait exécuter " près de cent scélérats " et renvoyé " un plus grand nombre encore " au Tribunal criminel du département ; ses membres demandent s'ils peuvent aussi procéder à des acquittements ou envoyer des prévenus au Tribunal révolutionnaire de Paris (pièces 55-64). 1793-1794
- **AN BB3/8-16** - Fontenay, 1<sup>er</sup> messidor an II (19 juin 1794) : copie certifiée de la liste des 198 prévenus condamnés à mort par la commission militaire du 23 frimaire au 26 germinal an II (13 déc. 1793-15 avril 1794) ; la liste mentionne au minimum l'identité des condamnés et la date de leur jugement ; beaucoup

d'autres sont identifiés par âge et profession (pièces 65-66).

- BB3 11. Nantes et Angers

### **Présentation Du Contenu :**

L'article BB 3/11 contient dix-huit dossiers. Seuls deux dossiers relatifs aux tribunaux criminels de Nantes et d'Angers sont analysés et numérisés (8 et 15 pièces).

- Tribunal criminel de Nantes

- **AN BB3/11-1** - Nantes, 19 prairial an II (7 juin 1794) : Phélippe-Tronjolly, accusateur public, envoie au ministre de la justice la liste des prévenus de son département condamnés à mort ou à la déportation depuis mars 1793, ainsi qu'un plaidoyer pro domo ; la liste contient près de 300 noms, dont 34 pour des condamnations à la déportation (pièces 1-8 ou 134-138).

- Tribunal criminel d'Angers

- **AN BB3/11-2** - Angers, 1er pluviôse et 22 prairial an II (20 janv. et 10 juin 1794) : envoi au ministre de la justice de deux jugements ; condamnation à mort d'Etienne-Robert Girault, dit Laporte, ancien lieutenant-colonel, convaincu d'avoir appuyé les insurgés ; condamnation à mort de Louis-Jacques Lacroix, curé réfractaire de Saint-Macaire-en-Mauges, caché à Champtocé (pièces 1-7 ou 158-164, deux affiches imprimées).
- **AN BB3/11-3** - Angers, 16 messidor-7 thermidor an II (4-25 juill. 1794) : envoi de six jugements ; condamnation à 12 ans de fers de Charles Plot, Nicolas Cherville, Louis Thébault et Joseph Tenier, quatre notables d'Angers convaincus de vol de biens d'émigrés ; condamnation à 24 ans de fers de Joseph Touche et Jacques Barault, deux particuliers de Saint-Sulpice accusés de vols à main armée ; condamnation à mort de François Chabanel et Mathurin Pasquier, prêtres réfractaires, et des trois soeurs qui les cachaient à Daumeray, Renée, Jeanne et Marie Beron ; remise en liberté de cinq élus ou administrateurs des Essarts, accusés à tort de négligence ; condamnation à 6 ans de détention d'un voleur de cheval à Durtal ; condamnation à 4 ans de fers d'un cambrioleur à Angers (pièces 8-15 ou 165-172, trois affiches imprimées).

- BB3 15. Tribunal criminel de Niort

### **Présentation Du Contenu :**

L'article BB 3/15 contient neuf dossiers. Seul le dossier relatif au tribunal criminel de Niort est analysé et numérisé ( 148 pièces, avril 1793-nov. 1794). Les notifications de jugement sont conservées en deux ou trois exemplaires validés chacun par le cachet du tribunal criminel du département des Deux-Sèvres.

- **AN BB3/15-1** - Niort, 8 nivôse-30 germinal an II (28 déc. 1793-19 avril 1794) : courrier de l'accusateur public accompagnant les copies de jugements rendus du 1er avril 1793 au 20 germinal an II (pièces 1-5). 1793-1794
- **AN BB3/15-2** - Niort, 1er avril 1793 : condamnation à mort de Louis Hayer, prêtre, pour " avoir pris part aux révoltes " du département et des départements voisins (deux copies du jugement, pièces 6-7).
- **AN BB3/15-3** - Niort, 5 brumaire an II (25 oct. 1793) : condamnation à mort de

Benjamin Chollet, domestique d'un émigré de Sainte-Verge, parti en 1792, rentré en France et appréhendé en février 1793 (trois copies du jugement, pièces 8-10).

- **AN BB3/15-4** - Niort, 13 brumaire an II (3 nov. 1793) : condamnation à mort de Jean-Baptiste Delétang, comme chef des émeutiers (trois copies du jugement, pièces 11-13) ; condamnation à mort de Jean Gauvin, aubergiste de La Chapelle-Thireuil, comme " commandant des émeutiers " (trois copies du jugement, pièces 14-16).
- **AN BB3/15-5** - Niort, 14 brumaire an II (4 nov. 1793) : condamnation à mort de Côme-Gabriel-Jean-Jacques Morineau, surnommé Desroches, " ci-devant garde de Louis Capet ", parce qu'émigré en janvier 1792 et rentré à Oiron en février 1793 (trois copies du jugement, pièces 17-19).
- **AN BB3/15-6** - Niort, 27 brumaire an II (17 nov. 1793) : condamnation à mort de Pierre-Henri Lafargues, de Faye-l'Abbesse, comme " commissaire des vivres des armées catholiques et royales " (trois copies du jugement, pièces 20-22) ; condamnation à mort de Louis Fradin, maire et greffier du juge de paix d'Amailoux, comme " membre du comité paroissial établi par les rebelles " (trois copies du jugement, pièces 23-25).
- **AN BB3/15-7** - Niort, 28 brumaire an II (18 nov. 1792) : condamnation à mort de Charles Merceron, de Boismé, comme " chef et agent des révoltés " (trois copies du jugement, pièces 26-28).
- **AN BB3/15-8** - Niort, 2 frimaire an II (22 nov. 1794) : condamnation à mort de Jean Voyer, domestique d'Amailoux et agent de l'émigré Chataigner, pour avoir pris part à l'insurrection (deux copies du jugement, pièces 29-30).
- **AN BB3/15-9** - Niort, 12 frimaire an II (2 déc. 1793) : condamnations à mort d'Henri Bernard et d'Alexis Vincent, de La Chapelle-Saint-Laurent, comme chefs des insurgés (deux copies de chaque jugement, pièces 31-34).
- **AN BB3/15-10** - Niort, 13 frimaire an II (3 déc. 1793) : condamnations à mort de Louis Gauffreteau, maçon, et de Jean Guichard, vicaire de La Chapelle-Saint-Laurent, pour avoir pris part aux " révoltes et émeutes contre-révolutionnaires " (deux copies de chaque jugement, pièces 35-38).
- **AN BB3/15-11** - Niort, 14 frimaire an II (4 déc. 1793) : condamnation à la déportation à vie de Jacques Chabeauty, de Néry, greffier de la municipalité, pour avoir suivi la cause des rebelles (deux copies du jugement, pièces 39-40) ; condamnation à mort de Jacques-François Tallery, curé de La Chapelle-Saint-Laurent, comme instigateur des révoltes (deux copies du jugement, pièces 41-42).
- **AN BB3/15-12** - Niort, 15 frimaire an II (5 déc. 1793) : condamnations à mort de François Gabriel Vason et de Jean Furgier, membres de la municipalité de Faye-l'Abbesse, comme " membres du comité établi par les rebelles " (deux copies de chaque jugement, pièces 43-46).
- **AN BB3/15-13** - Niort, 17 frimaire an II (7 décembre 1793) : condamnations à mort d'Etienne Vergnaud et de François Allard, de Chiché, l'un comme " membre du comité établi par les rebelles ", l'autre comme " chef et instigateur des révoltés " (deux copies de chaque jugement, pièces 47-50).
- **AN BB3/15-14** - Niort, 18 frimaire an II (8 déc. 1793) : condamnation à mort de René Bigot, de Chiché, comme membre des insurgés (deux copies du jugement, pièces 51-52).
- **AN BB3/15-15** - Niort, 19 frimaire an II (9 déc. 1793) : condamnation à mort de François-Jean René, de Chiché, pour avoir réquisitionné du bétail au profit des révoltés (deux copies du jugement, pièces 53-54).
- **AN BB3/15-16** - Niort, 20 frimaire an II (10 déc. 1793) : condamnation à la

déportation à vie de Pierre Bazin, menuisier de Chiché, pour avoir participé aux " émeutes et révoltes contre-révolutionnaires " (deux copies du jugement, pièces 55-56).

- **AN BB3/15-17** - Niort, 21 frimaire an II (11 déc. 1793) : condamnation à mort de Denis Croizé, tisserand de Chiché, comme " membre du comité établi par les rebelles " (deux copies du jugement, pièces 57-58).
- **AN BB3/15-18** - Niort, 12 nivôse an II (1er janv. 1794) : condamnations à mort d'Augustin Godeau, 53 ans, sellier de La Chapelle-Saint-Laurent, et de Hyacinthe Jollivet, 40 ans, ancien curé de Faye-l'Abbesse, comme chefs des insurgés (trois copies de chaque jugement, pièces 59-64).
- **AN BB3/15-19** - Niort, 13 nivôse an II (2 janv. 1794) : condamnations à mort de Louis Gingro, 28 ans, domestique, natif de Boismé, et de Daniel Caillaud, 62 ans, curé de Boismé, le premier comme agent de Perreau, commandant de l'artillerie des insurgés, le second comme chef des " révoltes et émeutes contre-révolutionnaires " (trois copies de chaque jugement, pièces 65-70).
- **AN BB3/15-20** - Niort, 18 nivôse an II (7 janv. 1794) : condamnation à mort de Pierre Bonneau, 27 ans, domestique de Saint-Pardoux, pour avoir pris part à l'insurrection vendéenne (trois copies du jugement, pièces 71-73).
- **AN BB3/15-21** - Niort, 20 nivôse an II (9 janv. 1794) : condamnation à mort de Pierre-Rolle Millaguet, 60 ans, ancien contrôleur du sel de La Flocelière (Vendée), comme " membre du comité établi par les rebelles " (trois copies du jugement, pièces 74-77).
- **AN BB3/15-22** - Niort, 2 pluviôse an II (21 janv. 1794) : condamnations à mort de Pierre Guignard, 40 ans, charpentier de La Peyratte, de Pierre Jamart, 32 ans, cordonnier du Busseau, et de Pierre Billaud, 42 ans, charpentier de La Chapelle-Thireuil, comme chefs ou instigateurs de la rébellion (deux copies de chaque jugement, pièces 78-83).
- **AN BB3/15-23** - Niort, 3 pluviôse an II (22 janv. 1794) : condamnations à mort de René Goffreteau, 40 ans, bordier de Chiché, de Jean Tranchet, 26 ans, bordier de Chiché, et de Pierre Bourreau, 24 ans, maréchal de Chiché, comme chefs ou membres des insurgés (deux copies de chaque jugement, pièces 84-87).
- **AN BB3/15-24** - Niort, 4 pluviôse an II (23 janv. 1794) : condamnation à mort de Jean Gatard, 36 ans, métayer de Chiché, comme " instigateur des révoltés " (deux copies du jugement, pièces 88-89).
- **AN BB3/15-25** - Niort, 5 pluviôse an II (24 janv. 1794) : condamnation à mort de Jean Dugât, 35 ans, marchand de moutons à Chiché, comme " chef et instigateur des révoltés " (deux copies du jugement, pièces 90-91).
- **AN BB3/15-26** - Niort, 7 pluviôse an II (26 janv. 1794) : condamnation à mort de Jacques Guignard, 50 ans, acheteur de guenilles à Chiché, comme " instigateur et pillard " (deux copies du jugement, pièces 92-93).
- **AN BB3/15-27** - Niort, 8 pluviôse an II (27 janv. 1794) : condamnations à mort d'Auguste Berton, 26 ans, menuisier à Chiché, de Charles Deguil, 40 ans, bordier au Breuil-Bernard, et de Pierre Manpeller, 42 ans, travaillant de l'étoffe au Breuil-Bernard, comme " pillards, instigateurs et recruteurs " de l'insurrection vendéenne (deux copies de chaque jugement, pièces 94-97).
- **AN BB3/15-28** - Niort, 9 pluviôse an II (28 janv. 1794) : condamnations à mort de François Charbonnier, 43 ans, laboureur de Faye-l'Abbesse, d'Augustin Baranger, 33 ans, cordonnier de Chiché, et de Pierre Fauchereau, 37 ans, métayer à Chiché, comme " pillards et instigateurs " (deux copies de chaque jugement, pièces 98-101).
- **AN BB3/15-29** - Niort, 11 pluviôse an II (30 janv. 1794) : condamnations à mort de

Louis Colin, 45 ans, bordier d'Amailloux, et de René Grimaud, 45 ans, marchand d'Amailloux, comme membres de l'insurrection vendéenne (deux copies de chaque jugement, pièces 102-105).

- **AN BB3/15-30** - Niort, 13 pluviôse an II (1er fév. 1794) : condamnations à mort de Louis Gris, 19 ans, charbonnier, d'Aubin Billy, 30 ans, journalier, et de Jean Samson, 25 ans, journalier, tous trois d'Amailloux, comme " pillards et instigateurs " du soulèvement vendéen (deux copies de chaque jugement, pièces 106-111).
- **AN BB3/15-31** - Niort, 17 pluviôse an II (5 fév. 1794) : condamnations à mort de Pierre Bernardeau, 45 ans, charpentier à Beugnon, Jean Potiron, 43 ans, sabotier à Begnon et de Jean Robin, 54 ans, charpentier à Vernoux, comme " instigateurs et meurtriers " ; Pierre Penel, 37 ans, chapelier à Vernoux, " simple révolté ", maintenu en état d'arrestation (deux copies de chaque jugement, pièces 112-115).
- **AN BB3/15-32** - Niort, 18 pluviôse (6 fév. 1794) : condamnations à mort de François Maulevrier, 40 ans, et de Jean Barraud, 54 ans, journaliers de Vernoux, comme insurgés et " meurtriers " (deux copies du jugement, pièces 116-117).
- **AN BB3/15-33** - Niort, 19 pluviôse an II (7 fév. 1794) : condamnation à mort de René Girard, 32 ans, maçon de Vernoux, comme " chef, recruteur, enrôleur et instigateur " (deux copies du jugement, pièces 118-119).
- **AN BB3/15-34** - Niort, 20 pluviôse an II (8 fév. 1794) : condamnations à mort de François Croizé, 34 ans, et de Jean Verger, 25 ans, maçons de Vernoux, comme " instigateurs et pillards " (deux copies du jugement, pièces 120-121).
- **AN BB3/15-35** - Niort, 27 pluviôse an II (15 fév. 1794) : condamnation à mort de Louis-Gabriel Lafargues, 24 ans, de Clessé, comme " instigateur " (deux copies du jugement, pièces 122-123).
- **AN BB3/15-36** - Niort, 28 pluviôse an II (16 fév. 1794) : condamnation à mort de Jean-Clément Cendres, 40 ans, agent de Monroy, l'ancien seigneur de Pugny, comme " chef et instigateur " (deux copies du jugement, pièces 124-125).
- **AN BB3/15-37** - Niort, 30 pluviôse an II (18 fév. 1794) : condamnations à mort de Jean Coudreau, 34 ans, et de Pierre Coudreau, 39 ans, boulangers à Vernoux, comme " pillards et instigateurs " (deux copies du jugement, pièces 126-127).
- **AN BB3/15-38** - Niort, 1er ventôse an II (19 fév. 1794) : condamnation à mort de Joseph Clopeau, 52 ans, journalier à Vernoux, comme " instigateur et enrôleur " (deux copies du jugement, pièces 128-129).
- **AN BB3/15-39** - Niort, 2 ventôse an II (20 fév. 1794) : condamnations à mort de Jean Jolly, 43 ans, et de François Moine, 34 ans, charbonniers de Chiché, comme " instigateurs et pillards " (deux copies du jugement, pièces 130-131).
- **AN BB3/15-40** - Niort, 3 ventôse an II (21 fév. 1794) : condamnations à mort de Marie Guignard, 52 ans, femme de Jean-René Boucher, de Marie Lainé, 34 ans, femme de Jean Bijot, et de Marie Billy, 34 ans, femme de Charles Allard, toutes trois habitantes de Chiché, comme " instigatrices et pillardes " ; condamnations à mort de Gabriel Belliard, 60 ans, sabotier, d'Antoine Imbert, 60 ans, maçon, et de Jean Germond, 36 ans, métayer, tous trois de Chiché, comme " pillards, instigateurs et chefs " (deux copies de chaque jugement, pièces 132-135).
- **AN BB3/15-41** - Niort, 4 ventôse an II (22 fév. 1794) : condamnations à mort de Marie-Anne Guérin, 32 ans, de Françoise Bruneau, 42 ans, femme de Charles Bazin, de Louise Deline, 25 ans, couturière, et de Véronique Rouhière, 22 ans, fille, toutes quatre de Chiché, comme instigatrices et complices de pillages ; Louise Gouin, 26 ans, femme du tisserand Duboch de Chiché, considérée comme simple révoltée et maintenue en état d'arrestation ; Jeanne Grolleau, 21 ans, fille de Chiché, libérée (deux copies du jugement, pièces 136-137).

- **AN BB3/15-42** - Niort, 5 ventôse an II (23 fév. 1794) : condamnations à mort de Pierre Roy, 25 ans, journalier, et de Joseph Fauchereau, 27 ans, tisserand, tous deux de Faye-l'Abbesse, comme " pillards et instigateurs " (deux copies du jugement, pièces 138-139).
- **AN BB3/15-43** - Niort, 23 ventôse an II (13 mars 1794) : condamnation à mort de Pierre Ponsin, 32 ans, propriétaire à Breuil-Barret, comme membre du comité local des insurgés (deux copies du jugement, pièces 140-141).
- **AN BB3/15-44** - Niort, 14 germinal an II (3 avr. 1794) : condamnations à mort de François Drouet, 40 ans, fabricant, et de François-Léon Noyrault, 22 ans, meunier, tous deux de Clessé, le premier comme " instigateur et recruteur ", le second comme " chef, pillard et assassin " ; Pierre Dubin, 29 ans, journalier de Clessé, maintenu en détention en attendant des renseignements complémentaires (deux copies de chaque jugement, pièces 142-145).
- **AN BB3/15-45** - Niort, 17 germinal an II (6 avr. 1794) : condamnation à mort de Jean Branchaud, 35 ans, laboureur du district de La Châtaigneraie (Vendée), comme " chef et instigateur " de l'insurrection vendéenne ; Louis Millet, 32 ans, charpentier de Saint-Aubin-le-Cloud, maintenu en détention en attendant des renseignements complémentaires (une copie du jugement, pièce 146).
- **AN BB3/15-46** - Niort, 20 germinal an II (9 avr. 1794) : condamnation à mort de Jean Sénéchaud, 22 ans, garçon boulanger à Saint-Hilaire-le-Vouhis (Vendée), comme " chef, enrôleur et instigateur des révoltes et émeutes contre-révolutionnaires " (une copie du jugement, pièce 147).
- **AN BB3/15-47** - Niort, 17 floréal an II (6 mai 1794) : condamnation à mort de Dominique Boutet, 26 ans, cercleur à Vasles, comme " enrôleur, instigateur et pillard " (une copie du jugement, pièce 148).

- Série W. Tribunal révolutionnaire

- **Présentation Du Contenu :**

Les articles W 7 à W 114 proviennent du parquet du tribunal révolutionnaire, les articles W 279 à W 338 correspondent aux archives du tribunal révolutionnaire créé par la loi du 10 mars 1793, et les articles W 449 à W 493 à celles du tribunal révolutionnaire créé par la loi du 23 thermidor an II.

- W 7. Comité provisoire de Saumur

- **Présentation Du Contenu :**

L'article W 7 contient 23 dossiers. Seul le dossier 349 est analysé et numérisé : mise en accusation des notables composant le Conseil provisoire d'administration et de police institué par les Vendéens après la prise de Saumur (mai 1793-octobre 1794, 101 pièces dont l'ordre a été modifié).

- De l'arrestation au jugement

- **AN W 7-1** - Saumur, 4 juillet-11 août 1793 : délibérations contradictoires entre la municipalité, le district et le comité de surveillance de Saumur à propos des membres du Conseil provisoire instauré par les Vendéens lors de l'occupation de



la ville ; les représentants du peuple Turreau, Bourbotte, Goupilleau, Tallien, Richard et Choudieu décident d'en faire traduire neuf devant le Tribunal révolutionnaire de Paris et d'élargir les autres (pièces 1-6).

- **AN W 7-2** - Saumur et Paris, 8 brumaire an II-8 brumaire an III (29 oct. 1793-29 oct. 1794) : suite de la procédure, dont confirmation de l'arrêté de libération de 13 prévenus, interrogatoire par le Tribunal révolutionnaire de Jean-Gabriel Chol-Torpanne (50 ans), de Claude Dufour (70 ans), et ordre d'arrestation et d'envoi à Paris d'une dizaine de prévenus par le commandant de la place de Saumur (pièces 7-12). 1793-1794
- **AN W 7-3** - Paris, Nogent-sur-Seine, Poitiers, Montmorillon et Annecy, 3e jour complémentaire de l'an II-7 brumaire an III (19 sept. -28 oct. 1794) : ordres de libération de quatre prévenus emprisonnés à Montmorillon (Vienne), Annecy (Haute-Savoie), Verneuil (Eure) et à la maison d'arrêt de Plaisir (Seine-et-Oise), sans rapport avec l'affaire de Saumur (pièces 13-21, deux cachets).
  - Activité du Conseil provisoire de Saumur : "Pièces à conviction"

### **Présentation Du Contenu :**

Pièces émanant du Conseil provisoire et des commandants vendéens.

- **AN W 7-4** - Saumur, 12 juillet 1793 : pièce de procédure signée par le représentant Richard signalant qu'il a paraphé dix pièces émanant du Conseil provisoire d'administration de Saumur (pièce 23).
- **AN W 7-5** - Saumur, 17-20 juin 1793 : les commandants des armées catholiques et royales Donnissan, Beauvollier, Fleuriot de la Freulière, des Essarts, d'Elbée, de Beaugé, Duhoux d'Hauterive, Stofflet, de Laugrenière, de Boisny et d'Autichamp contraignent 23 notables de Saumur à constituer, malgré leurs protestations, un Conseil provisoire d'administration de Saumur ; ces derniers mettent en place un bureau central, un bureau militaire et des bureaux de la police, des subsistances, de correspondance, des impositions et des passeports (pièces 24-27, 22, 28-32, un imprimé en deux exemplaires et un autre en quatre exemplaires).
- **AN W 7-6** - Saumur, 10-22 juin 1793 : avis imprimé, bon de réquisition manuscrit et six passeports imprimés par le Conseil provisoire ou les commandants des armées catholiques et royales ; les passeports sont datés de " l'an 1er du règne de Louis XVII " (pièces 33-40).
  - Défense des membres du Conseil provisoire de Saumur

### **Présentation Du Contenu :**

La plupart des lettres et mémoires développent le même argumentaire, à savoir que leurs auteurs ont agi sous la contrainte, mais plusieurs accusés fournissent des détails intéressants sur l'occupation de Saumur par les Vendéens.

- **AN W 7-7** - Saumur, 5-6 juillet 1793 : mémoire en défense des citoyens Seville, Clément, Guillon le jeune, Dufour, Tardif, Chasle, Chol, Cochon, Monard, Baudry fils, Blondé, Bagneux et Sanzay, emprisonnés au château de Saumur ; ils protestent contre leur incarcération en faisant valoir qu'ils ont été menacés et forcés de constituer un Conseil provisoire par les commandants vendéens (pièces 41-46).

- **AN W 7-8** - Saumur, 2 juillet 1793 : mémoire en défense de René Baudry fils, huissier à Saumur, paraphé par 38 habitants ; le prévenu justifie son action au sein du Conseil et joint un certificat de civisme (pièces 48, 47, 49).
- **AN W 7-9** - Saumur, juillet 1793 : mémoire en défense de Gilles Blondé, paraphé par une trentaine d'habitants (pièces 51, 50).
- **AN W 7-10** - Saumur, 7 juillet 1793 : lettre d'explication de Jean-Marie Boilesve, négociant-commerçant, signée par sa femme (pièces 52-53).
- **AN W 7-11** - Saumur, 26 mai-5 juillet 1793 : mémoire en défense de Cyr-Pascal Chasle, avoué, directeur de l'hôpital ambulancier de Saumur ; le prévenu y joint une pétition signée par plus de 130 habitants, une autre signée par 25 officiers, sous-officiers et gardes nationaux et un certificat de civisme (pièces 54-56, 59, 57-58).
- **AN W 7-12** - Saumur, 3-4 juillet 1793 : mémoire en défense de Jean-Gabriel Chol-Torpanne, cultivateur à Saumur, complété par un plaidoyer de sa femme et une pétition de 35 habitants (pièces 61, 60, 62).
- **AN W 7-13** - Saumur, 17 juin-1er juillet 1793 : mémoire en défense d'Etienne Clément, officier municipal de Saumur, avec une pétition de 25 habitants et des copies de lettres sur sa nomination forcée (pièces 63, 65, 64).
- **AN W 7-14** - Saumur, juillet 1793 : lettre de justification de Félix Cochon, chargé des subsistances sous l'occupation vendéenne (pièces 67, 66).
- **AN W 7-15** - Saumur, 4-5 juillet 1793 : mémoire en défense de Pierre Coutelas (ou Coutelet), huissier à Saumur, appuyé par une lettre de sa femme et deux attestations signées par 7 et 25 habitants (pièces 72, 69, 68, 70-71).
- **AN W 7-16** - Saumur, juillet 1793 : lettre de protestation du citoyen Declenne, ancien membre du Conseil provisoire (pièce 73).
- **AN W 7-17** - Saumur, 4 juillet 1793 : lettre de protestation de la femme de Pierre-Son Dumarais, avoué à Saumur, avec une pétition de 70 habitants et un certificat de civisme du 12 mars 1793 (pièces 77, 74-76).
- **AN W 7-18** - Saumur, 3 juillet 1793 : lettre d'explication de Guillon La Fresnaye, avec une attestation signée par une trentaine d'habitants (pièces 79, 78, 80).
- **AN W 7-19** - Saumur, 3-4 juillet 1793 : lettre d'explication de René-Ambroise Laumonier, négociant et capitaine de la garde nationale, avec une attestation signée par 56 habitants (pièces 83, 81-82).
- **AN W 7-20** - Saumur, 1er juillet 1793 : lettre d'explication du citoyen Lerou-Denesde (pièce 84).
- **AN W 7-21** - Saumur, 3-5 juillet 1793 : lettre d'explication de Jean Monard, juge du tribunal de district, avec une attestation signée par une soixantaine d'habitants (pièces 87, 85-86).
- **AN W 7-22** - Saumur, 1er-2 juillet 1793 : lettre de justification de François Sanzay, avoué de Saumur, avec un certificat de civisme et une attestation signée par 24 habitants (pièces 90, 88-89, 91).
- **AN W 7-23** - Saumur, 30 juin-3 juillet 1793 : mémoire en défense d'André-Louis Sebillé, officier municipal de Saumur, avec un certificat de civisme, le témoignage d'un capitaine de gendarmerie et une attestation signée par 45 habitants (pièces 92, 97-98, 93-96, une lettre en deux exemplaires).
- **AN W 7-24** - Saumur, 2-4 juillet 1793 : lettre de justification de la femme de François Tardif, avec une attestation signée par une trentaine d'habitants (pièces 100-101, 99).
- W 8. Marthe Pouillé originaire d'Airvault (Deux-Sèvres)

## Présentation Du Contenu :

L'article W 8 contient 17 dossiers. Seul le dossier 358 est analysé et numérisé : mise en accusation de Marthe Pouillé, originaire d'Airvault (Deux-Sèvres), pour diffusion de documents émanant du Conseil supérieur de Châtillon-sur-Sèvre ( juin 1793-août 1793, 14 pièces).

- **AN W 8-1** - Poitiers et Airvault, 10-14 août 1793 : arrestation et interrogatoire de Marthe Pouillé, originaire d'Airvault, " prévenue d'avoir fait passer des proclamations contre-révolutionnaires " au sieur Foucteau d'Airvault pour les diffuser à Niort (pièces 1-8).
- **AN W 8-2** - Châtillon-sur-Sèvre, 24 juin-24 juillet 1793 : lettres et proclamations imprimées du Conseil supérieur de Châtillon-sur-Sèvre signées notamment de l'évêque d'Agra, de l'abbé Bernier et de D'Elbée (6 affiches, pièces 9-14).
- W 27. Général Duhoux

## Présentation Du Contenu :

L'article W 27 contient 19 dossiers. Seul le dossier 1667 est analysé et numérisé : inculpation du général Duhoux suite à la défaite des Ponts-de-Cé le 19 septembre 1793 ( 21-30 sept. 1793, 6 pièces).

- **AN W 27-1** - Angers, 21-30 sept. 1793 : recueil de 41 dépositions effectuées devant le Comité révolutionnaire d'Angers, dont des militaires et des habitants de la région, concernant la conduite et le commandement du général Duhoux du 17 au 19 septembre 1793, des Ponts-de-Cé au Layon ; avec copie de deux bons établis au nom des " armées royales " (pièces 1-6, la pièce 6 est un cahier de 30 p.).
- W 45. Six habitants des Mauges et du Saumurois

## Présentation Du Contenu :

L'article W 45 contient 27 dossiers. Seul le dossier 2967 bis est analysé et numérisé : mise en accusation de six habitants des Mauges et du Saumurois pour complicité avec les insurgés vendéens ( mai-nov. 1794, 37 pièces).

- **AN W 45-1** - Saumur et Passavant, 26 floréal-18 prairial an II (15 mai-6 juin 1794) : pièces rassemblées contre Jean Gruget, tailleur d'habits aux Cerqueux-sous-Passavant, " prévenu d'intelligences avec les brigands de la Vendée " par le comité révolutionnaire des Cerqueux, la municipalité de Passavant et le comité révolutionnaire de Saumur ; l'accusé est mort à l'hospice national de Paris le 11 thermidor suivant (pièces 1-7).
- **AN W 45-2** - Doué et Trémont, 6-27 prairial an II (25 mai-15 juin 1794) : pièces rassemblées par le Comité révolutionnaire de Doué contre Pierre Poitou, matelot, " prévenu d'intelligences avec les brigands de la Vendée " (pièces 8-13).
- **AN W 45-3** - Paris et Saumur, 3 messidor an II-10 frimaire an III (21 juin-30 nov. 1794) : pièces réunies contre Eugène Cesbron-Laroche, 17 ans, originaire de Cholet, " prévenu d'intelligences avec les brigands de la Vendée " par le maire de Cholet, le Comité révolutionnaire de Saumur et le Tribunal révolutionnaire de Paris (pièces 14-27, un cachet).

- **AN W 45-4** - Paris, Doué et Martigné-Briand, 13 prairial an II-5 vendémiaire an III (1er juin-26 sept. 1794) : pièces rassemblées contre René Hervé, cultivateur à Martigné-Briand, et Urbain Métaf, de Saint-Martin-de-la-Place, " prévenus d'intelligence avec les brigands de la Vendée " par le comité révolutionnaire de Doué, la municipalité de Saint-Martin et le Tribunal révolutionnaire de Paris (pièces 28-35).
- **AN W 45-5** - Paris, 4 fructidor an II (21 août 1794) : procès-verbal d'interrogatoire d'Etienne Calouard, Eugène Cesbron-Laroche, René Hervé et Urbain Métaf par l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire de Paris (pièces 36-37).
  - W 70. Adjudant-général Hector dit Legros

**Présentation Du Contenu :**

Dans l'article W 70, seul le dossier 3898 est analysé et numérisé : mise en accusation de l'adjudant-général Hector dit Legros pour complicité avec l'ex-comité révolutionnaire de Nantes ( nov.-déc. 1794, 8 pièces).

- **AN W 70-1** - Nantes, Paris et Blois, 29 brumaire-30 frimaire an III (19 nov. -20 déc. 1794) : procédure engagée contre l'adjudant-général Hector dit Legros, accusé d'avoir fait fusiller sans jugement 80 prévenus dans la plaine de Mauves, dont des femmes et des enfants de moins de onze ans ; l'accusé explique qu'il l'a fait sur ordre de Carrier et qu'il a épargné les enfants (pièces 1-8).
  - W 71. René Ferrand, marinier de Tours

**Présentation Du Contenu :**

Dans l'article W 71, seul le dossier 3901 est analysé et numérisé : mise en accusation de René Ferrand, marinier de Tours, prévenu de complicité avec l'ex-comité révolutionnaire de Nantes ( oct.-nov. 1794, 7 pièces).

- **AN W 71-1** - Tours, Orléans et Paris, 9-18 brumaire an III (30 oct. -8 nov. 1794) : procédure engagée contre René Ferrand, accusé d'avoir participé aux noyades de Nantes ; le prévenu conteste et affirme qu'il a été réquisitionné par un officier municipal des Ponts-de-Cé pour repousser dans la Loire les corps de condamnés qui avaient été fusillés près du fleuve ; il signale aussi qu'un chirurgien militaire a écorché des cadavres " en sa présence et pour en avoir la peau et la graisse " (pièces 1-7).
  - W 113. Affaire des 132 Nantais, dossiers nominatifs

**Présentation Du Contenu :**

L'article W 113 constitué de deux dossiers est intégralement analysé et numérisé. Il est consacré aux 132 notables nantais arrêtés en novembre 1793 sur ordre du représentant Carrier, ou du moins à ceux qui parvinrent au Tribunal révolutionnaire de Paris, puisque nombre d'entre eux succombèrent en chemin. Les prévenus ont été appréhendés pour des motifs variés : brigands, ex-nobles, ex-prêtres, fanatiques, fédéralistes, anti-clubistes, accapareurs, usuriers, escrocs, muscadins, tartufes et autres qualificatifs. Leur dossier comprend au moins une copie de l'acte d'accusation, le plus souvent un interrogatoire du Tribunal révolutionnaire, daté du 7 au 12 fructidor an II (24-29 août 1794) et aussi des lettres et des mémoires justificatifs échelonnés d'avril 1789 à août 1794 (dossier 1 : 154 pièces, dossier 2 : 169 pièces).

- **AN W 113-1** - Jean-Baptiste Duchêne, marchand interprète, 42 ans (dossier 1, pièces 1-14).
- **AN W 113-2** - Salomon Monty (ou Monti), ex-noble, 39 ans (dossier 1, pièces 15-18).
- **AN W 113-3** - Jean-Baptiste Thébault (ou Tébaud), 41 ans (dossier 1, pièces 19-21).
- **AN W 113-4** - François-Marie Forget, ancien auditeur de la Chambre des comptes, 36 ans (dossier 1, pièces 22-24).
- **AN W 113-5** - Louis Chaurand, 45 ans (dossier 1, pièces 25-28).
- **AN W 113-6** - Agnan Grignon, négociant, 32 ans (dossier 1, pièces 29-30).
- **AN W 113-7** - Pierre Julien Maublan (ou Maublanc), négociant, 54 ans (dossier 1, pièces 31-32).
- **AN W 113-8** - Pierre Alexandre Martial Latour, membre de la commission populaire de Machecoul, 37 ans (dossier 1, pièces 33-42).
- **AN W 113-9** - René Alexandre Bourotte, ancien moine, 40 ans (dossier 1, pièces 43-45).
- **AN W 113-10** - Philippe de Biré, ex-noble, 63 ans (dossier 1, pièces 46-48).
- **AN W 113-11** - Joseph Bruneau dit Lasouché (Lasouchais), ancien avoué du tribunal de district de Nantes, 45 ans (dossier 1, pièces 49-52).
- **AN W 113-12** - René Martel, ex-noble, 70 ans (dossier 1, pièces 53-54).
- **AN W 113-13** - Timothé Arnoult, 30 ans (dossier 1, pièces 55-56).
- **AN W 113-14** - René Estourbillon, ex-noble, 61 ans (dossier 1, pièces 57-58).
- **AN W 113-15** - Jean Pierre Defrondat, négociant, 43 ans (dossier 1, pièces 59-60).
- **AN W 113-16** - Jean Clair Mabile, 34 ans (dossier 1, pièces 61-62).
- **AN W 113-17** - Charles Augustin Fauvel, ancien officier de marine, 50 ans (dossier 1, pièces 63-67).
- **AN W 113-18** - François André Poirier, couvreur, 53 ans (dossier 1, pièces 68-69).
- **AN W 113-19** - François Cherre (ou Chere), ex-prêtre, ancien sacristain de la cathédrale de Nantes, 68 ans (dossier 1, pièces 70-71).
- **AN W 113-20** - Henri Nicolas Latoison (ou La Toison), ancien colon de Saint-Domingue, 47 ans (dossier 1, pièces 72-75).
- **AN W 113-21** - François Amable Pouchet (ou Porchet), 30 ans (dossier 1, pièces 76-77).
- **AN W 113-22** - François Marie Joseph Remaud, ancien greffier du présidial, 49 ans (dossier 1, pièces 78-80).
- **AN W 113-23** - Jean Baptiste Pierre Marie Devay, ex-noble, 34 ans (dossier 1, pièces 81-82).
- **AN W 113-24** - Jean Castellan, bijoutier, 57 ans (dossier 1, pièces 83-84).
- **AN W 113-25** - Dominique Dubra, bijoutier, 21 ans (dossier 1, pièces 85-86).
- **AN W 113-26** - Jacques Gazay (ou Gazet), ex-noble, 58 ans (dossier 1, pièces 87-89).
- **AN W 113-27** - Bernardin Marie Pantin dit Laguerre, ex-noble, 47 ans (dossier 1, pièces 90-95).
- **AN W 113-28** - François René Marie Varsavaux, notaire, 45 ans (dossier 1, pièces 96-101).
- **AN W 113-29** - Julien Pichelin, ancien juge et garde de la monnaie à Nantes, 60 ans (dossier 1, pièces 102-104).
- **AN W 113-30** - Jean Marie Pichelin fils, 23 ans (dossier 1, pièces 105-108).
- **AN W 113-31** - René Charles Dreux père, ancien juge du présidial de Nantes, 59 ans (dossier 1, pièces 109-113).

- **AN W 113-32** - Guillaume Cassart, sellier, 59 ans (dossier 1, pièces 114-115).
- **AN W 113-33** - Pulchery Leconte, 31 ans (dossier 1, pièce 116).
- **AN W 113-34** - André Delaunay, procureur, 41 ans (dossier 1, pièces 117-123).
- **AN W 113-35** - Jean Henry Sauquet, homme de loi, 51 ans (dossier 1, pièces 124-127).
- **AN W 113-36** - Pierre Laporte, fripier, 40 ans (dossier 1, pièces 128-130).
- **AN W 113-37** - Julien Leroux (ou Le Roux), tanneur, 61 ans (dossier 1, pièces 131-133).
- **AN W 113-38** - Augustin Hernault, horloger, 37 ans (dossier 1, pièces 134-136).
- **AN W 113-39** - Joseph Michel Pèlerin (ou Pellerin), homme de loi, ancien constituant, 42 ans (dossier 1, pièces 137-139).
- **AN W 113-40** - Alexandre Fleuriot, ancien capitaine, 56 ans (dossier 1, pièce 140).
- **AN W 113-41** - Toussaint Charbonneau, ex-noble, 70 ans (dossier 1, pièces 141-145).
- **AN W 113-42** - Pierre-Jean Marie, homme de loi, 64 ans (dossier 1, pièces 146-148).
- **AN W 113-43** - François Yves Durocher (ou Du Rocher), ancien auditeur de la Chambre des comptes, 67 ans (dossier 1, pièces 149-150).
- **AN W 113-44** - Jean Antoine Crespin, sergent-major de 11<sup>e</sup> bataillon de Seine-et-Oise, 40 ans (dossier 1, pièces 151-152).
- **AN W 113-45** - Joseph Marie Hyacinthe Chauvet (ou Chauvé), 36 ans (dossier 1, pièces 153-154).
- **AN W 113-46** - Charles Joseph Dreux fils, 29 ans (dossier 2, pièces 1-3).
- **AN W 113-47** - Théodore Geslin, marchand de toile, 38 ans (dossier 2, pièces 4-10).
- **AN W 113-48** - Pierre Dominique Chardot, ancien avocat au Parlement de Bretagne, 45 ans (dossier 2, pièces 11-12).
- **AN W 113-49** - Sébastien Louis Luc Tiger, notaire et homme de loi, 56 ans (dossier 2, pièces 13-14).
- **AN W 113-50** - René Alexandre Garnier, ancien avoué, 50 ans (dossier 2, pièces 15-19).
- **AN W 113-51** - François Pussin fils, négociant, 26 ans (dossier 2, pièces 20-22).
- **AN W 113-52** - Henry James, médecin, 40 ans (dossier 2, pièces 23-25).
- **AN W 113-53** - Marie Pierre Charles Bachet (Bacher ou Bascher), ancien juge et lieutenant de l'amirauté, 45 ans (dossier 2, pièces 26-29).
- **AN W 113-54** - Pierre Louis Jaillant, négociant, 40 ans (dossier 2, pièces 30-31).
- **AN W 113-55** - Pierre Charlement dit La Thibaudière (ou La Thibeaudière), négociant, 43 ans (dossier 2, pièces 32-33).
- **AN W 113-56** - François Briand dit Dumarais, notaire, 37 ans (dossier 2, pièces 34-38).
- **AN W 113-57** - Jacques Bodin dit Desplantes, médecin, 46 ans (dossier 2, pièces 39-41).
- **AN W 113-58** - Jean Baptiste Bernard Ouffroy (ou Onfroy) dit Breville, marchand, 44 ans (dossier 2, pièces 42-43).
- **AN W 113-59** - Bonaventure Margerin, ancien juge et garde de la monnaie, 31 ans (dossier 2, pièces 44-45).
- **AN W 113-60** - Paul Spechman (ou Speckman), chirurgien de marine, 42 ans (dossier 2, pièces 46-47).
- **AN W 113-61** - Jean Alloneau (ou Allonneau), ancien huissier, 67 ans (dossier 2, pièces 48-52).

- **AN W 113-62** - Jean François Duparc père, ancien directeur des vivres de la marine, 60 ans (dossier 2, pièces 53-56).
- **AN W 113-63** - Pierre François Lamé-Fleury, négociant, 43 ans (dossier 2, pièces 57-60).
- **AN W 113-64** - Nicolas Huguet le jeune, serrurier, 25 ans (dossier 2, pièces 61-62).
- **AN W 113-65** - François Hervé, ancien avocat du clergé, 55 ans (dossier 2, pièces 63-64).
- **AN W 113-66** - Antoine Anne Epivent dit Villelonnet, ancien conseiller au Parlement, 42 ans (dossier 2, pièces 65-66).
- **AN W 113-67** - Jacques Martin dit Duradier, marchand, 38 ans (dossier 2, pièces 67-73).
- **AN W 113-68** - Thomas Débouchaud (ou Desbouchaud), marin, 27 ans (dossier 2, pièces 74-76).
- **AN W 113-69** - Benoît Süe, officier de santé, major de la place de Nantes, 60 ans (dossier 2, pièces 77-80).
- **AN W 113-70** - Pierre Augustin Perrotin jeune, 28 ans (dossier 2, pièces 81-82).
- **AN W 113-71** - Jacques Issautier, fournisseur aux vivres de la marine, 28 ans (dossier 2, pièces 83-85).
- **AN W 113-72** - René Julien Balland (ou Ballan), ancien trésorier de France, 33 ans (dossier 2, pièces 86-88).
- **AN W 113-73** - Pierre Mercier, négociant, 46 ans (dossier 2, pièces 89-90).
- **AN W 113-74** - Charles-François-Marie Thomas, négociant, 32 ans (dossier 2, pièces 91-95).
- **AN W 113-75** - Jean Baptiste François Reteau (ou Retaud), ancien officier marinier, 54 ans (dossier 2, pièces 96-97).
- **AN W 113-76** - Aubin Léonard Taillebois, marchand d'ardoises, 64 ans (dossier 2, pièces 98-100).
- **AN W 113-77** - Louis Claude Paydras (ou Poydras), marchand de draps, 42 ans (dossier 2, pièces 101-103).
- **AN W 113-78** - Pièces relatives aux prévenus Villenave, Sottin, Brière, Poton, Dorvo et Phélippe-Tronjolly, ancien président du Tribunal révolutionnaire de Nantes (dossier 2, pièces 104-111 dont 3 affiches).
- **AN W 113-79** - François Marie Périchot Kerverseau (ou Périchon Kerversau), capitaine au 15<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, 37 ans (dossier 2, pièces 112-114).
  
- **AN W 113-80** - Joseph Brière, négociant et ancien officier municipal de Nantes, 39 ans (dossier 2, pièces 115-117).
- **AN W 113-81** - Jean Marie Sottin (ou Sotin), matelot timonier, 29 ans (dossier 2, pièces 118-120).
- **AN W 113-82** - Artus Charles Poton, ancien administrateur de la Loire-Inférieure, 39 ans (dossier 2, pièces 121-122).
- **AN W 113-83** - Jean François Béranger dit Mercix, homme de loi, 43 ans (dossier 2, pièces 123-125).
- **AN W 113-84** - Pierre Jean Marie Sottin (ou Sotin) aîné dit La Coindière, administrateur de la Loire-Inférieure, 30 ans (dossier 2, pièces 126-129).
- **AN W 113-85** - Antoine Pécot fils, administrateur de la Loire-Inférieure, 27 ans (dossier 2, pièces 130-131).
- **AN W 113-86** - Florentin Billard, marchand de draps, 59 ans (dossier 2, pièces 132-135).
- **AN W 113-87** - Sébastien Anne Augustin Pineau dit Pavillon, homme de loi, 40 ans

(dossier 2, pièces 136-139).

- **AN W 113-88** - Pièces justifiant la conduite de Joseph Marie Dorvo, ancien procureur de la commune de Nantes (dossier 2, pièces 140-150, 11 affiches imprimées).
- **AN W 113-89** - Joseph Marie Dorvo, ancien procureur de la municipalité de Nantes, 28 ans (dossier 2, pièces 151-153).
- **AN W 113-90** - Pierre Fournier, ingénieur, commandant d'un bataillon de la garde nationale de Nantes, 47 ans (dossier 2, pièces 154-157).
- **AN W 113-91** - Jean Clanchy, négociant, 31 ans (dossier 2, pièces 158-161).
- **AN W 113-92** - Philippe Robert Vallot fils, courtier, 40 ans (dossier 2, pièces 162-166).
- **AN W 113-93** - Extraits des registres du greffe de la municipalité de Nantes de juillet et septembre 1793 (dossier 2, pièces 167-169 dont 2 affiches imprimées).
- W 114. Affaire des 132 Nantais et Phélippes-Tronjolly

### Présentation Du Contenu :

L'article W 114 est intégralement analysé et numérisé. Il est constitué de trois dossiers de mélanges sur l'affaire des 132 Nantais et le procès parallèle de Phélippes-Tronjolly, ancien président du Tribunal criminel et révolutionnaire de la Loire-Inférieure (dossier 1 : 13 pièces ; dossier 2 : 91 pièces ; dossier 3 : 85 pièces). L'ordre des pièces dans chaque dossier a été modifié.

- Dossier 1 : mélanges sur l'affaire des 132 Nantais et sur Phélippes-Tronjolly
  - **AN W 114-1** - Affaire des 132 Nantais. Liste détaillée des 132 prévenus nantais, datée du 7 frimaire an II (27 nov. 1793), suivie d'une deuxième liste de 110 des Nantais convaincus d'avoir participé à un pseudo-complot (pièces 1-4).
  - **AN W 114-2** - Affaire Phélippes-Tronjolly. Pièces à conviction datées du 17 mai 1793 au 22 messidor an II (10 juillet 1794), dont des attestations de la société montagnarde de Rennes, des extraits des registres du tribunal criminel et révolutionnaire de la Loire-Inférieure et des accusations de violences et pillages perpétrés par le Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 5-13 réorganisées en ordre chronologique : 6, 13, 9, 10, 12, 11, 7, 8, 5). 1793-1794
  - Dossier 2 : suite de l'affaire des 132 Nantais
  - Parcours des 132 Nantais
    - **AN W 114-3** - Evolution des effectifs -Nantes, sans date : liste de 94 des 132 Nantais (pièce 3). -Nantes, sans date : liste de 94 des 132 Nantais (pièce 59). -Sans lieu et sans date : trois listes de prévenus nantais, dont l'une de 122 noms et une autre de 28 notables accusés de fédéralisme (pièces 89-91). 1793
    - **AN W 114-4** - Décès. -Angers, 18 ventôse an II (8 mars 1794) : lettre de l'agent national provisoire d'Angers à l'accusateur public du tribunal de Paris l'informant du décès de six détenus à Angers (pièce 15).
    - **AN W 114-5** - Incarcération -Nantes, 4 frimaire an II (24 nov. 1793) : liste signée par le Comité révolutionnaire nantais de 48 prisonniers (parmi les 132 Nantais) à transférer (pièce 60). -Nantes, 25 prairial an II (13 juin 1794) : procès-verbal d'incarcération de Phélippes-Tronjolly dressé par



Renard, maire de Nantes (pièce 19). 1793-1794

- **AN W 114-6** - Témoignage -Paris, 14 fructidor an II (31 août 1794) : témoignage de Thomas Débouchaud, de son arrestation le 4 frimaire an II (24 nov. 1793) à son jugement le 13 fructidor an II (30 août 1794), (pièce 12).
- Jugement
- Instruction
  - **AN W 114-7** - Interrogatoire -Nantes, 26 messidor an II (14 juillet 1794) : inventaire de l'appartement de Phélices-Tronjolly, signé par Renard, maire de Nantes (pièce 20). -Paris, 11 fructidor an II (28 août 1794) : interrogatoire de Pierre Colart-Malmusse, négociant nantais, par le Tribunal révolutionnaire (pièces 87-88).
  - **AN W 114-8** - Correspondance administrative -Nantes, 17 thermidor an II (4 août 1794) : lettre du représentant Bo à l'accusateur public à propos des 132 Nantais (pièce 40). -Nantes, 23 fructidor an II (9 sept. 1794) : lettres de l'administrateur du district de Nantes et du Comité de surveillance de Nantes à l'accusateur public président le Tribunal révolutionnaire à Paris relatives au manque de pièces sur l'affaire des 132 Nantais (pièces 51-52).
  - Accusations portées contre le fédéralisme en Loire-Inférieure
    - **AN W 114-9** - Sans date : " Observations sur le prétendu fédéralisme du Département de la Loire inférieure ", signée par Polon, P.S.M. Sotin, Antoine Peccot, Villenave, Joseph Brière, J.M. Dorvo et Phélices (pièce 1bis, imprimé de 16 p., double dans l'article W 113, dossier 1, pièce 109). 1794
    - **AN W 114-10** - Nantes, an II : "Compte que rendent les membres du Comité révolutionnaire à Nantes aux membres du district dudit lieu" (pièce 25, imprimé de 18 p.).
    - **AN W 114-11** - Paris, 26 juin 1793 : décret de la Convention justifiant la dictature montagnarde et appelant à combattre le Fédéralisme (imprimé de 8 p., Paris, de l'Imprimerie nationale du Louvre, pièce 30).
    - **AN W 114-12** - Paris, 17-18 juillet 1793 : décrets de la Convention dont des extraits concernant la mise hors la loi du général Beysser (pièces 46-47, un cachet).
    - Accusations portées contre les 132 Nantais
      - **AN W 114-13** - Nantes et lieux divers, 22 ventôse-25 fructidor an II (12 mars-11 sept. 1794) : dénonciations contre René Garnier, Alexandre Latour, Joseph Dorvo, Joseph Brière et l'ancien maire girondin de Nantes, Baco (pièces 6-9).
      - **AN W 114-14** - Nantes, 18 ventôse an II (8 mars 1794) et sans date : actes d'accusation de 94 prévenus nantais (pièces 57-58).
      - **AN W 114-15** - Nantes, 25 fructidor an II (11 sept. 1794) : liste des accusations à l'encontre des 132 Nantais et courrier du Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 4-5).
      - **AN W 114-16** - Nantes, sans date : actes d'accusation de 110 Nantais (pièce 21). 1794

- **AN W 114-17** - Nantes, 9-15 prairial an II (28 mai-3 juin 1794) : accusations portées contre 15 des 132 Nantais par le Comité révolutionnaire de Nantes, avec des signatures de Goulin et Grandmaison (pièces 10-11).
  - **AN W 114-18** - Nantes, 19 ventôse an II (9 mars 1794) et sans lieu, sans date : pièces fournies par le Comité révolutionnaire de Nantes contre les 132 Nantais à l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire de Paris, dont une lettre du 18 ventôse an II, signée le 23 floréal an II (12 mai 1794), à la suite d'une demande de pièces (pièces 48-49).
  - Défense : déclarations des accusés
  
- **AN W 114-19** - Versailles, 26 ventôse an II (16 mars 1794) : déclaration de François Durocher, Pierre-Colart-Malmusse, Pierre-Jean Marie, Pierre Lamé-Fleury et Jean-Antoine Crespin (pièce 14).
  - **AN W 114-20** - Paris, 18 thermidor an II (5 août 1794) et 19 fructidor an II (5 sept. 1794) : mémoire en défense de François-Marie-Joseph Delaville adressé au Comité de sûreté générale avec des pièces justificatives et lettre du Comité de sûreté générale à l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire accusant réception de ce mémoire (pièces 61-77, 34 p., un cachet).
  - **AN W 114-21** - Paris, 23 thermidor an II (10 août 1794) : déclaration de Pierre Colas-Malmusse, négociant nantais, aux représentants du Comité de sûreté générale de la Convention nationale, en deux exemplaires (pièces 85-86).
  - **AN W 114-22** - Paris, 27 thermidor et 20 fructidor (14 août et 6 sept. 1794) : lettres et déclarations à l'accusateur public et au Comité de sûreté générale de Pierre-Jean Sottin, J. M. Sottin, Villenave, Joseph Brière, Joseph-Marie Dorvo, Kerversan, François Cherre, Joseph-Michel Pèlerin (pièces 18 et 17).
  - Défense : certificats et témoignages
  
- **AN W 114-23** - Nantes, 8 floréal an II (27 avril 1794) : certificat concernant Charles Dreux fils, rédigé par le capitaine de la 2ème Compagnie du Bataillon de la Place du Département et approuvé par plusieurs de ses supérieurs (pièce 13, un cachet).
  - **AN W 114-24** - Paris, 8 messidor an II (26 juin 1794) : petit dossier sur Phélippe-Tronjolly, dont une lettre de lui et de sa femme et une autre du Tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine (pièces 78-84).
  - **AN W 114-25** - Nantes et Rennes, 20 fructidor an II-26 frimaire an III (6 sept. -16 déc. 1794) : certificats et témoignages en faveur de Thibault, Grandmaison et Phélippe-Tronjolly (pièces 54-56, un cachet).
  - Pièces à conviction antérieures à l'arrestation des 132 Nantais
  
- Contre les Nantais eux-mêmes
  - **AN W 114-26** - Nantes, 30 mai 1778 : extraits des minutes du greffe de la sénéchaussée de Nantes enregistrant une condamnation de Grandmaison (pièce 53, un cachet).

- Réactions après le 21 janvier 1793 (mort du roi) : la peur des factions
  - **AN W 114-27** - Nantes, 12 et 14 janvier 1793 : extraits des registres de délibérations de la municipalité de Nantes (pièces 22-23).
  - **AN W 114-28** - Nantes, 21 janvier 1793 : extraits des registres de délibérations de la municipalité de Nantes, du Comité central et du département de la Loire-Inférieure sur l'exécution du roi (pièce 37).
  - **AN W 114-29** - Nantes, 25 mai 1793 : adresse des autorités nantaises à la Convention pour l'alerter sur la progression des armées vendéennes (imprimé, Nantes, pièce 36, 6 p.).
- Après mai-juin : réactions face à l'éviction des Girondins et rejet de la Montagne
  - Sources officielles
    - **AN W 114-30** - Nantes, 6, 11, 12, 13 et 21 juin 1793 : copies des délibérations de la municipalité de Nantes, des dix-huit sections de la ville et du Comité central sur la chute des Girondins à Paris et la position des autorités locales (pièces 31-35, 21 p., dont 8 p. imprimées, pétition relative aux événements de Paris les 31 mai, 2 et 3 juin).
    - **AN W 114-31** - Nantes, 21, 24 et 26 juin 1793 : extraits des registres de délibérations du Comité central de Nantes à propos de la chute des Girondins (pièces 27-29).
    - **AN W 114-32** - Nantes, 14 mai-4 juillet 1793 : bulletin du Comité central des trois corps administratifs de la ville de Nantes (municipalité, district et département) sur les événements du temps, dont la chute des Girondins (5 affiches imprimées : n°32 (14 mai 1793), n°46 (2-3 juin 1793), n°49 (8 juin 1793), n°56 (2 juin 1793) et n°62 (4 juillet 1793), pièces 41-45).
    - **AN W 114-33** - Nantes, 6 juillet 1793 : extraits des registres de délibérations de la municipalité de Nantes (pièce 24).
    - **AN W 114-34** - Nantes, 5 et 14 juillet 1793 : extraits des registres de délibérations de la municipalité de Nantes, du Comité central et du département de la Loire-Inférieure sur la chute des Girondins et le ralliement tardif à la Convention (pièces 38-39).
    - **AN W 114-35** - Rennes, 14 juillet 1793 : " Bulletin officiel du bureau de correspondance de l'Assemblée Centrale, séante à Rennes ", n°5 (pièce 50, imprimé de 8 p.).
  - Sources non officielles
    - **AN W 114-36** - Nantes, sans date : " Avis d'un franc républicain ami de la paix " (pièce 2, affiche imprimée fragmentaire) ; " Le cri du Républicain persécuté " suivi de "Pièces justificatives " : 12 pièces reprenant les écrits de Villenave, l'un des 132 Nantais, publiées pour l'innocenter de l'accusation de fédéralisme qui pèse sur lui (pièce 16, imprimé de 20 p.). 1793
  - Création d'une section révolutionnaire au tribunal
- **AN W 114-37** - Nantes, 1er jour de la deuxième décade du deuxième

mois, an II : arrêté des représentants Carrier et Francastel créant une section révolutionnaire au sein du Tribunal criminel de la Loire-Inférieure (pièce 26).

- Dossier 3 : documentation réunie pour le procès de Phélices-Tronjolly

- Reconstitution de carrière

- **AN W 114-38** - Nantes, 23 octobre 1792-26 pluviôse an II (12 février 1794) : nominations de Phélices-Tronjolly au Tribunal criminel et révolutionnaire de Nantes, affiche " De Phélices à ses concitoyens " et arrêté imprimé des représentants du peuple portant établissement d'une section révolutionnaire au tribunal criminel de Loire-Inférieure, 8e jour, 1e décade, 2e mois (pièces 58-64, six cachets). 1792-1794
- **AN W 114-39** - Nantes, décembre 1792-11 brumaire an II (1er nov. 1793) : pièces illustrant le rôle joué par Phélices-Tronjolly au Tribunal criminel et révolutionnaire de la Loire-Inférieure depuis sa création et au sein des institutions nantaises (pièces 6-12). 1792-1793
- **AN W 114-40** - Paris et Nantes, 7 février 1793-26 messidor an II (14 juillet 1794) : pièces hétérogènes réunies pour le procès dont l'inventaire des papiers de Phélices-Tronjolly (pièces 14-19). 1793-1794
- **AN W 114-41** - Nantes, 4 juillet 1793 : ordonnances du président du Tribunal révolutionnaire sur le général Beysser, l'une manuscrite et l'autre imprimée sous le titre d'Ordonnance du Président du tribunal criminel du département de la Loire inférieure séant à Nantes (pièces 79-81, deux cachets).
- Mise en accusation
- **AN W 114-42** - Nantes, 12-30 prairial an II (31 mai-18 juin 1794) : procédure d'inculpation de Phélices-Tronjolly réunissant des lettres des représentants Bo et Bourbotte, la récapitulation des accusations portées contre lui et l'acte d'accusation du Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 1bis-5, un cachet).
- **AN W 114-43** - Paris, été 1793 : " Observation sur le prétendu fédéralisme de Loire-Inférieure ", extrait du Bulletin du département de Loire Inférieure (pièce 13, imprimé de 16 p.).
- Arrestation et interrogatoire
- **AN W 114-44** - Nantes, 25 prairial an II (13 juin 1794) : procès-verbal d'arrestation de Phélices-Tronjolly (pièces 55-56).
- **AN W 114-45** - Nantes, 2-5 messidor an II (20-23 juin 1794) : note et courrier sur le déplacement de Phélices-Tronjolly de Nantes au Tribunal révolutionnaire de Paris (pièces 26-30).
- **AN W 114-46** - Paris, sans date : Phélices-Tronjolly annonce son arrivée à Paris (pièces 31-35). 1794
- **AN W 114-47** - Paris, du 8-11 fructidor an II (25-28 août 1794) : note de Phélices arrivé à Paris et interrogatoire de celui-ci (pièces 21-22).
- Défense
- **AN W 114-48** - Rennes et Nantes, 17 août et 13 germinal an II (2 avril

1794) : " mémoire du Sans-Culotte Phélices, précédemment connu sous le nom de Tronjolly " (imprimé du 13 germinal an II) et une lettre du 17 août 1793 à l'appui (pièces 23-24).

- **AN W 114-49** - Paris, sans date : " Relation du voyage des cent trente-deux Nantais envoyés à Paris par le Comité révolutionnaire de Nantes " (pièce 20, imprimé de 45 p.).
- **AN W 114-50** - Paris, sans date : mémoire en défense de Pierre Sottin, l'un des 132 Nantais (pièce 25, imprimé de 14 p., même document dans l'article W 113, dossier 2, pièce 127).
- **AN W 114-51** - Nantes, 2 juin 1793-11 nivôse an II (31 déc. 1793) : délibérations du département de la Loire-Inférieure sur et pour Phélices-Tronjolly dont un imprimé : " Ordonnance du Président du Tribunal Criminel du Département de la Loire inférieure, relative aux Détenus dans les Maisons de Justice de Nantes, ou autres lieux, pris par emprunt ", une affiche : " Décret de la Convention nationale " et un extrait des délibérations des corps administratifs et judiciaires d'Ille-et-Vilaine du 17 juin 1793, en réponse à une demande de secours de Nantes (pièces 65-76 et 82, quatre cachets).
- **AN W 114-52** - Nantes et Paris, 24 frimaire-28 floréal an II (14 déc. 1793-17 mai 1794) : dossier réuni pour la défense de Phélices-Tronjolly et contre le Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 36-54 réorganisées en ordre chronologique : 36, 40, 41, 49, 50, 42, 37, 47, 45, 46, 48, 39, 52, 44, 43, 38, 51, 53, 53 bis, 54 ; quatre cachets). 1793-1794
- **AN W 114-53** - Nantes, 26 pluviôse an II (14 février 1794) : extraits des registres du Tribunal criminel et révolutionnaire de Nantes donnant la liste des prévenus condamnés à mort ou à la déportation par Phélices-Tronjolly depuis mars 1793 (pièce 57, un cachet).
- **AN W 114-54** - Nantes, 29 prairial an II (17 juin 1794) : autre certificat du département de Loire-Inférieure sur Phélices-Tronjolly (pièces 77-78, un cachet).
- **AN W 114-55** - Paris et Nantes, 28 nivôse-23 prairial an II (17 janvier-11 juin 1794) : plaintes recueillies contre le Comité révolutionnaire de Nantes dont des témoignages de l'accusé Lemasne et de la citoyenne Brancourt, veuve Biarge (pièces 83-85).
- W 121. Généraux Tuncq et Beysser

### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article W 121, seules deux pièces relatives aux généraux Tuncq et Beysser sont analysées et numérisées (pièces 46 et 180).

- **AN W 121-1** - - Paris, 1er fructidor an II (18 août 1794) : lettre du général Tuncq, emprisonné à Paris, où il demande à être jugé (pièce 46). - Nantes, 9 germinal an II (29 mars 1794) : acte d'accusation du Comité révolutionnaire de Nantes, essentiellement de Goulin, contre le général Beysser (pièce 180).
- W 279. Comité provisoire de Fontenay

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 279 contient neuf dossiers. Seule la plaquette 108 est analysée et numérisée : dossier judiciaire constitué contre quatre notables de Fontenay-le-Comte, membres du

Conseil (ou Comité) provisoire établi dans la ville par l'armée vendéenne (28 mai-8 août 1793). L'ordre des 109 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifiée.

▪ De l'arrestation au jugement

- **AN W 279-1** - Arrestation Niort, 11 juillet 1793 : - Arrêté des représentants Auguis, Bourdon et Goupilleau de Fontenay ordonnant l'arrestation des membres du Conseil provisoire de Fontenay et leur traduction devant le Tribunal révolutionnaire de Paris (pièce 72 précédée des quatre pages de titre de la plaquette 108, un cachet). - Lettre des trois représentants du peuple annonçant à Fouquier-Tinville l'arrivée de quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 73). - Fontenay, 17 juillet : lettre de l'accusateur public du tribunal criminel de la Vendée adressée à Fouquier-Tinville et témoignant en faveur des quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 93).
- **AN W 279-2** - Comparution Paris, 28 juillet 1793 : - Procès-verbaux de comparution devant le Tribunal révolutionnaire de Louis Grimouard, Pierre-Augustin Quesneau et Pierre-Daniel Robert, membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièces 87-89). - Procès-verbal de comparution devant le Tribunal révolutionnaire de Jacques-Pierre Testard, membre du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 92).
- **AN W 279-3** - Incarcération Paris, 7 août 1793 : - Procès-verbal notifiant à la municipalité de Paris l'incarcération à la Conciergerie des membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 101). - Procès-verbaux notifiant aux quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay leur incarcération à la Conciergerie (pièces 102-105).
- **AN W 279-4** - Accusation - Paris, 7 août 1793 : acte d'accusation de Fouquier-Tinville ordonnant d'écrouer à la Conciergerie les quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 109, signature de Fouquier-Tinville°).
- **AN W 279-5** - Jurés Paris, 7 août 1793 : - Notifications aux quatre inculpés de la liste des jurés du Tribunal révolutionnaire appelés à les juger (pièces 96-99). - Procès-verbal enregistrant les noms des 16 jurés appelés à juger les membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 100).
- **AN W 279-6** - Acquiescement Paris, 8 août 1793 : - Procès-verbal du Tribunal révolutionnaire relatant le jugement et l'acquiescement des quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 106). - Déclaration des jurés du Tribunal révolutionnaire exonérant les quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay des charges pesant contre eux (pièce 107). - Ordonnance du Tribunal révolutionnaire acquittant les membres du Conseil provisoire de Fontenay des charges relevées contre eux (pièce 108, signature du président Coffinhal°).
- **AN W 279-7** - Libération Paris, 8 août 1793 : - Procès-verbal officialisant la libération de la Conciergerie des quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 94). - Notification aux gardiens de la Conciergerie de libérer les quatre membres du Conseil provisoire de Fontenay (pièce 95).
- Activité du Conseil provisoire de Fontenay : "Pièces à conviction"
  
- **AN W 279-8** - Constitution du Conseil par l'assemblée des habitants Fontenay-le-Comte, 28-29 mai 1793 : - Procès-verbal de la première assemblée des habitants de Fontenay, réunie pour la création d'un Conseil provisoire d'administration, en présence de trois commandants vendéens : Bernard de

Marigny, La Rochejaquelein et Lescure (pièce 84). - Procès-verbal de la deuxième assemblée des habitants de Fontenay, réunie par le Conseil provisoire au sujet de l'approvisionnement de la ville et de l'enlèvement des cadavres répandus dans les environs (pièce 83). - 2e exemplaire du deuxième procès-verbal (pièce 85).

- **AN W 279-9** - Correspondance - Sans lieu, ni date : règlement en onze articles de l'Armée catholique et royale sur l'administration de " chaque paroisse " et l'instauration d'un conseil à cet effet (pièce 19). - Sans lieu, ni date : enveloppe d'une lettre adressée à Robert père (pièce 14). - Fontenay, 30 mai : billet enregistrant la réclamation d'un habitant de Saint-Hilaire-sur-l'Autise (pièce 22). - Châtillon-sur-Sèvre, sans date : billet de réclamation d'un chirurgien de l'hôpital militaire de Châtillon (pièce 58). 1793
- **AN W 279-10** - Opinion, ordre public - Fontenay, sans date : billet du Conseil provisoire pour faire cesser des bruits alarmistes (pièce 16). - Fontenay, 31 mai : procès-verbal du Conseil provisoire constatant l'enlèvement du sieur Elie par quatre hussards républicains (pièce 17). - Fontenay, 12 juin : procès-verbal de l'interrogatoire d'un enfant originaire de Verruyes (Deux-Sèvres), se déplaçant à cheval et porteur de 400 livres et d'assignats (pièce 27). 1793
- **AN W 279-11** - Guerre. Arrestations et libérations - Fontenay, 2 juin : lettre du Conseil provisoire à l'Armée catholique et royale pour la libération de deux prisonniers (pièce 66). - Fontenay, 20 juin : rapport sur une négociation entamée entre le Conseil provisoire et l'Armée catholique et royale pour la libération du sieur Châteauroux (pièce 5). Quatre pièces sans lieu ni date : - Mot du chevalier de Royrand concernant la libération du sieur Châteauroux, habitant du Busseau (pièce 29). - Papier officialisant la libération du sieur Châteauroux par l'Armée catholique et royale (pièce 47). - Lettre du sieur Beurrey à nouveau arrêté par l'Armée catholique et royale (pièce 48). - Lettre justifiant l'emprisonnement des dames Cécile par l'Armée catholique et royale (pièce 53). 1793
- **AN W 279-12** - Laissez-passer - Fontenay, sans date : sept modèles de laissez-passer datés de juillet 1793 (pièces 59-65).
- **AN W 279-13** - Militaires républicains, blessés et hôpital - La Châtaigneraie, 9 juin : lettre signalant au Conseil provisoire des soldats républicains " dangereusement blessés " (pièce 6). - Fontenay, 7 juin : demandes des officiers de santé de l'hôpital militaire de Fontenay au sujet de soldats blessés oubliés à La Châtaigneraie (pièce 70). - Fontenay, 14 juin : mémoire sur les médicaments fournis à l'hôpital militaire de Fontenay (pièce 82). 1793
- **AN W 279-14** - Guerre. Mouvements - Fontenay, 1er juin : lettre du Conseil provisoire annonçant l'arrivée d'un bataillon de l'armée républicaine (pièce 23). - Sans lieu, ni date : billet anonyme sur l'infiltration présumée de l'armée républicaine par des rebelles (pièce 69). 1793
- **AN W 279-15** - Guerre. Inhumations Fontenay, trois pièces non datées : - Billet du Conseil provisoire concernant l'inhumation d'un cadavre resté sur le champ de bataille et la distribution de blé à divers ménages (pièce 10). - Règlement de 10 livres à des charretiers qui ont transporté huit cadavres dans un charnier et débarrassé la ville de chevaux morts (pièce 75). - Règlement d'une soixantaine de livres à une vingtaine de particuliers pour l'inhumation de cadavres (pièce 77). 1793
- **AN W 279-16** - Finances Frais des anciennes administrations républicaines - Fontenay, 6 juin : bon pour la récupération par le sieur Louchet de pièces comptables et de " billets de chargement " du département de la Vendée (pièce

50). - Fontenay, 3 juillet : mémoire d'une femme réclamant 13 livres et 10 sous pour des travaux de lessive et de cuisine effectués au département de la Vendée (pièce 81). Dépenses et recettes - Fontenay, 2 juillet : état informel de recettes effectuées par le Conseil provisoire du 6 juin au 2 juillet 1793 (pièce 91). - Fontenay, 6 juillet : état des recettes effectuées par le Conseil provisoire du 1er juin au 6 juillet 1793 (pièce 86). - Fontenay, 6 juillet : état des dépenses effectuées par le Conseil provisoire du 31 mai au 6 juillet 1793 (pièce 90). Monnaie - Fontenay, sans date : avis du Conseil provisoire sur la libre circulation des assignats républicains ou vendéens (pièce 31).

- **AN W 279-17** - Population, secours, état civil Population - Fontenay, sans date : liste de 34 femmes ou filles employées à la fabrication de sacs (pièce 18). Secours - Fontenay, 29 mai : bon pour l'attribution de 6 boisseaux de froment à une mère de famille (pièce 51). Etat civil de Fontenay - 17 juin : billet enregistrant la naissance de François Bonnaud, fils d'un farinier (pièce 11). - Déclaration de décès de François Audebrand, laboureur de 40 ans (pièce 39). - Constatation de la naissance, le 4 juin, de Mathieu, fils de Louis Belion et de Marie Arnou (pièce 40). - Acte constatant le décès le 25 mai, puis l'inhumation de Jacques Desmoulières, fils d'un tapissier d'Aubusson (pièce 42). - Acte constatant la naissance le 25 mai de Catherine Rifaut et de Rosalie Boissaneau (pièce 43). - Constatation de la naissance, le 14 juin, de Louis, fils de Jean-Baptiste Mériot et de Marie-Madeleine Dazau (pièce 46). - Constatation des naissances de Victoire, fille de Jacques Gelot et d'Angélique Florisson, le 31 mai, et de Joséphine, fille de Nicolas Touzelin et de Marie Chêne, le 2 juin (pièce 52). 1793
- **AN W 279-18** - Administration générale - 30 mai : reconnaissance d'un meunier à propos de la vente de son moulin (pièce 20). - 7-13-16 juin 1793 : délibérations du Conseil provisoire d'administration sur l'adjudication de diverses coupes de foin (pièces 2-4). - 4 juin : règlement de 16 livres à un charpentier pour avoir consolidé une cloche qui menaçait de tomber (pièce 78). - Sans date : mémoire d'un serrurier réclamant 9 livres pour divers travaux effectués à un grenier à blé (pièce 79). - 8 juin : mémoire d'un charpentier réclamant 49 livres et 19 sous pour des travaux effectués au clocher de Notre-Dame de Fontenay (pièce 80). - 25 juin : procès-verbal d'apposition de scellés sur les effets du chanoine Chevallereau, suite à son décès (pièce 26). - Sans date : inventaire sommaire des meubles, ustensiles et pièces de cuisine du curé de la paroisse Saint-Jean (pièce 25).
- **AN W 279-19** - Réquisitions, 29 mai-6 juillet 1793 - 29 mai : ordre de saisir la voiture du sieur Gallot, " fugitif " (pièce 15). - 29 mai : mémoire sur la livraison de pain à l'Armée catholique et royale (pièce 33). - 30 mai : ordre de l'Armée catholique et royale adressé au Conseil provisoire pour chercher des grains à Bournezeau (pièce 13). - 31 mai : bon pour la récupération d'une charrette par un particulier (pièce 24). - 4 juin : état d'une livraison de grains au Conseil provisoire (pièce 44). - 6 juin : bon de reconnaissance de dettes fait à un particulier (pièce 35). - 6 juin : bon pour la récupération d'une charrette par un particulier (pièce 49). - 19 juin : bon pour la récupération d'une pouline (pouliche ?) par un particulier (pièce 37). - 23 juin : bon pour la récupération d'un matelas par un particulier (pièce 34). - 24 juin : billet du Conseil provisoire pour la saisie d'un matelas (pièce 9). - 24 juin : bon pour la récupération d'avoine et de haricots par un particulier (pièce 28). - 24 et 25 juin : bons de récupération de sept matelas par des particuliers (pièces 54-56). - 25 juin : bon pour la récupération de trois matelas par un particulier (pièce 32). - 27 juin : bon pour la



livraison de deux timbres et d'un cabinet à un particulier (pièce 45). - 30 juin : bon pour la récupération d'un traversin par un particulier (pièce 36). - 4 juillet : bon pour la récupération de quatre barriques par un particulier (pièce 41). - 6 juillet : bon pour la récupération d'une charrette par un particulier (pièce 38).

- **AN W 279-20** - Réquisitions, onze pièces non datées : - Bon de fournitures de 545 livres pour l'Armée catholique et royale (pièce 7). - Ordre du Conseil provisoire pour approvisionner en farine un boulanger (pièce 8). - Ordre de l'Armée catholique et royale pour l'enregistrement des grains disponibles sur place (pièce 12). - Copie d'un bon de réquisition d'un munitionnaire de l'Armée catholique et royale (pièce 21). - Etat des boisseaux de grains attribués à une douzaine de meuniers (pièce 30). - Bon pour la récupération de trois barriques par un particulier (pièce 57). - Billet notifiant la livraison à l'hôtel de ville de boîtes, cartons et serviettes par divers particuliers (pièce 67). - Déclarations d'une dizaine de boulangers sur leurs disponibilités en farine (pièce 68). - Ordre des commandants de l'Armée catholique et royale pour la livraison de deux bœufs destinés à leurs hommes, aux malades et aux nécessiteux (pièce 71). - Etat des sacs de grains remis à vingt-quatre particuliers (pièce 74). - Règlement de 11 livres à un particulier pour la livraison d'un cheval (pièce 76). 1793
  - W 285. Adjudant-général Sandoz

### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article W 285, seule la plaquette 125 est analysée et numérisée : dossier d'accusation contre l'adjudant-général Sandoz suite à la bataille de Luçon le 28 juin 1793 (juillet-août 1793). L'ordre des 24 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié.

- **AN W 285-1** - Accusation : - 9 juillet 1793 : décret de la Convention sur la mise en accusation de l'adjudant-général Sandoz, suite à sa conduite lors de la bataille de Luçon, le 28 juin précédent (pièce 5 précédée des quatre pages de titre de la plaquette 125).
- **AN W 285-2** - Interventions de Sandoz depuis Paris pour hâter son jugement : - 18 juillet 1793 : deux lettres de Sandoz à son ministre et au ministre de la justice pour demander une comparution rapide devant le Tribunal révolutionnaire afin de se justifier (pièces 2 et 4). - 19 juillet : lettre du ministre Bouchotte transmettant la demande de Sandoz au Tribunal révolutionnaire (pièce 3). - 27 juillet : lettre du ministre de la justice transmettant la demande de Sandoz au Tribunal révolutionnaire (pièce 7). - 3 août : lettre de Sandoz au citoyen Roussillon pour accélérer la tenue de son procès (pièce 11). - 21 août : lettre de Sandoz à Fouquier-Tinville pour accélérer la tenue de son procès (pièce 19).
- **AN W 285-3** - Enquêtes, complicité, témoignages Interrogatoire de Bernazais fils : - Saint-Maixent, 17 juillet 1793 : lettre de Bonneau, adjoint aux adjudants-généraux, au citoyen Bernazais fils (pièce 14). - Paris, 2 août : lettre de Sandoz à Bernazais fils pour le règlement d'une dette (pièce 21). - Poitiers, 7 août : délibération du Conseil général de la Vienne décidant l'interrogatoire du citoyen Bernazais fils et la mise sous scellés de certains de ses papiers (pièce 17). - Poitiers, 9 août : procès-verbal d'interrogatoire de Bernazais fils, débiteur de l'adjudant-général Sandoz (pièce 12). - Poitiers, 9 août : procès-verbal de mise sous scellés de certains papiers de Bernazais fils (pièce 13). - Paris, 14 août : courrier du Comité de salut public de la Vienne adressant à la Convention diverses pièces concernant l'adjudant-général Sandoz

(pièce 16). Interrogatoire du citoyen Le Perrier : - Poitiers, 9 août : procès-verbal d'interrogatoire par le Comité de salut public de la Vienne à propos de sa relation avec l'adjudant-général Sandoz (pièce 15).

- **AN W 285-4** - Défense Mémoire de Sandoz pour sa défense : - " Sandoz à ses concitoyens " ou mémoire justificatif de l'intéressé sur sa conduite le 28 juin 1793, avec des pièces jointes échelonnées du 13 juin au 5 juillet 1793 (pièce 6, imprimé de 22 p.). - Supplément au n°205 du " Courrier français " reproduisant quelques pièces du mémoire justificatif de Sandoz (pièce 9, imprimé de 8 p. dont 5 sur Sandoz). - Deuxième exemplaire du mémoire justificatif de Sandoz (pièce 10). - Troisième exemplaire du mémoire justificatif de Sandoz (pièce 18). - Quatrième exemplaire du mémoire justificatif de Sandoz (pièce 22). Comité de sûreté générale : - Paris, 22 août : déclaration du Comité de sûreté générale en faveur de l'adjudant-général Sandoz (pièce 20, cachet du comité de sûreté générale et de surveillance de la convention nationale).
- **AN W 285-5** - Jugement et libération Paris : - 9 août 1793 : procès-verbal de comparution de l'adjudant-général Sandoz devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 8, signature de Fouquier-Tinville°). - 28 août : jugement du Tribunal révolutionnaire ordonnant la libération de l'adjudant-général Sandoz pour absence de charges contre lui (pièce 23). - 28 août : procès-verbal de libération de l'adjudant-général Sandoz de l'Abbaye (pièce 24).
- W 294b. Six habitants des Ponts-de-Cé

### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article W 294b, seule la plaquette 228 est analysée et numérisée : dossier judiciaire constitué contre six habitants des Ponts-de-Cé, dont cinq officiers municipaux, condamnés à mort le 17 brumaire an II (29 juillet 1793-17 brumaire an II). L'ordre des 22 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié.

- **AN W 294b 1** - Interrogatoires des accusés à Angers et témoignages - Angers, 29 juillet-18 août 1793 : procès-verbaux d'interrogatoires des six accusés des Ponts-de-Cé par le directoire du district d'Angers et dépositions de 39 témoins (pièce 22, 37 p., précédée des quatre pages de titre de la plaquette 228). - Les Ponts-de-Cé, 21 août et 11 septembre : dépositions de différents habitants des Ponts-de-Cé en faveur de Jean Clain et supplique de sa femme (pièces 20-21).
- **AN W 294b 2** - Traduction devant le Tribunal révolutionnaire de Paris - Saumur, 30 septembre et 1er octobre 1793 : arrêté des représentants du peuple Choudieu et Richard traduisant six habitants des Ponts-de-Cé au tribunal révolutionnaire et ordre de les acheminer de Saumur à Paris (pièces 19, 17-18).
- **AN W 294b 3** - Audition des accusés - Paris, 26 vendémiaire an II : procès-verbaux d'audition devant le tribunal révolutionnaire de Jean Clain (65 ans), Thomas Héry (45 ans), Jean Tesnier (41 ans), Julien Cailleau (66 ans), René Rideau (51 ans) et Florent Olivier (38 ans) qui nient ou minimisent les charges pesant contre eux (pièces 11-16).
- **AN W 294b 4** - Assignation des témoins - Paris et Saumur, 5-17 brumaire an II : assignations d'une vingtaine de témoins résidant aux Ponts-de-Cé ou à Saint-Aubin-de-Luigné (pièces 6-10, cachet du tribunal révolutionnaire).
- **AN W 294b 5** - Jugement - Paris, 1er et 17 brumaire an II : acte d'accusation, délibération du jury et jugement du tribunal révolutionnaire condamnant à mort René Rideau, Jean Clain, Julien Cailleau, Jean Tesnier, Florent Olivier et Thomas Héry, accusés de complicité avec les insurgés vendéens, d'avoir porté la cocarde blanche et

d'avoir fait bénir un drapeau blanc à Angers par l'évêque d'Agra (pièces 4-5, 2-3).

- W 305b. Général Biron

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 305b contient cinq dossiers. Seules deux plaquettes (370/1-2) et un registre (370/3) sont analysés et numérisés : dossier judiciaire constitué contre le général Biron, ancien général en chef de l'armée des Côtes de La Rochelle, condamné à mort le 10 nivôse an II (30 déc. 1793). L'ordre des 95 et 42 pièces montées sur onglets dans les deux plaquettes (370/1-2) a été modifié.

#### ▪ De l'arrestation au jugement

- **AN W 305b 1** - Dénonciations - Sans lieu ni date : lettre du général Ronsin dénonçant les opérations du général Biron au Comité de salut public (pièce 22, plaquette 370/1, précédée des pages de titre des deux plaquettes 370/1-2). - Angers, 11 juillet 1793 : brouillon d'une dénonciation du commissaire national Parein contre le général Biron (pièce 23, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 2** - Saisie des papiers du général Biron - Paris, 29 juillet 1793 : attestation de Pierre Clavier, membre du Comité révolutionnaire des Piques, au sujet de la saisie et de la mise sous scellés des papiers du général Biron (pièce 12, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 3** - Défense du général Biron Paris, été 1793 : - Quatre exemplaires d'un mémoire en défense du général Biron adressé au Comité de salut public et au Conseil exécutif provisoire à propos de son commandement et de sa vision de la guerre de Vendée (pièces 18-21, plaquette 370/2, copies de 50 p. environ chacune). - 5e exemplaire du mémoire en défense du général Biron (pièce 31, plaquette 370/2).
- **AN W 305b 4** - Correspondance militaire à Fouquier-Tinville Paris : - 28 brumaire an II : lettre du chef d'état-major de l'armée révolutionnaire à Fouquier-Tinville au sujet du procès Biron (pièce 2, plaquette 370/1). - 11 frimaire : lettre du chef d'état-major de l'armée révolutionnaire à Fouquier-Tinville au sujet d'accusations portées contre le général Biron (pièce 3, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 5** - Dépôts à charge Sans lieu ni date : - Liste énumérant onze témoins à charge du procès Biron (pièce 6, plaquette 370/1). - Deux brouillons de notes consignants divers griefs contre le commandement du général Biron (pièces 15-16, plaquette 370/1). - Deux brouillons d'un membre de la société populaire de Niort récapitulant des griefs à l'encontre du général Biron (pièces 19-20, plaquette 370/1). - Critique du général Biron par un officier anonyme de l'armée des Côtes de La Rochelle (pièce 21, plaquette 370/1). Paris : - 6 nivôse an II : déposition de Momoro, membre des Cordeliers, comme témoin à charge au procès Biron (pièce 4, plaquette 370/1). - 6 nivôse : déposition de La Chevardière, président du département de Paris, comme témoin à charge au procès Biron (pièce 5, plaquette 370/1). - 7 nivôse : déposition des représentants du peuple Choudieu et Richard, comme témoins à charge au procès Biron (pièce 7, plaquette 370/1). - 7 nivôse : lettre du sieur Riboulleau à Fouquier-Tinville pour l'informer de ce qu'il sait sur le général Biron, du règne de Louis XV à 1793 (pièce 10, plaquette 370/1). - 9 nivôse : lettre d'un sieur Gernon livrant des informations sur le général Biron à un commissaire de police de Paris (pièce 11, plaquette 370/1).

- **AN W 305b 6** - Interrogatoire et transfert à la Conciergerie Paris, 7 nivôse an II : - Procès-verbal d'interrogatoire du général Biron (pièce 8, plaquette 370/1). - Ordre de Fouquier-Tinville de transférer le général Biron de la prison Sainte-Pélagie à la Conciergerie (pièce 9, plaquette 370/1, un cachet).
- **AN W 305b 7** - Accusation - Paris, 8 nivôse an II : acte d'accusation de Fouquier-Tinville contre le général Biron (pièce 27, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 8** - Comparution, témoignages à charge et à décharge - Paris, 9 nivôse an II : procès-verbal du Tribunal révolutionnaire transcrivant la comparution du général Biron, de 12 témoins à charge (dont des représentants en mission) et de quatre témoins à décharge (pièce 26, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 9** - Jugement Paris : - 9 nivôse an II : le jury du Tribunal révolutionnaire vote la culpabilité du général Biron (pièce 28, plaquette 370/1). - 10 nivôse : procès-verbal du jugement et de la condamnation à mort du général Biron (pièce 29, plaquette 370/1).
- Correspondance du général Biron antérieure à son arrestation
  
- **AN W 305b 10** - Registre de correspondance, 8 mai-3 juillet 1793 : copie de la correspondance active du général Biron avec la Convention, le Comité de salut public, des ministres, des représentants en mission et ses généraux ou officiers supérieurs (registre 370/3, 99 pages).
- **AN W 305b 11** - Tours, 10 juin 1793 : - Lettre du général Duhoux annonçant au général Biron une défaite près de Saumur (pièce 37, plaquette 370/2). - Lettre en quatre exemplaires du général Duhoux annonçant au général Biron la défaite de son armée près de Saumur (pièces 65-68, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 12** - 11 juin 1793 Niort : lettre en quatre exemplaires du général Biron demandant au général Duhoux de tenir sur place et d'attendre le général Santerre (pièces 69-72, plaquette 370/1). Tours : - Quatre exemplaires du plan de campagne contre les Vendéens arrêté par quatre généraux et sept représentants du peuple (pièces 1-4, plaquette 370/2). - 5e exemplaire du plan de campagne contre les Vendéens (pièce 36 fragmentaire, plaquette 370/2). Niort : - Sans date : trois exemplaires de la réponse du général Biron au plan exposé ci-dessus (pièces 5-7, plaquette 370/2, copies de 14 p. chacune). - Sans date : 4e exemplaire de la réponse du général Biron au plan de Tours (pièces 42, plaquette 370/2, voir pièces 5 à 7). - Sans lieu ni date : réponse du général Biron à une lettre reçue de Tours le 11 juin 1793 et émanant de ses généraux de division et des représentants en mission (pièce 95, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 13** - Niort : - 12 juin 1793 : lettre du général Biron au Comité de salut public sur l'indiscipline et le manque de formation de ses troupes (pièce 31, plaquette 370/1). - 13 juin 1793 : extrait d'une lettre du général Biron au général Boulard (pièce 32, plaquette 370/1). - 14 juin 1793 : extrait d'une lettre du général Biron au général Westermann (pièce 33, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 14** - Niort, 15 juin 1793 : - Lettre du général Biron au général Duhoux sur les opérations en cours (pièce 30, plaquette 370/1). - Lettre du général Biron au général Duhoux (pièce 29, plaquette 370/2, voir pièces 8 à 11). - Quatre exemplaires de la lettre du général Biron au général Duhoux à propos de la conduite des opérations (pièces 8-11, plaquette 370/2).
- **AN W 305b 15** - 25 juin 1793 Niort : - Lettre du général Biron au Comité de salut public pour se plaindre des difficultés de son commandement en Vendée, à cause de la multiplicité des commissaires nationaux et représentants du peuple (pièce 35, plaquette 370/1). Tours : - Lettre de six généraux au général Biron à

propos de la conduite des opérations (pièce 22, plaquette 370/2). - Quatre exemplaires d'une lettre adressée au général Biron par trois de ses généraux au sujet des opérations en cours (pièces 41-44, plaquette 370/1). - Quatre exemplaires d'une mise en demeure de cinq représentants du peuple au général Biron pour qu'il aille au secours de Nantes (pièces 45-48, plaquette 370/1). - Plan de campagne arrêté par dix généraux et cinq représentants du peuple et soumis au général Biron (pièce 49, plaquette 370/1). - Trois exemplaires du plan de campagne de Tours (pièces 54-56, plaquette 370/1). - Plan d'opération arrêté par dix généraux de l'armée des Côtes de La Rochelle (pièce 23, plaquette 370/2). - Arrêté de six représentants en mission à propos des opérations militaires en cours (pièce 24, plaquette 370/2, cachet).

- **AN W 305b 16** - Niort, 26 juin 1793 : - Quatre exemplaires, parfois incomplets, de la réponse du général Biron au plan qui lui a été remis (pièces 50-53, plaquette 370/1). - Quatre exemplaires d'une lettre du général Biron aux représentants du peuple siégeant à Tours au sujet des opérations militaires (pièces 37-40, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 17** - Paris, 28 juin 1793 : - Arrêté du Comité de salut public refusant la démission du général Biron et coordonnant les opérations de défense de Nantes (pièce 14, plaquette 370/1). - Arrêté du Comité de salut public refusant la démission du général Biron et lui demandant de mettre en oeuvre un plan de campagne contre les Vendéens (pièce 12, plaquette 370/2). - Copie incomplète de l'arrêté mentionné ci-dessus (pièce 13, plaquette 370/2). - Arrêté du Comité de salut public refusant la démission du général Biron et lui demandant de mettre en oeuvre un plan de campagne contre les Vendéens ; texte plus complet que la pièce 12 (pièce 26, plaquette 370/2). - Quatre exemplaires de la lettre du Comité de salut public au général Biron accompagnant l'arrêté du même jour (pièces 14-17, plaquette 370/2). - Deux exemplaires de la lettre du Comité de salut public au général Biron accompagnant l'arrêté du même jour et plus complètes que les pièces 14 à 17 (pièces 27-28, plaquette 370/2). - Trois exemplaires d'une lettre du Comité de salut public appuyant et encourageant le général Biron (pièces 87-89, plaquette 370/1). - Lettre d'encouragement du Comité de salut public au général Biron (pièce 32, plaquette 370/2).
- **AN W 305b 18** - 29 juin 1793 Saint-Maixent : - Lettre du général Westermann à propos des troupes que le général Biron a laissées à sa disposition (pièce 13, plaquette 370/1). - 2e exemplaire d'une lettre du général Westermann (pièce 25, plaquette 370/1). Niort : - Deux exemplaires d'une lettre du général Biron au général Boulard (pièces 38-39, plaquette 370/2). - Lettre du général Biron à l'adjutant-général Sandoz pour lui demander des détails sur la bataille de Luçon (pièce 40, plaquette 370/2). - Lettre du général Biron au commandant du poste de Marans (pièce 41, plaquette 370/2).
- **AN W 305b 19** - 30 juin 1793 Paris : - Arrêté du Comité de salut public précisant les rôles respectifs des représentants en mission et du général Biron dans la conduite de la guerre en Vendée (pièce 18, plaquette 370/1). - Trois exemplaires d'un arrêté du Comité de salut public (pièces 73-75, plaquette 370/1, voir pièce 18). Tours : - Lettre adressée au général Biron par quatre de ses généraux réclamant des ordres de marche (pièce 36, plaquette 370/1). - Quatre exemplaires d'une lettre de quatre de ses généraux au général Biron (pièces 91-94, plaquette 370/1, voir pièce 36). - Sans lieu : quatre exemplaires d'une lettre du général Biron à ses généraux de division où il expose son plan

pour la suite des opérations (pièces 57-60, plaquette 370/1).

- **AN W 305b 20** - Paris, 1er juillet 1793 : - Quatre exemplaires d'un arrêté du Comité de salut public maintenant sa confiance au général Biron et lui demandant de s'accorder avec les représentants du peuple (pièces 76-79, plaquette 370/1). - Trois exemplaires d'une autre lettre de soutien du Comité de salut public au général Biron (pièces 33-35, plaquette 370/2). - Niort : lettre du général Biron au ministre de la guerre sur l'état des opérations en Vendée (pièce 17, plaquette 370/1). - Sans lieu : lettre du général Biron au ministre de la guerre pour se plaindre des officiers et commissaires des guerres proches du général Ronsin, avec des annotations marginales du général Ronsin (pièce 24, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 21** - Niort, 3 juillet 1793 : - Lettre du général Biron à ses généraux de division (pièce 90, plaquette 370/1, voir pièce 84). - Trois exemplaires d'une lettre du général Biron expliquant à ses généraux de division les mouvements à opérer (pièces 84-86, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 22** - Angers, 11 juillet 1793 : - Lettre du général Biron sur les opérations en cours (pièce 34, plaquette 370/1). - Lettre en quatre exemplaires du général Biron annonçant au Comité de salut public sa démission irrévocable (pièces 80-83, plaquette 370/1).
- **AN W 305b 23** - Correspondance non datée Tours : - Quatre exemplaires d'une lettre des généraux de division de Tours sur les opérations en cours (pièces 61-64, plaquette 370/1). - Lettre de quatre généraux au général Biron sur la conduite des opérations (pièce 25, plaquette 370/2). - Extrait d'une lettre ou d'un mémoire sur les risques d'un débarquement anglais (pièce 30, plaquette 370/2). 1793
  - W 316. Général Marcé

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 316 contient sept dossiers. Seule la plaquette 456 est analysée et numérisée : dossier d'accusation constitué contre le général Marcé, condamné à mort le 9 pluviôse an II (28 janv. 1794), suite à sa défaite du 19 mars 1793 contre les Vendéens (19 mars 1791-9 pluviôse an II). L'ordre des 57 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié.

#### ▪ De l'arrestation au jugement

- **AN W 316-1** - Pose de scellés sur les biens du général Marcé La Rochelle : - 21 mars 1793 : procès-verbal de pose de scellés sur les meubles et effets du général Marcé (pièce 4 précédée des quatre pages de titre de la plaquette 456). - 22 mars : procès-verbal d'inventaire des biens, papiers et effets du général Marcé, en présence des représentants du peuple Niou et Trullard (pièce 8). - 5 avril : pouvoir donné par la veuve d'un aide de camp du général Marcé, afin de récupérer ses biens et effets (pièce 5). - 18 avril : procès-verbal de récupération des effets du sieur Dardillonde, aide de camp du général Marcé (pièce 6). - 1er mai : pouvoir donné par le général Marcé pour faire récupérer ses papiers et effets mis sous scellés (pièce 7).
- **AN W 316-2** - Traduction du général Marcé devant le tribunal révolutionnaire Paris : - 24 avril 1793 : décret de la Convention traduisant le général Marcé devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 41). - 12 mai : le ministre de la guerre signale à la Convention l'arrivée à Paris des généraux Destournelles et Marcé

(pièce 40).

- **AN W 316-3** - Correspondance générale La Rochelle : - 9 mai 1793 : dépôt d'une lettre sur le général Marcé effectué à la commission chargée d'enquêter à son sujet (pièce 3). - 9 mai : les membres de la commission d'enquête écrivent à Fouquier-Tinville que le général Marcé est parti pour Paris le 9 mai et qu'ils lui adressent les pièces de l'instruction effectuée à La Rochelle (pièce 44). Paris : - 22 mai 1793 : le président du Comité de la guerre demande à Fouquier-Tinville les pièces du dossier Marcé (pièce 43). - 17 juin : lettre du président du Comité de la guerre à Fouquier-Tinville pour l'instruire de l'avancement du dossier Marcé (pièce 39). - 20 vendémiaire an II (11 oct. 1793) : courrier d'un employé du ministère de la guerre à Fouquier-Tinville à propos de trois chefs de bataillon devant témoigner au procès Marcé (pièce 45, un cachet).
- **AN W 316-4** - Dépôts et dénonciations La Rochelle : - 22 mars-6 avril 1793 : procès-verbal des dépositions effectuées par 25 témoins, notamment des officiers et sous-officiers, devant la commission d'enquête créée par les représentants en mission pour enquêter sur la marche et la défaite de la colonne Marcé du 14 au 19 mars 1793 (pièce 21, 24 p.). - 21 avril et 8 mai : procès-verbal des dépositions effectuées par quatre témoins (numérotés 26-29) devant la commission créée par les représentants en mission pour enquêter sur la marche et la défaite de la colonne Marcé du 14 au 19 mars 1793 (pièce 20). - 11 mai : lettre adressée au Club des jacobins de Paris et dénonçant le général Marcé (pièce 53). Montauban, 23 mai : lettre de dénonciation de la société populaire de Montauban contre le général Marcé (pièce 47, un cachet). La Rochelle, 29 mai : la société populaire de La Rochelle communique à Fouquier-Tinville les renseignements recueillis à Montauban sur le général Marcé (pièce 46). Paris, 26 nivôse an II : exemplaire de cédula pour assignation de témoin (pièce 27). La Rochelle, 2 pluviôse an II : - Lettre du comité de surveillance de La Rochelle à Fouquier-Tinville au sujet des témoins assignés au procès Marcé (pièce 25). - Assignations adressées à 13 particuliers pour témoigner au procès Marcé le 9 pluviôse an II (pièce 26). Rochefort, 2 pluviôse an II : lettre du comité de surveillance de Rochefort à Fouquier-Tinville au sujet de quatre assignations (pièce 28). 1793-1794
- **AN W 316-5** - Témoignages favorables Montauban, 26 mars 1793 : lettre de félicitation d'une relation du général Marcé pour ses premiers succès en Vendée (pièce 31). Nantes : - 31 mars 1793 : attestation de la municipalité de Nantes en faveur du général Marcé (pièce 36, un cachet). - 1er avril : attestation de la garde nationale de Nantes en faveur du général Marcé (pièce 37, un cachet). - 6 avril : lettre des administrateurs du district de Nantes en faveur du général Marcé (pièce 33). - 6 avril : attestation des administrateurs de la Loire-Inférieure en faveur du général Marcé (pièce 35, un cachet). Chinon : - 16 mai : attestation de la municipalité de Chinon en faveur du général Marcé (pièce 50, un cachet). - 18 mai : attestation de la garde nationale de Chinon en faveur du général Marcé, avec une quarantaine de signatures (pièce 34, un cachet). Thizay (Indre-et-Loire), 20 mai : attestation de la municipalité de Thizay en faveur du général Marcé (pièce 38). Paris, 29 juillet : lettre du général Marcé, depuis la prison de l'Abbaye, adressée à Fouquier-Tinville à propos de témoins qu'il cherche à joindre (pièce 29). Chinon, 25 août : adresse des " citoyens de Chinon " en faveur du général Marcé envoyée au président du Tribunal révolutionnaire, avec près de 120 signatures (pièce 22). Paris, 3 octobre : lettre du général Marcé à Fouquier-Tinville pour pouvoir produire cinq témoins (pièce 24). Chinon, 4

octobre : délibération de la société populaire de Chinon en faveur du général Marcé (pièce 23, un cachet).

- **AN W 316-6** - Défense du général Marcé Paris : - 25 mai 1793 : le général Marcé demande à être entendu rapidement par le Comité militaire de la Convention (pièce 32). - 10 juin : lettre du général Marcé aux députés de la Convention pour demander sa libération (pièce 30).
- **AN W 316-7** - Accusation et interrogatoire Paris : - 9 juillet 1793 : décret de la Convention exigeant que le général Marcé soit traduit " sans délai " devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 42). - 26 juillet : première audition du général Marcé au Tribunal révolutionnaire (pièce 54). - 24 septembre : acte d'accusation de Fouquier-Tinville contre le général Marcé (pièce 52).
- **AN W 316-8** - Jugement Paris, 9 pluviôse an II : - Le jury du Tribunal révolutionnaire vote la culpabilité du général Marcé (pièce 55). - Procès-verbal du Tribunal révolutionnaire relatant la décision du jury (pièce 56). - Procès-verbal du jugement et de la condamnation à mort du général Marcé (pièce 57).
- Correspondance active et passive du général Marcé antérieure à son arrestation
  
- **AN W 316-9** - 1791 - Sans lieu ni date : billet avec une maxime en quatre vers (pièce 12). - Chinon, 19 mars : lettre de la femme du général Marcé à son mari (pièce 15). - Vaumenaize (environs de Chinon), 30 mars : lettre de la femme du général Marcé à son mari (pièce 16, un cachet). Montauban : - 10 mai : brouillon d'une lettre du général Marcé à une relation (pièce 13). - 12 juin : brouillon d'une lettre du général Marcé au comte d'Esparbes (pièce 14). - 28 septembre : lettre de la société patriotique de Montauban dénonçant le général Marcé au Comité militaire de l'Assemblée nationale (pièce 48, un cachet). - 28 septembre : lettre de la société patriotique de Montauban au roi pour se plaindre du général Marcé (pièce 49, un cachet). - 28 septembre : lettre de la société patriotique de Montauban au ministre de la guerre pour se plaindre du général Marcé (pièce 51, un cachet). - 22 décembre : lettre adressée au général Marcé par un de ses proches (pièce 9).
- **AN W 316-10** - 1792-1793 Agen, 22 février 1792 : lettre du général Marcé au ministre de la guerre pour faire modifier l'affectation qui lui est fixée (pièce 10). Cahors, 20 mai 1792 : lettre adressée au général Marcé par un proche (pièce 18). Chinon, 12 mai 1792 : lettre de la femme du général Marcé à son mari (pièce 17). Vaumenaize : - 29 mai 1792 : lettre de la femme du général Marcé à son mari avec un ajout de sa fille (pièce 19). - 16 juin 1792 : lettre de la fille du général Marcé donnant des nouvelles à son père (pièce 11). Montauban, 26 février 1793 : lettre de la société populaire de Montauban à la société populaire de La Rochelle et donnant des renseignements défavorables sur le général Marcé (pièce 3 bis).

- W 338. Général Quétineau

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 338 contient onze dossiers. Seule la plaquette 604 est analysée et numérisée : dossier judiciaire contre le général Quétineau condamné à mort le 26 ventôse an II (16 mars 1794), suite à la prise de Thouars le 5 mai 1793 par les Vendéens (16 avril 1793-26 ventôse an II). L'ordre des 37 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié.

- De l'arrestation au jugement



- **AN W 338-1** - Comparution Echange d'informations entre le commissaire national Japhet et Fouquier-Tinville : - Tours, 17 brumaire an II : lettre du commissaire national Japhet à Fouquier-Tinville au sujet du général Quétineau (pièce 5 précédée des trois pages de titre de la plaquette 604). - Tours, 1er pluviôse : lettre du commissaire national Japhet à Fouquier-Tinville à propos des informations qu'il recueille sur le général Quétineau (pièce 4). Comparution du général Quétineau : - Paris, 11 pluviôse an II : procès-verbal de comparution du général Quétineau devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 18). Correspondance générale : - Sans lieu ni date : papier anonyme énumérant quatre hommes susceptibles de témoigner au procès Quétineau (pièce 12). - Sans lieu ni date : papier non signé énumérant diverses questions à poser au général Quétineau sur son commandement de Bressuire à Thouars (pièce 17). - Tours, 28 pluviôse an II : le commissaire national du tribunal de district adresse divers courriers au Tribunal révolutionnaire en vue du procès Quétineau (pièce 25).
- **AN W 338-2** - Dépositions et dénonciations Sans lieu ni date : - Déposition du représentant du peuple Piorry contre Quétineau et son comportement à Bressuire (pièce 7). - Papier non signé récapitulant les griefs formulés contre le général Quétineau à propos de la chute de Thouars (pièce 11). Tours : - 22 nivôse an II : rapport à charge et en 32 points du sous-lieutenant Pasquin contre le général Quétineau (pièce 13). - 23 pluviôse an II : témoignage du commandant des chasseurs de Tours sur la chute de Thouars (pièce 16). - 27 pluviôse : témoignage du lieutenant Pallais sur le détachement des chasseurs de Tours depuis son départ le 23 mars jusqu'à la chute de Thouars (pièce 15). - 28 pluviôse : liste des 128 chasseurs de Tours faits prisonniers à Thouars par les Vendéens (pièce 14). Saint-Aignan (Loir-et-Cher) : - 18 ventôse an II : rapport du commissaire national du tribunal de district à Fouquier-Tinville à propos de témoignages d'anciens officiers du général Quétineau (pièce 19).
- **AN W 338-3** - Défense du général Quétineau - Paris, 25 pluviôse an II : lettre du général Quétineau emprisonné à l'Abbaye et demandant à produire un témoin (pièce 6).
- **AN W 338-4** - Assignations de témoins Tours, 17 ventôse an II : - Assignations adressées à cinq témoins pour comparution devant le Tribunal révolutionnaire le 26 ventôse an II (pièce 23). - Le commissaire national du tribunal de district informe l'accusateur public du tribunal des assignations mentionnées ci-dessus (pièce 24). Paris, 18 ventôse an II : assignation du Tribunal révolutionnaire adressée à un témoin de Saint-Aignan-sur-Cher appelé à comparaître le 26 ventôse an II (pièce 22). Poitiers, 19 ventôse an II : lettre du commissaire national près du tribunal de district à Fouquier-Tinville au sujet des témoins assignés à comparaître au procès Quétineau (pièce 21). Tours : - 22 ventôse an II : l'huissier du tribunal de district assigne quatre particuliers à comparaître comme témoins au Tribunal révolutionnaire le 26 ventôse an II (pièce 31). - 23 ventôse : le commissaire national du tribunal de district informe Fouquier-Tinville qu'il a fait assigner les témoins convoqués au procès Quétineau (pièce 30). - 23 ventôse : l'huissier du tribunal de district assigne un cinquième particulier à comparaître comme témoin au Tribunal révolutionnaire le 26 ventôse an II (pièce 32). - 24 ventôse : le commissaire national du tribunal de district informe Fouquier-Tinville que les assignations envoyées ont bien été distribuées (pièce 33). Paris, sans date : assignation faite par un huissier du Tribunal révolutionnaire à cinq personnes devant témoigner au procès Quétineau le 26

ventôse an II (pièce 20).

- **AN W 338-5** - Accusation - Sans lieu ni date : résumé des accusations portées contre le général Quétineau (pièce 26). - Paris, 23 ventôse an II : acte d'accusation de Fouquier-Tinville contre le général Quétineau (pièce 34, original avec signatures).
- **AN W 338-6** - Jugement Paris, 26 ventôse an II (16 mars 1794) : - Procès-verbal relatant la comparution devant le Tribunal révolutionnaire du général Quétineau et les dépositions de 18 témoins à charge et de 3 témoins à décharge (pièce 36, signature du président Dobsent). - Le jury du Tribunal révolutionnaire prononce la culpabilité du général Quétineau (pièce 35). - Procès-verbal contenant l'acte d'accusation de Fouquier-Tinville et le jugement du Tribunal révolutionnaire condamnant à mort le général Quétineau (pièce 37).
- Correspondance antérieure à l'arrestation du général Quétineau
  
- **AN W 338-7** - - Bressuire, 16 avril 1793 : lettre du général Quétineau au département de la Vienne pour empêcher la désorganisation de son armée (pièce 1bis). - Poitiers, 18 avril 1793 : délibération du Conseil général de la Vienne essayant de concilier la demande du général Quétineau et les réclamations de conscrits en fin d'engagement (pièce 2). - Bressuire, 21 avril 1793 : lettre du général Quétineau protestant contre les décisions du Conseil général de la Vienne au sujet de son armée (pièce 3). - Sans lieu, 29 avril : extrait d'une correspondance entre le général Quétineau et le général Leigonyer (pièce 28). - Airvault, 2 mai 1793 : procès-verbal de la municipalité constatant la désorganisation de l'armée de Bressuire et engageant ses hommes à défendre Thouars (pièce 8). - Airvault, 3 mai 1793 : lettre de la municipalité au Conseil général de la Vienne sur le même objet (pièce 9). - Poitiers, 3 mai 1793 : rapport du commissaire civil Guilleminet au Conseil général de la Vienne sur les événements survenus entre Bressuire et Thouars du 28 au 30 avril 1793 (pièce 10). - Thouars, 5 mai 1793 : lettre de convocation devant la " Commission départementale " adressée au général Quétineau (pièce 29). - Poitiers, 12 mai 1793 : lettre de Ribault le jeune, soldat de Poitiers, relatant au sieur Delorme le siège et la chute de Thouars (pièce 27).

- W 345. Général Beysser

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 345 contient douze dossiers. Seules quatre pièces de la plaquette 676 (5ème partie) sont analysées et numérisées : dossier d'accusation contre le général Beysser, jugé avec les veuves d'Hébert et de Camille Desmoulins, et condamné à mort le 24 germinal an II (13 avril 1794) (pièces 66 et 71-73, en tête des images sont placées les pages de titre de la plaquette 676).

- **AN W 345-1** - Accusation et interrogatoire Paris : - 19 germinal an II : acte d'accusation de Fouquier-Tinville contre 27 accusés, dont le général Beysser (pièce 71). - 20 germinal an II : premier interrogatoire par le Tribunal révolutionnaire de Jean-Michel Beysser, extrait de la Conciergerie (pièce 66).
- **AN W 345-2** - Délibération et jugement Paris : - 21-24 germinal an II : procès-verbal de délibération du jury du Tribunal révolutionnaire condamnant 19 accusés et en acquittant 7 (pièce 72). - 24 germinal an II : procès-verbal du jugement et de la condamnation à mort de 19 accusés, dont le général Beysser (pièce 73).

- W 354. François-Jean Pichard dit Dupage

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 354 contient huit dossiers. Seules les plaquettes 737/1-2-3 sont partiellement présentées : dossier d'accusation concernant 33 accusés, " Villeroy, Estaing, Latour-Dupin, Crosne, Angran, Charost et autres ". Ont été analysées et numérisées les pièces intéressant François-Jean Pichard dit Dupage, ancien procureur-général-syndic de la Vendée, " convaincu d'avoir été un des principaux auteurs de la guerre de Vendée ", condamné à mort le 9 floréal an II (plaquette 737/1 : pièces 1-13, 16-24, 34 (numérotation parfois double des pièces) ; plaquette 737/2 : 116-117; intégralité de la plaquette 737/3). Les autres pièces concernant d'autres accusés ne sont pas présentées (plaquette 737/1 : pièces 14-15, 25-33, 35-73 ; plaquette 737/2 : pièces 1-115, 118).

#### ▪ De l'arrestation au jugement

- **AN W 354-1** - Traduction et interrogatoire devant le Tribunal révolutionnaire Paris : - 10 germinal an II : décret de la Convention portant que Pichard-Dupage sera traduit devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 2 ou 5, plaquette 737/1, précédée des pages de titre de la plaquette 737/1). - 10 germinal : copie de l'arrêté de la Convention traduisant Pichard-Dupage devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 21 ou 22, plaquette 737/1). - 19 germinal : courrier du Comité de sûreté générale sur l'arrivée de Pichard-Dupage à Paris (pièce 3 ou 6, plaquette 737/1). - 25 germinal : procès-verbal de comparution et d'interrogatoire de Pichard-Dupage devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 34 ou 35, plaquette 737/1).
- **AN W 354-2** - Dépôts et dénonciations Fontenay : - 14 germinal an II : le commandant de la garde nationale certifie que le fils de Dupage, âgé de 17 ans, sert comme sergent-major (pièce 18 ou 19, plaquette 737/1, un cachet). Paris : - 28 germinal an II : procès-verbaux de dépositions au Tribunal révolutionnaire des députés vendéens Goupilleau de Montaigu, Maignen, Morisson, Musset et Fayau contre Pichard-Dupage, avec une lettre de Mercier du Rocher relatant la prise de Fontenay par les Vendéens (pièces 7-13 ou 10-15, plaquette 737/1, 23 p., un cachet). - 8 floréal : notification à Pichard-Dupage des 10 témoins cités pour déposer à son procès (pièce 20 ou 21, plaquette 737/1).
- **AN W 354-3** - Accusation de Fouquier-Tinville Paris : - 8 floréal an II : brouillon de l'acte d'accusation de Fouquier-Tinville contre Pichard-Dupage (pièce 19 ou 20, plaquette 737/1). - 8 floréal : acte d'accusation de Fouquier-Tinville contre 36 accusés, dont Pichard-Dupage (pièce 117, plaquette 737/2, 32 p.).
- **AN W 354-4** - Témoignages favorables : - Fontenay, 18 nivôse an II : témoignages de " citoyens de la commune de Fontenay-le-Peuple " en faveur de Pichard-Dupage (pièce 16 ou 18, plaquette 737/1, environ 200 noms).
- **AN W 354-5** - Défense de Pichard-Dupage : - Sans date : acte de défense non signé de Pichard-Dupage réfutant les accusations portées contre lui (pièce 17 ou 19, plaquette 737/1). - Sans date : mémoire en défense de Pichard-Dupage (pièce 22 ou 23, plaquette 737/1). an II
- **AN W 354-6** - Jugement : - Paris, 9 floréal an II : procès-verbal du Tribunal révolutionnaire notifiant la condamnation à mort de 33 accusés, dont Pichard-Dupage (pièce 116, plaquette 737/2).
- Activité de Pichard-Dupage antérieure à son arrestation

- **AN W 354-7** - - "Arrêtés du Conseil général du département de la Vendée, pris dans sa première session, tenues en 1790", Fontenay, 1792, 31-XLV p. (imprimé, plaquette 737/3).
- **AN W 354-8** - - "Compte de la gestion et administration du directoire du département de la Vendée, présenté à la session du Conseil général de l'année 1791", Fontenay, 1791, 143-48 p. (imprimé, plaquette 737/3).
- **AN W 354-9** - - Paris, 5 avril 1791 : lettre de Cochon de Lapparent, député des Deux-Sèvres à la Constituante, adressée à Pichard-Dupage (pièce 23 ou 24, plaquette 737/1). - Fontenay-le-Comte, 21 juin 1791 : délibérations du Conseil général de la Vendée cassant des procédures d'arrestation du district de Montaigu jugées illégales (pièce 4 ou 7, plaquette 737/1). - Fontenay-le-Comte, 30 mai 1793 : laissez-passer délivré par le Comité provisoire de Fontenay avec l'accord de l'Armée catholique et royale (pièces 5-6 ou 8-9, plaquette 737/1). - Fontenay, 31 août 1793 : application d'un arrêté du 29 août pris par le Conseil général de la Vendée et suspendant la plupart des élus municipaux de Fontenay (pièce 24 ou 25, plaquette 737/1). 1791-1793
  - W 449. 132 Nantais expédiés par Carrier au tribunal révolutionnaire

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 449 contient six dossiers. Seule la plaquette 105 est analysée et numérisée : jugement des 132 Nantais réduits à 94 et acquittés le 28 fructidor an II (janvier-septembre 1794). L'ordre des 90 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié.

#### ▪ Emprisonnement à Paris

- **AN W 449-1** - Détention à Bercy, 23 ventôse an II : - Le directeur de la maison d'arrêt signale que 30 Nantais sont détenus chez lui (pièces 27 et 30 précédées des pages de titre de la plaquette 105 et d'une notice du 1er sept. 1866 de l'archiviste Campardon sur la réintégration de pièces dans le dossier). - Liste de 30 Nantais détenus (pièce 37).
- **AN W 449-2** - Détention à Belhomme Paris : - Ventôse-thermidor an II : correspondance relative au transfert de prisonniers nantais à la maison de santé Belhomme ou à celle des Amandiers (pièces 38-52). - Ventôse an II : correspondance au sujet des Nantais en convalescence à la maison de santé Belhomme, dans la section de Popincourt (pièces 31-36). - Germinal-floréal an II : correspondance au sujet des frais de séjour à la maison Belhomme (pièces 73-76).
- **AN W 449-3** - Réclamations et pétitions de Nantais - Paris et Bercy, pluviôse-prairial an II : pétitions des Nantais détenus à Belhomme et à Picquenot pour réclamer leur libération (pièces 53 et 59-62). Paris : - Prairial an II : pétitions des Nantais détenus à Belhomme pour réclamer leur libération (pièces 64-69). - 5 pluviôse : le Nantais Bernard demande à récupérer une malle lui appartenant (pièce 58). - 12 pluviôse : protestation de 58 Nantais détenus à la maison de santé Belhomme (rue de Charonne) contre leur transfert, avec une quarantaine de signatures (pièces 28-29).
- **AN W 449-4** - Décès de Nantais : - Blois, nivôse-pluviôse an II : copies des actes de décès de trois Nantais (pièces 2 et 6-7, un cachet). Paris : - Nivôse-pluviôse an II : relevé des décès par maladie de dix Nantais emprisonnés

à Paris (pièces 3-5, un cachet). - Nivôse-ventôse an II : actes de décès par maladie, parfois en double, de 17 Nantais dans diverses prisons et maisons de santé de la capitale (pièces 10-26). - 25 nivôse an II : pièces liées au décès du Nantais Pierre Sarrebourg (pièces 77-78, voir aussi la pièce 24). - Bercy, 13-14 pluviôse an II : actes de décès par maladie de deux Nantais à la maison Picquenot (pièces 8-9, un cachet).

- **AN W 449-5** - Saisie de leurs papiers Paris : - 18 germinal an II : procès-verbal original de saisie des papiers et assignats des Nantais reclus à la maison Belhomme (pièces 70 et 82, 18 p. et une carte de séjour). - 18 germinal : copie du procès-verbal de saisie des papiers et assignats des Nantais reclus à la maison Belhomme (pièce 71, 15 p.). - 29 germinal : le Comité de sûreté générale transmet à Fouquier-Tinville les papiers saisis des Nantais (pièce 72). - 29 germinal : le Comité de sûreté générale transmet à Fouquier-Tinville un arrêté pris au sujet des Nantais (pièce 81). - Germinal-floréal : protestations diverses de Nantais prisonniers à Belhomme contre la saisie de papiers et assignats leur appartenant (pièces 54-57). - 2 floréal : procès-verbal enregistrant les papiers et assignats saisis chez les Nantais de Belhomme (pièces 79-80). - 21 fructidor : le Tribunal révolutionnaire ordonne que les papiers saisis chez 16 Nantais leur soient partiellement rendus, suite à leur pétition (pièces 86-89).

- Jugement

- **AN W 449-6** - Comparution Paris : - 18 thermidor an II : le Comité de sûreté générale demande la transmission des pièces concernant les 132 Nantais (pièce 63). - 22-28 fructidor : procès-verbal de comparution des 94 Nantais devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 84).
- **AN W 449-7** - Acquittement Paris, 28 fructidor an II : - Liste des 94 Nantais acquittés (pièce 1). - Procès-verbal du Tribunal révolutionnaire enregistrant le jugement et l'acquittement des 94 Nantais (pièce 90). - Sans date : procès-verbal enregistrant l'avis du jury du Tribunal révolutionnaire sur les 94 Nantais (pièce 83). - Sans date : liste des 94 Nantais avec le détail des votes des jurés (pièce 85).

- W 468. Pichard-La Caillère et Savary-Calais

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 468 contient huit dossiers. Seule la plaquette 250 est analysée et numérisée : jugement de Pichard-La Caillère et Savary-Calais, membres du " Comité provisoire établi par les Brigands " à Fontenay-le-Comte et acquittés le 23 vendémiaire an III (27 mai 1793-14 octobre 1794). L'ordre des 61 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié. L'article W 468 est à rapprocher des articles W 279 (dossier judiciaire contre quatre notables de Fontenay-le-Comte, membres du conseil provisoire établi dans la ville par l'armée vendéenne) et W 354 (dossier judiciaire contre François-Jean Pichard-Dupage, ancien procureur-général-syndic de la Vendée, condamné à mort le 9 floréal an II).

- Jugement

- **AN W 468-1** - Comparution de Pichard-La Caillère : - Paris, sans date : le ministre de la justice contre François Auguste Pichard, prévenu d'avoir été membre du comité établi par les brigands en la commune de Fontenay-le-Peuple (pièce 25 précédée des quatre pages de titre de la plaquette 250). an II

- **AN W 468-2** - Enquête : - Fontenay, brumaire-frimaire an II : dossier judiciaire constitué sur Pichard-La Caillère par le tribunal criminel de la Vendée et le comité de surveillance de Fontenay (pièces 57-61). - Sans date : note récapitulante les actes favorables et défavorables aux accusés (pièce 11). - Sans lieu ni date : billet relevant les noms et adresses de deux témoins (pièce 27).
- **AN W 468-3** - Témoignages favorables Fontenay : - 13 juillet 1793 : lettre de la municipalité adressée au Tribunal révolutionnaire et plaidant la cause des membres du Conseil provisoire, avec 16 signatures d'élus et environ 150 signatures d'habitants (pièce 12). - Juillet 1793-frimaire an II : certificats et attestations de la municipalité de Fontenay, de la garde nationale, de la société populaire, de la population et d'une douzaine de témoins en faveur de Pichard-La Caillère (pièces 30-45, la "pièce 30-38" constitue le sommaire des pièces suivantes). Paris : - 12 nivôse an II : déposition du témoin Joseph Châtelain en faveur de Pichard-La Caillère (pièces 55-56). 1793-1794
- **AN W 468-4** - Défense de Pichard-La Caillère et demande de libération : - Paris, août 1793 : argumentaire pour demander la libération de Pichard-La Caillère (pièce 29).
- **AN W 468-5** - Interrogatoires Paris : - 16 nivôse an II : interrogatoire de Pichard-La Caillère par le Tribunal révolutionnaire (pièce 26). - 14 fructidor an II : lettre du conventionnel Cochon de Lapparent, oncle par alliance de Pichard-La Caillère, demandant à l'accusateur public d'accélérer le jugement du Tribunal révolutionnaire (pièce 28). - 21 fructidor an II : procès-verbal d'interrogatoire de Savary-Calais par le Tribunal révolutionnaire (pièce 10).
- **AN W 468-6** - Acquiescement Paris : - 10 mai 1793 : copie du décret de la Convention nationale restreignant la peine de mort " aux chefs et instigateurs des révoltés " (pièce 53). - 18-23 vendémiaire an III : procès-verbaux du Tribunal révolutionnaire contenant l'acte d'accusation de Pichard-La Caillère et Savary-Calais, leur jugement, la délibération du jury et leur acquiescement (pièces 4-7). - 24 et 26 vendémiaire : Savary-Calais récupère des pièces justificatives déposées au greffe du Tribunal révolutionnaire (pièces 2-3). - 26-27 vendémiaire : Pichard-La Caillère récupère des pièces justificatives déposées au greffe du Tribunal révolutionnaire (pièces 8-9). 1793-1794
- Activité du Conseil provisoire de Fontenay
- **AN W 468-7** - Fontenay : - 27-30 mai 1793 : formation du Conseil provisoire de Fontenay par les chefs de l'armée vendéenne, acte d'investiture, bons de réquisition, demande de livraison de matériel d'imprimerie et mise en place d'un Conseil général central à Saint-Laurent-sur-Sèvre, avec des signatures de Beauvollier, Cathelineau, Duhoux d'Hauterive, Dommaignié, Donissan, des Essarts, de Hargues, La Rochejaquelein, Lescure et Bernard de Marigny (pièces 17-24, affiches). - 30 mai-18 juin 1793 : arrêtés du Conseil provisoire pour la libre circulation des personnes et des biens (pièces 13-16). - 1er juin 1793 : affiche du Conseil provisoire pour la police du marché (pièce 54). - 7 juin-6 juillet 1793 : bons de réquisition et de paiements du Conseil provisoire de Fontenay (pièces 46-52).

- W 472. Jean-Antoine Vial

### **Présentation Du Contenu :**

Dans l'article AN W 472, seule la plaquette 289 est analysée et numérisée : dossier d'accusation constitué contre Jean-Antoine Vial, ancien maire de Chalonnes-sur-Loire,

acquitté le 29 vendémiaire an III (23 mars 1793-16 brumaire an III). L'ordre des 45 pièces montées sur onglets dans la plaquette a été modifié.

- Comparution devant les comités révolutionnaires de Baugé et d'Angers
  - **AN W 472-1** - Dénonciation et arrestation : - Angers et Baugé, 28 pluviôse-4 floréal an II : dénonciation de Vial, puis arrestation de l'accusé par le comité révolutionnaire de Baugé (pièces 16-19 précédées des quatre pages de titre de la plaquette 289, un cachet).
  - **AN 472-2** - Dépôts : - Angers, 28 pluviôse-27 floréal an II : dépôts contre Vial recueillies par le comité révolutionnaire d'Angers (pièces 20-26). - Angers, 28 pluviôse-24 germinal : versions originales des pièces 21 et 22 (pièces 28-29, un cachet). - Chalonnes, germinal an II : lettre de la municipalité au Comité de salut public et au Comité de sûreté générale pour justifier son attitude pendant la guerre de Vendée (pièce 8). - Angers et Baugé, 2-7 floréal an II : dépôts d'habitants de Chalonnes et de Baugé contre Vial (pièces 13-15).
  - **AN W 472-3** - Interrogatoires : - Angers et Baugé, 2-12 floréal an II : procès-verbaux d'interrogatoire de Vial et Talleau, maire et officier municipal de Chalonnes, par le comité révolutionnaire de Baugé, puis par celui d'Angers (pièces 10-12). - Angers, 8 floréal : procès-verbal d'interrogatoire de Vial par le comité révolutionnaire d'Angers (pièce 27, double de la pièce 10).
- Comparution devant le Tribunal révolutionnaire à Paris
  - **AN W 472-4** - Traduction devant le Tribunal révolutionnaire : - Angers et Nantes, 17 prairial-2 messidor an II : arrêté des représentants du peuple Bo et Bourbotte traduisant Vial devant le Tribunal révolutionnaire et transfert de l'accusé à la prison Sainte-Pélagie par le comité révolutionnaire d'Angers (pièces 2-5, un cachet).
  - **AN W 472-5** - Interrogatoire : - Paris, 24 fructidor an II : procès-verbal d'interrogatoire de Jean-Antoine Vial, âgé de 51 ans, par le Tribunal révolutionnaire (pièce 7).
  - **AN W 472-6** - Assignation de témoins : - Paris et Baugé, 8-12 vendémiaire an III : assignations de 14 témoins au Tribunal révolutionnaire pour le procès Vial (pièces 33-40, deux cachets).
  - **AN W 472-7** - Accusation et jugement d'acquiescement Paris : - 23 vendémiaire an III : acte d'accusation du Tribunal révolutionnaire contre Jean-Antoine Vial, en raison de son attitude lors de la prise de Chalonnes par les insurgés et des injures proférées contre la Convention (pièce 32). - 24-29 vendémiaire : procès-verbaux d'audition de Jean-Antoine Vial et de 25 témoins par le Tribunal révolutionnaire, de délibérations du jury et du jugement d'acquiescement de l'accusé (pièces 41-43). - 15-16 brumaire : le Tribunal révolutionnaire fait remettre à Vial des pièces à décharge de son procès (pièces 44-45).
- Pièces sur la prise de Chalonnes-sur-Loire par les Vendéens antérieures à l'arrestation de Vial
  - **AN W 472-8** - - Angers : 23-27 mars 1793 : interrogatoire de neuf habitants de Chalonnes par le comité de surveillance du Maine-et-Loire au sujet de la prise de Chalonnes par les Vendéens (pièce 30). 29 septembre 1793 : rapport du comité révolutionnaire d'Angers sur les circonstances de la prise de Chalonnes par les

insurgés vendéens, le 22 mars 1793 (pièce 6). - Sans lieu ni date : dépositions de huit personnes, dont Vial, sur la chute de Chalonnès le 22 mars 1793 (pièce 9). - Paris, sans date : lettre du conventionnel Lecointre fournissant au Tribunal révolutionnaire des extraits de lettres sur les massacres et destructions de la guerre de Vendée (pièce 31).

- W 493. Comité révolutionnaire de Nantes et Carrier.

### **Présentation Du Contenu :**

L'article W 493 contient huit dossiers. Seules les plaquettes 479/1-2-3 sont analysées et numérisées : dossier d'accusation constitué contre le Comité révolutionnaire de Nantes et l'ancien représentant Carrier, jugement du 26 frimaire an III acquittant une trentaine de prévenus et condamnant à mort Carrier, Pinard et Grandmaison (septembre 1793-frimaire an III). L'ordre des 98, 96 et 46 pièces montées sur onglets dans les trois plaquettes a été modifié. En tête des images, est placée la note de l'archiviste Campardon sur le reclassement du dossier (1er sept. 1866, pièce 1 bis, plaquette 479/1).

#### ■ Procès de Grandmaison et Pinard

- **AN W 493-1** - Dépositions contre Grandmaison : - Nantes, sans date : dépositions de quatre témoins sur les vols et violences de Grandmaison et une noyade survenue dans la nuit du 24 au 25 frimaire an II (pièces 2-6, plaquette 479/1, précédées des deux pages de titre de la plaquette 479/1 et d'une note du 1er sept. 1866 de l'archiviste Campardon sur le reclassement du dossier).
  - **AN W 493-2** - Défense de Grandmaison et demande de libération : - Nantes, prairial an II : déclaration de Grandmaison sur sa carrière depuis 1789, les mesures prises contre les prisonniers de Nantes, une " submersion " de 128 " scélérats " et demande de libération (pièce 7, plaquette 479/1).
  - **AN W 493-3** - Pièces à charge contre Pinard Nantes : - Ventôse-thermidor an II : créances et factures saisies sur le couple Pinard (pièces 87-91, plaquette 479/1). - 10 thermidor : inventaire sommaire des pièces à charge recueillies contre Pinard (pièces 9-10, plaquette 479/1, la pièce 10 est montée à l'envers). - 17 thermidor : le représentant du peuple Bo envoie à Fouquier-Tinville des pièces concernant Pinard (pièce 77, plaquette 479/1).
  - **AN W 493-4** - Défense de Pinard et demande de libération Nantes : - 2 thermidor an II : adresse de Pinard, emprisonné à Nantes, pour demander sa libération, avec les signatures d'une quarantaine de républicains de Nantes et des environs (pièce 41, plaquette 479/3). - 8 thermidor : la femme de Pinard envoie au Comité de sûreté générale un certificat de la municipalité du Petit Mars favorable à son mari (pièces 75-76, plaquette 479/1).
  - **AN W 493-5** - Interrogatoires de Grandmaison et de Pinard Paris : - 12 fructidor an II : interrogatoire par le Tribunal révolutionnaire de Michel Moreau dit Grandmaison (pièce 8, plaquette 479/1). - 13 fructidor : procès-verbal d'interrogatoire de Jean Pinard par le Tribunal révolutionnaire (pièce 78, plaquette 479/1).
- #### ■ Procès de Carrier et du Comité révolutionnaire de Nantes
- **AN W 493-6** - Témoignages favorables à Carrier : - Nantes, 12 fructidor an II : une quinzaine d'hommes et de femmes écrivent à Carrier pour le remercier de son action et se réjouir de la chute de Robespierre (pièce 20, plaquette 479/2,



précédée des trois pages de titre de la plaquette 479/2). - Saint-Malo, sans date : les membres de la société populaire témoignent de leur reconnaissance à Carrier (pièce 17, plaquette 479/2).

- **AN W 493-7** - Accusation contre le comité révolutionnaire de Nantes Paris : - 17 vendémiaire an III : acte d'accusation de Michel-Joseph Leblois, accusateur public du Tribunal révolutionnaire, contre 13 membres du Comité révolutionnaire de Nantes (pièce 8, plaquette 479/3, imprimé 6 p.). - 25 vendémiaire-17 frimaire : actes d'accusation du Tribunal révolutionnaire contre Charles Forget, René Naud, Joseph Vic, Paul Ducout, François Coron, Jean Boussy, Joseph Boullay, Jacques Gauthier, Jacques O'Sullivan, Pierre Guillet, Jean-Nicolas Crespin et Yves Proust, membres du Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 31-40, plaquette 479/3, 23 p.). - 13-14 frimaire : actes d'accusation du Tribunal révolutionnaire contre Pierre Robin, Claude-François Lefebvre, Pierre Macé et Jean D'Héron, membres du Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 43-44, plaquette 479/3).
- **AN W 493-8** - Décret d'accusation contre Carrier et traduction devant le tribunal révolutionnaire Paris : - 4 frimaire an III : le bureau des décrets de la Convention envoie au Tribunal révolutionnaire le décret d'accusation pris contre Carrier (pièces 3, plaquette 479/2). - 4 frimaire : la Convention décrète " qu'il y a lieu à accusation contre le représentant du peuple Carrier " (pièce 22, plaquette 479/2). - 5 frimaire : décret de la Convention traduisant Carrier devant le Tribunal révolutionnaire (pièce 42, plaquette 479/3).
- **AN W 493-9** - Correspondance générale, Paris : - Sans date : l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire réclame des jugements de la commission militaire de Nantes (pièce 2, plaquette 479/3). - 3 brumaire an III : le Comité de sûreté générale envoie à l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire des pièces concernant le représentant du peuple Carrier (pièce 2, plaquette 479/2). - 7 frimaire : envoi au Tribunal révolutionnaire des pièces réunies par la Commission des 21 contre Carrier (pièces 10-11, plaquette 479/2).
- **AN W 493-10** - Correspondance générale, Nantes : - 7-9 frimaire an III : inventaire des 116 pièces fournies au Comité de sûreté générale par diverses autorités de Nantes à propos de Carrier (pièce 42, plaquette 479/2).
- **AN W 493-11** - Correspondance générale, 132 Nantais expédiés par Carrier au tribunal révolutionnaire à Paris - Blois, 30 nivôse an II : copie de l'acte de décès de Saint-Blancard, un des 132 Nantais accusés par Carrier (pièce 78, plaquette 479/2). Paris : - 28 vendémiaire an III : procès-verbal de délibération du Tribunal révolutionnaire pour assurer la nourriture des Nantais emprisonnés à la Conciergerie (pièce 30, plaquette 479/3). - 6 frimaire an III : certificat de deux officiers de santé constatant l'état désespéré de l'accusé nantais Bataillé, emprisonné à la Force (pièce 28, plaquette 479/3). an II-an III
- **AN W 493-12** - Défense et interrogatoire de Carrier Paris : - Novembre 1794 : notes de Carrier réfutant les accusations portées contre lui à propos de la guerre de Vendée et des réquisitions, emprisonnements et exécutions de Nantes (pièces 52-54, plaquette 479/2, 18 p.). - 28 brumaire an III : la Convention autorise Carrier à prendre connaissance des informations réunies à son sujet (pièce 4, plaquette 479/2). - Frimaire : Carrier choisit ses défenseurs et récuse jurés et magistrats du Tribunal révolutionnaire (pièces 23-27, plaquette 479/2). - 6 frimaire : premier interrogatoire de Carrier qui récuse jurés et magistrats et refus du Tribunal révolutionnaire d'agréer sa demande (pièces 9-14, plaquette 479/3). - 7 frimaire : le Tribunal révolutionnaire rejette les demandes de Carrier

qui récusait les jurés et magistrats appelés à le juger (pièce 7, plaquette 479/3). - 8-12 frimaire : déposition de témoins au procès Carrier et défense présentée par Carrier (pièces 87-96, plaquette 479/2, 20 p. reliées dans le désordre). - 12 frimaire : la Convention prend acte que le Tribunal révolutionnaire a refusé de communiquer à Carrier les pièces de la commission militaire (pièce 3, plaquette 479/3).

- **AN W 493-13** - Dépositions et témoignages contre Carrier : - Nantes, vendémiaire-brumaire an III : recueil de témoignages sur des exécutions et assassinats commis sous la responsabilité de Carrier à Nantes et dans le pays nantais (pièces 5-9, plaquette 479/2, un cachet). - Paris, novembre 1794 : résumé des accusations portées contre Carrier par 82 témoins (pièces 55-77, plaquette 479/2, 23 p. reliées à l'envers). - Paris, novembre 1794 : résumés des accusations portées contre Carrier par les témoins 84 à 116 (pièces 79-86, plaquette 479/2, 8 p. reliées à l'envers).
- **AN W 493-14** - Comparution et dépositions des accusés et témoins Paris : - Frimaire an III : liste des accusés jugés au Tribunal révolutionnaire le 26 frimaire an III (pièce 1, plaquette 479/1). - 25 vendémiaire-26 frimaire : procès-verbal de comparution et de dépositions des accusés et témoins au procès de Carrier et du Comité révolutionnaire de Nantes (pièce 45, plaquette 479/3, 55 p.).
- **AN W 493-15** - Délibérations du jury : - Paris, 26 frimaire an III : procès-verbal de délibérations du jury du Tribunal révolutionnaire prononçant la culpabilité de Carrier, Pinard et Grandmaison et acquittant 30 autres accusés (pièce 27, plaquette 479/3).
- **AN W 493-16** - Acquittement de 30 membres du Comité révolutionnaire de Nantes : - Paris, 26 frimaire an III : procès-verbal de jugement et d'acquittement de 30 membres du Comité révolutionnaire de Nantes (pièce 29, plaquette 479/3).
- Minute du Tribunal révolutionnaire (comparution, accusation et jugement)
- **AN W 493-17** - - Paris, 26 frimaire an III : minute du Tribunal révolutionnaire regroupant le procès-verbal de comparution des accusés, les actes d'accusation de Leblois, la condamnation à mort de Carrier, Pinard et Grandmaison et l'acquittement des 30 autres accusés (pièce 46, plaquette 479/3, précédée des trois pages de titre de la plaquette 479/3).
- Pièces sur l'activité de Pinard à Nantes antérieures à son procès
- **AN W 493-18** - Réquisitions et saisies de biens : - Nantes et Petit Mars, juillet 1793-frimaire an II : certificats attestant les activités de Pinard pour l'enlèvement de grains, vins et fourrages (pièces 95-98, plaquette 479/1). - Nantes, novembre 1793-nivôse an II : la Commission civile et administrative près l'armée de l'Ouest nomme Jean Pinard commissaire-adjoint pour la saisie des foins, grains et bestiaux et accuse réception de nombreuses livraisons effectuées à partir de biens d'émigrés ou de suspects à Sucé, Carquefou, Paulx, Saint-Mars-du-Désert et Vue (pièces 38-57, plaquette 479/1). - Nantes, nivôse-pluviôse an II : pièces sur des biens et bestiaux saisis à Sucé par Pinard sur des " ennemis de la République " (pièces 58-60, plaquette 479/1). - Sucé, pluviôse-floréal an II : pièces sur des séquestres de biens effectués par Pinard dans les environs de Nantes, notamment à Sucé (pièces 70-74, plaquette 479/1). - Sucé et Héric, 6-10 pluviôse an II : procès-verbaux et inventaires de meubles, effets et bestiaux saisis par Pinard et des officiers municipaux dans diverses maisons des deux

communes (pièces 28-37, plaquette 479/1).

- **AN W 493-19** - Emprisonnements, vols et violences Nantes et environs : - Juillet 1793-ventôse an II : attestations d'officiers et d'élus de Montaigu, Nort, Sucé et des Touches en faveur de Pinard pour son service dans la garde nationale, la défense de Nantes et la chasse aux " brigands " (pièces 61-69, plaquette 479/1, 11 p.). - Brumaire-ventôse an II : chasse aux suspects et emprisonnements pratiqués par Pinard et le Comité révolutionnaire de Nantes (pièces 92-94, plaquette 479/1). - Nivôse-floréal an II : enquête du Tribunal révolutionnaire de Nantes sur des vols et exactions de Pinard, avec des dépositions de prisonniers du Bouffay (pièces 23-27, plaquette 479/1). - Pluviôse-ventôse an II : copies de pièces adressées au Tribunal révolutionnaire à propos des vols et meurtres de Pinard et d'Héron dans la campagne nantaise (pièce 15, plaquette 479/3). - Ventôse-thermidor an II : procès-verbaux et attestations de vols et violences commis par Pinard et ses hommes de main dans les campagnes nantaises, notamment à Sucé et Saint-Mars-du-Désert (pièces 11-17, plaquette 479/1). - Floréal-messidor an II : dépositions d'habitants de Sucé et de prisonniers du Bouffay sur les violences et exactions commises par Pinard et la compagnie Marat (pièces 79-86, plaquette 479/1). - Sucé, 16-24 floréal an II : enquête faite par le district de Nantes sur des pillages et trafics commis par Pinard dans la commune de Sucé, entre autres à La Barbinière (pièces 18-22, plaquette 479/1).
- Pièces sur l'activité du Comité révolutionnaire de Nantes antérieures au procès de ses membres
  
- **AN W 493-20** - - Sans lieu ni date : notes résumant les débats et délibérations du Comité révolutionnaire de Nantes du 25 vendémiaire au 4 nivôse an II (pièces 43-51, plaquette 479/2).
- **AN W 493-21** - Nantes : - 26 vendémiaire an II : copies d'ordres d'arrestation et de perquisition du Comité révolutionnaire et du comité de surveillance de Nantes (pièces 25-26, plaquette 479/3). - 28 brumaire an II : délibération du département de la Loire-Inférieure pour la défense de Nantes et le blocus de la Loire face à l'armée vendéenne (pièce 19, plaquette 479/3). - 29 brumaire an II : ordre du Comité révolutionnaire de Nantes pour le transfert de trois prêtres sur une galiote (pièces 5-6, plaquette 479/3). - 16-17 frimaire an II : le Comité révolutionnaire de Nantes fait réquisitionner des charpentiers et des barges à Cheviré (pièces 17 (numéro au verso)-18, plaquette 479/3). - Vues, 14 pluviôse an II : réquisition de charrettes pour faire transporter à Paimboeuf des réfugiés, femmes et enfants (pièce 21, plaquette 479/3). - Paimboeuf, 8 ventôse an II : lettre de l'adjudant-général Guillemé aux commissaires civils de Vue à propos d'une expédition à mener contre un château (pièce 16, plaquette 479/3). - Vues, 8 et 10 ventôse an II : expédition menée contre un château et massacre de trois enfants par D'Héron, membre de la Commission civile et administrative de Nantes (pièces 22-23, plaquette 479/3, un cachet). - Nantes, 12 ventôse an II : ordres de la Commission civile et administrative de Nantes pour l'exploitation de la mine de charbon de Montrelais (pièce 24, plaquette 479/3). - Nantes, 23 ventôse an II : le Comité révolutionnaire accuse réception de pièces d'argenterie saisies chez un particulier (pièce 20, plaquette 479/3).
- Pièces sur l'activité de Carrier à Nantes antérieures à son procès
  
- **AN W 493-22** - Envoi de Carrier à Nantes Paris, 29 septembre 1793 : - Lettre

adressée par Hérault de Séchelles à Carrier sur sa mission à Nantes (pièce 1 ter, plaquette 479/1). - Hérault de Séchelles presse Carrier, au nom du Comité de salut public, de se rendre à Nantes et à Rennes pour écraser les fédéralistes et les contre-révolutionnaires (pièce 19, plaquette 479/2).

- **AN W 493-23** - Pouvoirs illimités accordés à Carrier Paris : - Frimaire an II : le Comité de salut public affecte le représentant Carrier au Morbihan et à la Loire-Inférieure avec des pouvoirs " illimités " (pièce 12, plaquette 479/2). - 5 pluviôse an II : le Comité de salut public rappelle aux représentants en mission à Nantes qu'ils sont " revêtus de pouvoirs illimités " (pièce 21, plaquette 479/2).
- **AN W 493-24** - Création de la Compagnie Marat et du tribunal révolutionnaire : - Nantes, 9 brumaire an II : arrêté des représentants Carrier et Francastel confirmant la création d'une " compagnie révolutionnaire " pour faire des réquisitions, pourchasser les accapareurs et arrêter les divers suspects (pièce 32, plaquette 479/2). - Nantes, 9 brumaire an II : arrêté des représentants Carrier et Francastel créant une section révolutionnaire au tribunal criminel de la Loire-Inférieure et précisant son champ d'action (pièce 41, plaquette 479/2, un cachet). - Nantes, 26 pluviôse an II : arrêté de Carrier nommant un président au Tribunal révolutionnaire de Nantes (pièce 38, plaquette 479/2).
- **AN W 493-25** - Noyades, condamnations à mort, incendies et réquisitions Nantes : - 9 octobre 1793 : proclamation du représentant Hentz annonçant à la population la formation de l'armée de l'Ouest pour combattre les rebelles (pièces 15-16, plaquette 479/2). - 29 brumaire an II : Carrier informe le Comité de salut public sur les mesures prises contre les armées vendéennes au nord et au sud de la Loire et sur les réquisitions opérées pour ravitailler Nantes (pièce 14, plaquette 479/2). Canton de Saint-Herblain : - 30 brumaire an II : le juge de paix fait inhumer à Basse-Indre deux noyés retirés de la Loire (pièce 4, plaquette 479/3). Nantes : - 23 frimaire an II : Carrier ordonne au général Haxo de brûler les villages révoltés et d'envoyer à Nantes les subsistances trouvées sur place (pièce 18, plaquette 479/2). - 27 frimaire an II : listes de Carrier énumérant 24 et 27 " brigands " condamnés à mort (pièces 39-40, plaquette 479/2). - Frimaire-pluviôse an II : pièces sur une taxation des riches Nantais et la destitution d'un officier municipal par Carrier (pièces 28-31, plaquette 479/2, un cachet). - Nivôse an II-vendémiaire an III : recueil de pièces sur l'action et les exactions de Le Batteux dans la région de Redon et l'appui que lui accordait Carrier (pièces 33-37, plaquette 479/2, trois cachets). 1793-1794
- **AN W 493-26** - Fourniture pour l'armée : - Nantes, début 1794 : Carrier assure l'adjudant-général Dufour de son appui et lui envoie 400 paires de souliers (pièce 13, plaquette 479/2).